Peltier
Smith
& Smith op^r

Case in appeal — Question how far the Opposant could be considered a Tiers detenteur as having possession of an Estate under his father's will, in opposition to the Saisine by law of the Douairiere, whose Creditor seized a portion of the Estate on the right of Dower —

2. Bouvot. Tit. criées. Quest. 16. p. 174. —

Quest. — Si les tiers possesseurs non assignés au decret, peuvent être depossédés par l'adjudicataire —

A été repondu que non — et que nouveaux proclamats doivent être faits, pour apres ordonner ce qu'il appartiendra Jugé par arret du 2 Mai 1606. —

Prat: d'Imbert liv. 1. ch. 58. p. 374 —

Mais selon droit, comme l'autre opinion est plus soutenable, savoir est, que l'on perd le droit de Seigneurie qu'on a, si l'on ne s'oppose aux Criées, fors quand on est actuel et reel possesseur des choses Criées, car en ce cas, il ne suffit pas faire lesdites criées — ains faut ajourner particulierement et nommement le — possesseur pour voir interposer le decret, ou dire Causes pour l'empecher si bon lui semble. —

2 Raviot sur Perrier Quest. 305. p. 545. —

See case stated —

Le Sieur Goujon soutient, que quoique le partage fut revocable, il etoit vrai maître & possesseur, jusqu'a ce qu'il fut revoqué — qu'il suffisoit qu'il possédat, proprio nomine excludendo nudam detentionem, comme parle — Dumoulin sur le Conseil 51 d'Alexandre, vol. 1 — que le Tiers possesseur devoit être appellé — qu'un acquereur à faculté de rachat, quoiqu'il ne fut pas proprietaire incommutable, devoit être appellé s'il etoit possesseur. — Senterrée aux Requetes du Palais qui ordonne que le Sr Goujon fera preuve qu'au tems des Criées, il etoit possesseur — Confirmé sur l'appelle —

2. Coquille, Quest. & Rep: Quest. 217 p. 269

L'ordre dit, (Edit des Criées 1551) qu'il suffit en general, saisir le Fief & appartenances — Quid, si le Vassal a demembré, & l'acquereur jouit. —

Puts a case —

La question est, le proprietaire de cette Seigneurie, ou Domaine Seigneurial a demembré quelque piece avant la saisie, ou a aliené quelques redevances qui sont de son Fief, & l'acquereur en a joui actuellement paravant la saisie — si ces pieces et choses demembrées & alienées seront Censées avoir été saisis et si elles seront comprises en l'adjudication par decret sous le nom de la Seigneurie? —

Je crois, que si lesdites pieces n'ont été specialement saisies, et si le detenteur n'en a été dessaisi par le Commissaire ou par l'accenseur et Fermier, ledit acquereur detenteur ne doit être dessaisi par l'Executeur du Decret — Car il se peut dire, qu'il n'y a rien jugé avec lui, et qu'etant jouissant reellement, et non le detteur, il a convenu l'appeller nominatim, ou le dessaisir; cum enim certus est adversarius, et corpore possidet, non sufficit eum vocasse publica proclamatione — Ainsi fut prejugé par arret en plaidoyerie du 26 Nov^re 1543, entant que sur un appel de decret, le fait proposé par l'appellant fut reçu, qui etoit que l'appellant lors de la saisie avoit la possession reelle et naturelle de partie de l'heritage saisi, et n'avoit été appellé nommement — Aussi la saisie et sequestre par etablissement de Commissaire sont mis en necessité precise par l'Edit des Criées, entant qu'à faute de ce elles sont declarées nulles. — Ce qui est non seulement pour deposseder le Detteur proprietaire, mais aussi, afin que publiquement soit connu à tous, quelles choses sont saisies, et doivent être vendues — ce qui se fait par la jouissance d'un Fermier accenseur qui a encheri — Pourquoi le plus sur est de le faire appeller par exprès, afin de venir dire les moyens, s'il en a, pour empecher que ce dont il jouit ne soit compris au decret. —

No 1988.
Olivier
et
Bellanger
&
Bellanger appt

Prost de Royer. Vo Adjudication tit. Enchere. p. 776.

On suppose le cas ou il n'y a point d'encheres quel parti prendre ? — La somme pour laquelle la saisie a eté faite, tient lieu d'enchere, et les biens sont adjugés au saisissant, qui peut encore avoir son recours sur les autres biens de la partie saisie, si elle en a, dans le cas, ou il n'est pas rempli de sa créance. —

Repr. Vo adjudn. p. 167. Note 1. Pigeau 772

In notifying the Remise, to the partie saisie of the sale to another day, he was amongst other things notified that on that day, il ait a y faire trouver des encherisseurs si bon lui semble. —

Id. p. 168.

L'adjudicataire n'est pas responsable de la regularité de la poursuite du decret, cela regarde le poursuivant contre lequel il a un recours si cette poursuite vient a être declarée nulle. —

Question touching power & duty of Executors —
(cont^d. from p. 300)

3 Furg: des Test. Ch. 10. Sec. 4. p. 362 N° 13. —

Cette Commission (of Executor) n'est autre chose qu'un vrai mandat — La chose parle d'elle même. — Le testateur donne pouvoir à la personne qu'il choisit & nomme d'executer, ou de faire executer ses dispositions — il le met à sa place, ou bien à la place de l'heritier pour cela — & Lorsque l'Executeur testamentaire accepte la Commission le mandat devient parfait par le concours de la volonté du mandant & du mandataire — Et le ch. 18. Extra. de testam. considere l'executeur testam^re comme un vrai mandataire — &c —

N. Denost — V° Execution Test^re §. 4. N° 1 — 2e. sentence

Si cependant le testateur n'avoit fait aucune disposition à cet egard, l'Executeur Testamentaire ne pourroit forcer l'heritier d'y suppléer, parceque sa mission est un veritable mandat, et que le mandat est de sa nature gratuit. —

Id. §. 5. N° 23.

Quoique l'execution testamentaire soit moins une charge, qu'un office d'ami, celui a qui elle est confiée doit neanmoins apporter dans ses fonctions la vigilance d'un bon pere de famille — Comme mandataire, il contracte en acceptant sa Commission toutes les obligations attachées au mandat. —

Poth. Mandat N° 66. —

Le mandant n'a pas d'hypotheque pour cette action sur les biens du mandataire, quoique la procuration ait été passée par acte devant Notaire car ce n'est pas par cet acte, que le mandataire qui n'y est pas present, s'oblige envers le mandant; ce n'est que par l'acceptation qu'il fait depuis de la procuration — C'est pourquoi, à moins que cette acceptation ne se fit aussi par un acte devant Notaire, le mandant ne peut avoir d'hypotheque sur les biens du mandataire —

The law seems to attach the mortgage in favor of the Legatee, on the property of the person holding a Legacy in trust for another under the will — as if the case true —

Poth. Don. Test. Ch. 5. Sec. 2. §. 2 p. 371 - last paragraph

C'est encore un effet des legs, que la loi accorde aux legataires une hypotheque tacite sur les biens que les heritiers, ou autres qui en sont grevés, — recueillent de la Succession du Testateur qui les en a grevés. —

No 531.

B. Hart
Lee vs Kidd

This was an action instituted by the Plff as a Creditor of one Robert M'Nabb, agt the Defendt, in order to rescind and set aside a transaction made between the said M'Nabb & the Defendt on the 10th Febry 1826, whereby the utensils of a certain potash manufactory were by the Ps M'Nabb sold and made over to the Defendt in satisfaction of a debt due to the Defendt, and ~~concluding~~ claiming that the Defendt be held to restore and deliver up the said utensils, or pay the value thereof, and also to pay for the use thereof a sum of £50 for the benefit of all the Creditors of the said M'Nabb, on the principle, that the said transaction was fraudulent and gave an undue preference to the said Defendt over the other Creditors of M'Nabb, who at the time and long before was and had been in a state of failure or insolvency known to the Defendt

After February Term 1829

No. 387
Rolland
v.
Bidaud

action for Lods & Ventes on deed of Sale of 24 Oct. 1823
By the Deed the Sellers reserved the right of Reméré
to be exercised in 9 Years — they exercised it on
19th Nov. 1823 — action brot on 26th Janv. 1828 — Qud.
whether Lods & Ventes are due. —

Authorities in favor of Plff

Traité de Fiefs de Dumoulin, par Henrion de Pansey p. 176. 178 —

C'est un principe certain que le quint est dû pour vente à faculté de reméré. — Il est également certain que le vendeur ou ses heritiers exerçant cette faculté ne doivent au Seigneur ni Quint, ni Relief, mais seulement une nouvelle prestation de foi — Parceque alors le retour du Fief dans les mains du Vendeur — n'est que la resolution du Contrat de Vente — resolution qui procede d'une clause inherente au ~~meme~~ Contrat meme.

3 Guyot des Fiefs p. 295. 6 — sec. 5 No 4 —

He cites the opinion of Dumoulin — qui se determine que les droits sont dûs, par la meme raison — que la Vente est pleine et parfaite — licet sub conditione resolubilis.

Argentré sur Bretagne is cited as of a diff. opinion. —

Tiraqueau, de Retractu Conventionali — holds the Lods to be due

3 Desp. — Des Lods. Sec. 5. part. 5. No 7. p. 72. Les Lods sont dus de la vente qui est faite à pacte de rachat, quoiqu'ensuite du dit pacte, le rachat ait été fait. —

Bacquet Dr. de Justice Ch. 12. No 20. — Celui qui achete une maison ou autre heritage d'un particulier, à faculté de reméré, doit dès l'instant de son acquisition Lods & Ventes — et si pendant le tems de son reméré il revend l'heritage par lui acquis à la charge de reméré — le second acheteur doit pareillement Lods & Ventes, comme les Contrats de Vente & revente, etant purs, simples, & parfaits encore que sous condition ils puissent être resolus. —

cites also

Loisel, Institutes Coutumieres Liv. 3. Tit. 4. ~~N~~ Regle 20. –
En vente faite à faculté de rachat, les droits sont dûs au Seigneur ou Fermier, du Jour de la vente, et non de la faculté expirée. –

and Id: Liv. 4. tit. 2. regle. 7. – En Ventes d'heritages tenus a Cens, soit pures & simples ou à faculté de rachat par decret ou autrement, & en baux à rente rachetable, sont dûs Lods & Ventes des-lors du Contrat – Parceque des lors du Contrat, la vente est parfaite, pure & simple, – quoiqu'elle puisse être resoluë sous condition –

Maynard. Liv. 4. ch. 38 No 5 – refers to the case where the stipulation of Réméré is contained in the same Contract – and when it is contained in a different & subsequent contract – and gives the opinion of the Doctors thereon – In the first case he says – Ils semblent donc dans ces cas avoir estimés qu'il est seulement dû simples droits de Lods payable une fois d'autant que le pacte de rachat dans lesdits cas faisant partie du Contrat principal, n'est censé qu'un & simple contrat –

Louet. lettre V. Somme 12 – No 3 – Par arret du 12 Juillet. 1603, il fut jugé, que les Lods & Ventes etoient dûs, apres avoir demandé la question aux chambres –

Guyot after referring to the above authorities gives his own opinion. p. 299 – De ces principes que l'on ne peut nier, sans faire tort a son discernement, je conclus que les droits sont dûs d'une vente à faculté de rachat, & que l'ancienne jurisprudence etoit fondée dans les principes de la vente. –

Pothier Fiefs p. 147 —

Dans les Coutumes qui ne s'en expliquent pas, telle qu'est celle de Paris, la question est fort controversée — elle a été jugée differement par les arrets, et les Auteurs sont partagés. — Le sentiment de ceux qui pensent que la vente faite avec faculté de remeré pour un tems court doit produire un profit de quint, paroit le plus conforme aux principes, puisque cette vente a tout ce qui constitue une veritable vente, et qu'elle n'est pas detruite par l'exercice de la clause de remeré, mais seulement resiliée pour l'avenir — Ceux qui soutiennent le sentiment opposé se fondent sur des raisons d'Equité et de faveur, qui, selon eux, doivent l'emporter sur la rigueur du principe — Ils disent ceci —

D. Denizart Vo Lods & Ventes. No 78. —

Cependant il faut dire, qu'au moins dans la Coutume de Paris, il est dû des Lods & Ventes, dans le cas de la vente avec faculté de remeré ou rachat, quand même le delai fixé, n'excederoit point neuf ans; cela paroit même conforme à l'article 78, qui veut, sans aucune distinction, que les ventes soient payées des qu'on achete à prix d'argent ou à rente rachetable, un heritage qui se trouve en la Censive d'un Seigneur Censier ou Foncier — En effet la faculté de remeré qui n'a d'effet que pour l'avenir, ne peut denaturer un acte qui contient bien certainement une vente et une dépossession — Les droits de Lods & Ventes sont donc dûs dans ce cas —

Rep.re Vo Lods & Ventes §14 — p. 649. —

En effet on ne peut disconvenir que la Vente à faculté de remeré ne soit parfaite des le moment que le Vendeur et l'acheteur en ont arreté les clauses, par leur consentement reciproque —

Here however follows the question — if the remeré has been effected before the Lods were paid —

Charondas on 76.te art. Coutu.

Says. lods are due —

Boutarie des Lods. p. 167

Suivant la disposition du Droit Commun, les Lods sont dûs d'une vente à faculté de rachat, ainsi que d'une vente pure & simple. —

3. Hervé p. 123.

Une vente faite avec la faculté de remeré, est une vraie vente, elle transfere veritablement la propriété à l'acquereur, quoique d'une maniere resoluble — en un mot elle a tout ce qui constitue une veritable vente —

Il suit de la, que par sa nature, cette vente donne indistinctement lieu au profit de Quint-Rear —

3 Desp. p. 70 N. 7

Authorities cited by Defendr —

1 Bourjn p. 282. N. 68 —

Lorsque la vente est faite sous la faculté de remeré dans les neuf années, ou au-dessous, le droit de Lods & Ventes n'est pas dû — voila un premier principe. —

He refers on the note to the opinion of D'Argentré To the note I. in Duplessis on Censives. p. 96 — and an Arret in Bardet of 22e Decr 1637. —

N. 69

La raison de cet affranchissement est donc, que telle vente doit être plutot considérée comme un engagement de la chose pour un tems bref, que comme une parfaite alienation d'icelle — Le silence que la Coutume a gardé sur cette matiere a fait naitre diversité d'opinion fondée sur la diversité des Jugemens — mais sur ce premier point, il ne paroit pas, qu'il y ait à présent de la Contradiction — ainsi lorsque la faculté de remeré est au-dessous de neuf ans, et qu'elle est exercée, le droit de Lods & Ventes n'est pas dû au Seigneur —

Pocquet de Livonnere Tr. des Fiefs - p. 161. — He says nothing on the question in regard of the Custom of Paris — he merely states — à Paris c'est une question controversée s'il est dû Lods & Ventes pour Contrat de Vente avec faculté de remére, non excedant neuf ans — Les avis sont fort partagés, et les Arrets ont variés — Voy. Loüet & Br. Let. V. ch. 12. & les Commentateurs de la Coutume de Paris —

What he further observes, is founded on the Customs of Anjou & Maine, which have express provisions on the subject — This will not apply here —

Fonmaur. N° 382. says. 1° L'ancienne Jurisprudence du Parlement de Paris adjugeoit indistinctement les Lods de ces Ventes, suivant les arrets de Noel 1584 — du 12 Juillet 1603 — et du 7 Decr. 1595. — and after remarking the opinion of Dumoulin on the 41e art. of the Old Custom of Paris — he says — L'avis de ce grand homme a fixé la nouvelle jurisprudence du Parlement de Paris sur cet objet, et l'on y prononce — constamment l'exemption des Lods de toute vente à pacte de rachat, qui ne dure pas plus de neuf ans, même sans le concours des circonstances requises par Dumoulin pour cette exemption — Le premier arret connu qui la prononce est du 7 Mars 1616. — cites Brodeau Loüet. V. 12. N° 4. He then goes on to add — Il est evident que cette Jurisprudence est contraire à la pureté des principes rapportés au N° 379.

In N° 379 — the principles laid down are — Cette vente etant parfaite, quoiqu'elle soit resoluble par le rachat, les lods en sont dûs du Jour de sa date — parceque la resolution n'a lieu que pour l'avenir, et que la dette des Lods est irrevocable à raison d'un contrat ainsi resolu. On cite dans notre espece un arret Conforme de Noel 1584 contre du 12 Juillet 1603 — contre du 5 Decr. 1595 — contre du 31 Mars 1555 — Enfin un arret du 21 Juillet 1648 — rapporté par Boissieu

Tronmaur also refers to what he states in Nº 670 — Si la vente est resoluë, soit par une Cause ancienne ou survenuë depuis le Contrat, mais pour l'avenir seulement — resolution qui s'appelle, ut ex nunc, les Lods sont incontestablement dus de cette vente, qui a son effet — telle est la vente à faculté de rachat (supra Nº 379. 380) C'est le sens de la maxime, que les Lods — quoique non dus à raison d'une vente nulle, le sont pourtant d'une vente à annuller. —

=

Observ: de Mr. ... on 76e. art. Cout. Nº 4. p. 1127.

La quatrieme (maxime) qu'un contrat à faculté de remeré de neuf ans, ne doit aucuns droits, si le remeré s'exerce — C'est a dire, que le Seigneur les peut demander du Jour du Contrat mais quand dans les neuf ans le remeré s'exerce il est obligé de les rendre. —

=

2 Henrys. p. 35 Quest. 55. Nº 1.

Quest. 55 — Si le Seigneur doit attendre l'expiration du Terme — pour demander ses Lods. —

Notre jurisprudence ne peut pas changer en quelque point principal, que cela ne porte Suite pour d'autres et ne fasse naitre de nouvelles difficultés. —

Lorsque nous tenions, que la faculté de racheter seule, n'alteroit pas la perfection d'une vente — qu'elle n'etoit pas pour cela conditionelle, mais seulement resoluble sous l'evenement d'une Condition — nous tenions aussi, que même pendant la grace le Seigneur direct pouvoit demander le lod, et s'en faire payer, mais par provision et sous caution de le rendre, en cas que la grace fut executée. —

The

Une observation of the Commentator, Bretonnier upon this is —

p. 36. n° 9.

Non seulement le Seigneur n'est pas obligé d'attendre qu'il y ait une Sentence de purification, pour demander son droit, (car ou en seroit-il, si jamais l'acquereur ne l'obtenoit) — il peut meme le demander aussi-tot apres le Contrat, en donnant par lui caution de le rendre, au cas que la faculté soit exercée dans le tems stipulé par le Contrat — et le tems passé, le lot appartient au — Seigneur incommutablement, et la Caution par lui donnée demeure dechargée de plein droit — Il faut dire aussi que si le tems du remeré excede le laps de dix ans, le Seigneur n'est pas obligé de rendre les Lods par lui reçus

L'usage des Pais de Droit Ecrit, du ressort du Parlement de Paris, est, que les Lods ne sont pas dus, quand la faculté de remeré ~~si exerce dans~~ n'excede pas dix années. —

Dans les Pais de Coutume cela depend des differentes Coutumes — dans celles qui n'en parlent pas, comme celle de Paris, il n'est rien dû, quand le tems du remeré n'excede pas l'espace de neuf années. — Du —

Auzanet on 76e. art. Cout. p. 56. —

En touchant de vente à faculté de remeré au-dessus de neuf ans, les droits sont acquis au Seigneur du Jour du Contrat sans repetition, encore que la faculté sort exercée avant les neuf ans

Et si la faculté n'est que de neuf ans et au-dessous les droits sont dûs du Jour du Contrat, à la charge de les rendre, si la faculté est executée avant la fin des neuf années. —

Id. — ou art. 78

Mais lorsque la grace est moindre de neuf ans plusieurs estiment, que ce n'est point une veritable

Vente

vente, ains plutot un engagement, pour lequel il n'est du aucun droit au Seigneur — et cela a été ainsi jugé par arrêt du 7 Mars 1606, en l'audience de la Grande Chambre —

Et neanmoins durant le tems du rachat, chacun demeure d'accord que les droits Seigneuriaux peuvent être demandés, sauf a les rendre, si la grace est executée dans les neuf ans, afin de prevenir les fraudes qui pourroient être faites au prejudice des Seigneurs pour eloigner indirectement par le moyen d'une faculté de rachat, le paiement des ventes et profits de Fiefs qui sont dus au Seigneur des l'instant de l'alienation. —

D'autres au contraire estiment, que nonobstant la grace, encore qu'elle soit moindre de neuf années, les droits sont dus et acquis incommutablement au Seigneur. —

Brodeau on art. 23. p. 198

Pour la vente d'un Fief faite sous la faculté de remeré au dessous de neuf ans, executée dans le tems de la grace, non prorogée, ne sont dus quint, ni autres droits Seigneuriaux — refers to Loret. letter V. no 12 —

Prudhomme Tr. Dr. Seigr. ch 55. p. 303 & Suiv.

After stating the difference of opinion among the law writers on this question in those Customs in wch no special enactment is made — such as the Custom of Paris & others — he goes on to examine the different opinions & particularly an Arret cited by Dunod. v° Lods & Ventes N° 78 of 21 Feby 1767 — and then says — Tous les Iceris consultes qui ont ecrit sur cette matiere sont du meme avis — Ils nous disent, que

que dans les Coutumes muettes sur le retrait Conventionnel il n'est dû aucun droit pour une vente à faculté de reméré pour neuf années, lorsque l'exercice s'en fait dans le tems des neuf années ou au-dessous — qu'il n'est du aucun droit pour l'exercice de cette faculté, parceque les choses sont remises au même etât, et qu'il n'y a pas eu de mutation —

p. 311 After citing different Customs & opinions held on them — Mr Preudhomme adds — Examen fait de toutes les dispositions de ces Coutumes, et de tout ce qu'ont ecrit ces differens Auteurs, il est clair, comme on l'a deja dit, que suivant le droit Commun de la France, il n'est du aucun droit de Lods & Ventes pour une vente faite à faculté de reméré dans le courant de neuf années et au-dessous, c'est a dire, qu'il n'en peut etre exigé, ni pour le contrat de vente, ni pour l'exercice de la faculté reservé au Contrat, si la Coutume ne contient aucune disposition contraire. — Il suffit, dit, Mr. Prevost de la Janneys dans ses principes de Jurisprudence Franse — tit. 10. sec. 2. regle 13. qu'il paroisse par les termes du Contrat qu'on a eu seulement intention d'acquerir la jouissance, et que le vendeur n'a pas eu le dessein de se dessaisir de la proprieté — que c'est sous ce point de vüe que l'on doit considerer une vente à faculté de reméré, qui est plutot un engagement qu'une veritable alienation — Que cette presomption est de droit commun dans les Coutumes qui n'ont point de dispositions contraires, quand le vendeur a retiré l'heritage dans les neuf années; parceque l'on doit plutot considerer une vente de cette espece comme un engagement de la chose pour un tems limité, que comme une parfaite alienation. —

Lacombe. Vo Faculté de Rachat No 5.

En Pays de Droit Ecrit, du Ressort de la Cour, & dans les Coutumes muettes, quand la faculté de remeré n'excede pas neuf ans, il n'est dû lods — Et quand elle excede neuf ans, ou qu'elle n'est exercée dans les neuf ans, il n'est dû qu'un seul droit — cites Brodeau — Auzanet & d'Argentré —

Renaudon. Dict des Fiefs & des Droits Seigx. Vo Lods & Ventes No 149.

Il est dû Lods & Ventes des Contrats à faculté de rachat, parceque la vente à faculté de rachat est pure & simple, quoiqu'elle puisse etre resolue en vertu d'une paction qui fait partie du Contrat. c'est pour la même raison que les lods & Ventes sont dus au Fermier du tems de la vente, et non pas à celui qui se trouve Fermier au tems ou le pacte de rachat expire. — An. Robert — Rerum Judic. 3. ch. 18 — Mais il faut prendre garde, que si la faculté de remeré est exercée dans le tems — le Seigneur est tenu de rembourser les lods qu'il a reçu, parceque le rachat retablit la chose au même etat qu'elle etoit auparavant, et la reduit ad non causam, comme ayant force resolutive de son principe — a moins que la faculté de rachat ne fut pour au-dessus de neuf ans, car alors les Lods & Ventes appartiennt incommutablement au Seigneur, encore que le rachat soit operé dans son temps. —

Id — Traité Historique des Droits Seigx liv. 2. ch. 2. p. 166. —

Dans les Coutumes, il y en a, comme Paris, ou il n'est rien dû quand le remeré est au-dessous de neuf ans, et qu'il est exercé dans ce tems — cites differents Customs —

Mais dans les Coutumes qui sont muettes, ainsi que dans celles qui ne fixent point le tems du remeré, la

la Jurisprudence des arrets est si variée, qu'on peut dire que la question est indecise au Palais —

Il y a des arrets qui ont jugé, et des auteurs qui ont pensé que les lods & Ventes sont exigibles des le moment du Contrat, soit que le remeré ait lieu, ou non, dans le delai fixé par le Contrat, de façon meme, que quand ils n'auroient pas été exigés, ils pourroient l'être encore quand le rémeré est exercé — D'autres Auteurs, et d'autres Arrets, ont pensé et jugé, qu'il n'etoit point du de Lods & Ventes, au cas meme ou le remeré seroit exercé dans le tems porté par le Contrat, et que même ils pourroient être repétés, s'ils avoient été exigés —

5. Fremiville Prat: des Terriers p. 730. & suiv. —

Quest. Faculté de Remeré — s'il est du des Lods & Ventes et a quel Fermier ils appartiennent —

In following the division made by Terriers of the different Customs on the subject — he says — à l'egard des Coutumes, il les partages en quatre classes — savoir, celle de Paris, ou il n'est rien dû quand le remeré est au-dessous de neuf ans, et exercé dans ledit tems. —

After citing Loysel's Institutes, which state the Lods to be due from the day of sale & not from the day of the Rachat he adds — Ensorte que le Seigneur, ou le Fermier, sont en droit, des que la vente à faculté de remeré est faite de se faire payer les droits de lods & Ventes, et si cette faculté est exercée dans le tems, le Seigneur sera tenu de rendre ce qu'il a reçu — L'acquereur peut-meme exiger du Seigneur, ou de son Fermier, une Caution pour la restitution des lods, lors du rachat, au-dessous de dix ans — C'est ce qui est porté dans le Recueil de questions de Droit, de Bretonnier. v^o Retrait Conventionnel. —

Billecoq. Tr: des Fiefs. — Ch. 52. p. 206

Quand un Fief a été vendu a faculté de réméré, il n'est ordinairement dû aucuns droits, pourvû que le remére soit executé dans le tems porté par le Contrat, et que le tems n'excede pas neuf ans, parcequ'il n'y a point de mutation parfaite jus qu'à l'expiration du remére, l'acquereur n'etant point proprietaire incommutable; et que par le moyen du remére, les choses sont remises au même etat que s'il n'y avoit point eu de Vente. —

2 Arrets de Bardt Ch. 32. p. 409

Lods et Ventes ne sont dus d'une Vente faite sous faculté de rachat executé. — arret du 22 Decr 1637. —

Papineau Exer &c. & Chartrand & Brunette. & al. opp^ts.

The pleff, as representing the deceased Seignor of Vaudreuil obtained Judgt. agt the Defendt. for certain Seigneurial rents & dues and in consequence seized and sold a lot of land belonging to the Defendt. In the mean time the Defendt. sold another lot of land belonging to him to the Oppor Brunette, and in the deed of sale it was stipulated that Brunette should pay 2500# to the pleff in part satisfaction of his said Judgt. and on so doing procure from the Pleff a subrogation in all his rights and priviledges — the Oppost. paid the money and obtained the Subrogation stipulated — and in the mean time the lot of land seized having been sold, the Oppost. claimed a like priviledge and preference thereon, as the Pleff would have exercised for the payt. of his said Judgmt. and to the exclusion of the other claimants. — The other Oppost. Brasseur & al, claim as bailleurs du fond of the land sold & contend that the Oppor Brunette cannot exercise any priviledge or preference thereon to the exclusion of them the sd Brasseur & al

Question — as to the right of priviledge? —

2. Argou. p. 425. liv. 4. ch. 5.

Le Tiers-acquereur qui paie les dettes du Vendeur est subrogé aux hypotheques des Créanciers qu'il a payé; mais cette subrogation n'a son effet que sur la chose qu'il a acquise, et non sur les autres biens du Vendeur.

Instructions sur les Conventions p. 461 - des Subs. §. 6.

Un des cas, c'est l'acquisition d'un immeuble. — celui qui achete paie quelquesfois les Créanciers du Vendeur et alors il est subrogé de droit à ceux qu'il a payé. — Il faut observer que cette subrogation de droit ou legale n'a lieu que sur l'Immeuble même qu'il acquiert — s'il veut etre subrogé aux hyp: des Créanciers sur les autres Immeubles du debiteur, il faut qu'en achetant il ait stipulé la subrogation Renusson ch. 5. rapporte un arret qui etablit ce principe. —

Renusson. Tr. de la Subrogation ch. 5. Nº 42. & suiv. —

see the conclusions drawn towards close of Nº 70—

Ces raisons sont fortes et rendent la decision difficile— mais neanmoins toutes choses bien considerées il est plus regulier de dire que la subrogation qui vient de la ~~Subrogation~~ stipulation, ne doit pas operer — Davantage que la Subrogation qui vient de la loi, et comme dans le Cas proposé d'un acquereur qui paie le créancier de son vendeur, qui le poursuit, les loix ont donné la subrogation de plein droit et la limitent sur la chose acquise, il y a lieu de conclure que la subrogation quoique stipulée en ce cas, ne doit operer que le même effet— l'acquereur qui est poursuivi par le créancier de son vendeur, acquitte la dette pour se conserver la possession, et il paye comme debiteur. —

Jacombe. Vº Subrogation Nº 8. —

De meme, acquereur qui paie un créancier de son vendeur, est subrogé de plein droit— mais cette subrogation a son effet limité sur la chose acquise— cite, Renusson—

~But in case of a trouble or eviction of the property purchased from the Defend^t by the Oppos^t, by a person having a preferable right thereon to the Seignior, by means whereof the oppos^t might lose the whole or the greater part of the money they had paid to the Seignior in order to be subrogated in his rights— Would not the oppos^t in that case be entitled to come ag^t the other property of the Defend^t by ~~their~~ his claim en garantie, to be indemnified and reimbursed, what ~~they~~ he might otherwise lose?—

lose? — If so, is not ~~their~~ his claim en garantie now open, ~~and to be~~ to be exercised under ~~their~~ his present Opposition, at least so far as to reserve ~~their~~ his recourse upon the monies now levied, in case such eviction should take place by obliging the other Oppos^t. Brasseur, to give security to bring back such part of the monies, as by law they may be bound for the indemnification of the Oppos^t. in such case? —

4 Gr. Com^re p. 1389. N° 2. On peut former opposition pour garantie — meme avant l'eviction. —

Van Koughnet, Intervenᵉ Party in the Court below — appellᵗ
and
Maitland & Cᵒ Pleffˢ — Respᵈˢ
and
Alexʳ. McDonald. Defᵈˢ —

In the Court of Appeals. —

It appears by the record and proceedings had in this Cause, that on the 30ᵗʰ May 1827, the Respondents, Plaintiffs in the Court below, ~~caused a certain raft of oak and pine timber to be seized~~ under process of attachment sued out agʳ. the property and effects of Alexʳ McDonald their debtor, caused a certain raft of oak and pine timber to be seized, as belonging to him. — The appellᵗ intervened in the Cause, and demanded that the said attachment should be set aside and the said raft delivered up to him, as having a special property therein, and being at the time of seizure in his possession, under a certain Contract made and entered into between him and the said Alexʳ. McDonald, dated at Cornwall in U. Canada the 6ᵗ Janʸ. 1827. By This ~~agreement~~ contract, which has been produced and proved, the appellant agreed to furnish to McDonald such articles of merchandize, provisions and other necessaries as he should deem adviseable and expedient, to enable McDonald to get out lumber and to convey it to market, and McDonald on his part agreed to deliver over all the lumber so made by him, as soon as the same should be dressed and prepared for market, as well what had then been made, as what should be purchased by him, to the said Appellant or his agent, who should have full power and authority to mark the same and to be considered bona fide, the property of the appellant, without power on the

the part of the said McDonald to dispose of any part of it without the consent of the appellt or his Agent — The said lumber to be taken to market by McDonald at his riske and expence, and to be disposed of by the appellt or his Agent, who should retain the amount of the advances made to McD. — and all necessary expences that the appellt or his agent should be at in getting the said lumber to market and paying off the hands employed in getting out the lumber, and taking it to market, including 10 ℔ Cent on the advances made by the appellt to McD — in Cash, provisions &c, and 2½ ℔ Ct Commission upon the Sales of the lumber, the Surplus to be paid to the Sr McD. —

In consequence of this Contract, it appears that the appellt did make advances in money provisions and other necessary things to the said McD — to the amount of about £275, and that it was from these advances that McD had been enabled to procure the raft of timber in question —

The claim of the Appellant was resisted by the Respondents, who denied that he was in the possession ~~of the raft thereof~~ at the time of the seizure, or that the same had ever been delivered to him by McD — in such way as to entitle him to his claim — On this fact of the delivery and possession of the raft rests the whole merits of the Case — If a delivery has been made such as by law required, there can be no doubt, but that the Appellant will be entitled to retain the raft until his advances shall have been paid, if there has been no sufficient delivery, he can claim only as a Common Creditor —

Contracts

Contracts of this description ought to be favorably received, because they are the means of putting into a merchantable shape and bringing to market the produce of the Country and without determining whether the terms and conditions of the present Contract were advantageous or not to the debtor, yet we see, that without the necessary advances here made by the Appellt. the raft in question would not have existed, nor have become an object beneficial to any of the parties — we see also, from the terms of the Contract, and the evidence adduced, that the said Mr. D— was a man in low circumstances, and the appellt. in making the advances required, appears to have considered he run some risk, and trusted more to the produce of Mr. D-'s labor, than to Mr D- personally, as the security for his payment — This gave the appellt. an equitable claim at least on the timber so cut down and rafted although it did not create a perfect lien thereon, for while the timber remained in the possession of Mr D— no lien could attach on it in favor of the appellt. —

This therefore leads to the enquiry whether any and what kind of delivery of this raft of timber has been made to the appellt.

Delivery, to constitute a lien, must be attended with actual and not a constructive possession — this principle is held both by the laws of England and of France, and a delivery that would be sufficient, by construction of law, to perfect a transfer of property by Sale, will not in all cases operate, so as creating a lien on that property —

The delivery alledged by the appellant here, was made at two different places — one at Sessup's falls in U. Canada, the other, at or near the Island of Montreal in Lower Canada

As to the first, it seems in a great measure to have been abandoned, and rightly, as it has not been sufficiently proved — The other, as has been to be better established —

This

This appears principally by the testimony of John McDonald, who was the foreman and had charge of the raft, and acted under the directions and instructions of the Defendant McDonald — He says — "That the Defendt placed him in possession "of the raft as foreman, with instructions to deliver it "to Mr Van Koughnet, when ever he required it — That "in pursuance of these instructions, the Witness delivered "the said timber to Mr Van Koughnet, back of the "island of Montreal about the 19th May last (1827) "and at the same time received provisions from him "to the amount of £11.16 and four dollars in Cash, to "enable him to take the raft to Quebec — That "Van Koughnet was personally present on the raft on "the 19th May last when the Wits delivered it to him, "and part of the timber was then marked with his "name — That previous to this delivery the Wits "considered himself in the employ of the Defdt. Alexr "McDonald, but that he subsequently considered "himself, and acted as the foreman of the Pl. Van Koughnet "in taking the raft to Quebec, and was in charge of it "there for Van Koughnet when it was seized by the Defts — "That after the arrival of the raft at Quebec P — paid "some of the hands and the Wits all their wages on "account of the said timber" —

John McDonald is in law a competent Witness, and we see nothing in the evidence adduced in the cause to impeach his credibility — on the contrary, as far as the other Witnesses are enabled to speak to these facts they appear rather to confirm than to controvert his testimony —

But

But ~~there have been certain~~ objections have been made to the validity of this delivery as effecting a lien on the timber in question, even admitting all the facts as stated by the witness McDonald to be true — These objections we shall now consider.

1st It is said, that the Defendt was the person bound by the Contract to convey the raft to Quebec, and that neither he, nor his agent could alter this part of the Contract, nor could verbal testimony be admitted to prove such alteration, nor could any delivery be made of the ~~wood~~ timber to the appellt before it had arrived at Quebec —

But the Contract cannot be so construed — it is true, that the burthen of conveying the raft to Quebec lay upon the Defendt McD — because it was to be done at his risk and expence — but it is not stipulated, nor can it be understood, that the timber should remain in the possession of McD — until it arrived at Quebec — the very contrary appears from the Contract — it is there said, that the timber was to be delivered over by McD — to the appellt — "as soon as the same should be "dressed and prepared for market" — and further, — that "all the necessary expences that the said Van Koughnet, or "his agent should be at in getting the said lumber to "market and paying off and discharging the hands "employed in this respect, should be retained by the "said Van Koughnet out of the sale of the said timber" — This plainly shews that the parties contemplated the probability of a delivery of the timber before it arrived at Quebec,+ and provides for it accordingly, and therefore we must consider the delivery made to the appellant at the Island of Montreal as consistent with

+ the security, which it was intended to be given to the appellt the neglect or inability of the Defendt to proceed, might require this.

with the terms of the Contract and the intention of the parties —

2dly It has also been objected, that the delivery here was insufficient, as made merely by the appellants going upon the raft, and causing some sticks on it to be marked with his mark —

But it is difficult to conceive how a more effectual delivery could have been made, as the corporal touch and putting on a mark have always been considered as the strongest evidence in this respect — For this purpose what is said in the case of Ellis v Hunt. 3 T. Rep. 468 — by the Judges particularly by Mr Justice Buller — "but in this case (he says) there is the strongest evidence " of the Consignee's taking actual possession of " the goods, by his assignee putting his mark " upon them" * It could not be supposed, nor was it requisite that the appellants' mark should be put upon every piece of timber composing the raft, any more than it would be requisite to mark every article contained in a bale of goods, it was sufficient that the mark of the Appellants should be affixed upon any part of the raft to constitute a delivery, unless it had been of the whole agreed that only such pieces of the timber as were marked, should be considered as delivered —

3dly

* See 1 East. 192. Chaplin v. Rogers
7 East 558. Hinde v. Whitehouse —

4 Burr. 726 —

33 Again it is objected, that if there was a delivery made and possession taken of this raft by the Appellant, he immediately afterwards abandoned it, and left it in the same possession in which he found it, and thereby lost the privilege he now claims —

But here it must be observed, that from the moment of the delivery of the timber, ~~there was~~ it came under a new direction and controul, for by that delivery the Defendt. Mc D. had completed his Contract with the Appellt. and ceased to have any further controul over the timber, it necessarily came under the direction and controul of the Appellt. and of the foreman who remained in possession as the Agent of the Appellant — but we are not left merely to presume that this was the Case, ~~but~~ as we have it by the express declaration of the foreman, who says, that he had directions from the Defendt. Mc D. to make the delivery of the raft to the Appellant, and that from the moment he did so he ceased to be the Agent of the Defendt. and that he understood himself to be the Agent of Van Koughnet, and from that moment continued to act as such until the arrival of the timber at Quebec, and up to the time of its seizure* — Now it is held that liens may be derived through the acts of Servants & Agents acting within the Scope of their employmt. —

so

* according to the facts here stated by the foreman he evidently became the Agent of the Appellant — he had delivered the raft to the Appellt. by order of the Defdt. & thereby ceased to have any further controul over it as such Agent — after this delivery was made, we find the Appellt. acting as the owner of the raft — he advanced money & provisions to the foreman for the purpose of conveying the raft to Quebec, & when there, as the Servant of the Appellt. he received his wages from him, as did some of the other men.

* P. Ellenborough Hussey v. Christie 9 East. 433 —

Ld Ellenborough McCombie v. Davis 7 East. 8 —

so also liens may be preserved by the acts of Servants or agents when they are appointed to retain the possession for their principal — The appellant therefore must be considered as much in the possession of the timber, at the time it was stopped through the agency of McDonald the foreman ~~at the~~ as if the appell^ts had been upon it himself

It is further objected, that the delivery thus made, can apply to one half or a certain portion of the raft, as some cribs had not then descended the rapids, when the ~~portion~~ delivery took place ~~about to~~ ~~portion of it~~ — but it must here again be observed that the intention of the parties was to deliver and receive the whole raft, that the separation of a part of it which had taken place, was only for a momentary purpose, and became again united with and made one whole which bore the mark of the appellants, and in the possession of the agent of the appell^ts at the time of seizure — And it is held that the delivery of a part of a Cargo of goods, where there appears no intention, either previously or at the time of the delivery, to separate that part from the rest, is in law a delivery of the whole Cargo — 2. H. Bl. 504 but the case before us is much stronger from the circumstance of the whole raft being in the possess^n of the Agent —

These being the principal grounds of objection made by the Respond^ts we are of opinion that they are not founded, and we have been led to give them

them every due consideration, as the question before us may in some of its circumstances be interesting to those concerned in this branch of Commerce — The appellt appears to have acted in good faith, and had just grounds to look forward to the possession of the raft in question as the means held out to him for securing the advances made to the Defendt; this was doing no injury to the other Creditors, who cannot be considered to have lost any thing by this Contract, nor ought they to gain by it at the expence of the Appellant — Contracts of this kind may no doubt be made for the purposes of fraud and collusion, in order to cover the property of the debtor from the just claims of his creditors, and they cannot be too narrowly watched, so as to defeat their object — but this does not appear to be the case here — The appellt appears to have made the necessary advances to the Defendt and to have trusted to obtain the proceeds thereof as his best security — the Defendt on his part appears throughout to have been consenting to grant that security by directing the delivery and transfer of the raft in question to be made to the appellt — This was what natural Justice and his Contract required, and a lien so obtained must be considered as for the convenience of Commerce and ought to be favorably interpreted —

Wm Phillips. appellt
and
Thos Gordon Respdt.

This case rests upon a point of evidence, whether sufficient proof has been made of a discharge given by the appellt to the Respondt under a deed of trust made by Respdt to his Creditors in Scotland on 8 May 1824 & Deed of accession thereon of 29 Nov. 1824 —

The appellt by his power of Attz. made & executed at Quebec on 1st May 1824, authorised Thomas Hatton, Merchant in Liverpool to compound with and discharge the Bankrupt —

Thos Hatton having been examined as a Witness on behalf of the Defendt says, that he gave a discharge to the Respondt by virtue of the Deed of accession, & also as the Attorney of the appellt —

Quere — whether this declaration of the Attorney be sufficient evidence of the fact so as to bind the principal? —

2 Starkie Ev. p. 42. 43. — An admission or declaration by a third person, is, upon principles already adverted to, in general inadmissible. It ceases to be so, where the party making such admission or declaration can be considered as identical in — interest and authority with the other, or to be his more instrument or agent — since, if a man authorise another to make a declaration, it is the same thing in reason and in law, as if he had said it himself

So in general what an agent says who is employed by another to make a proposal for him, is also evidence against the latter — So an admission by an agent, in

in the course of transacting the business which he is appointed to perform by the principal, is in general evidence against the principal — But it is necessary to prove the authority of the agent. —

But it seems to be a general rule, that what an agent does or says within the scope of his authority is binding upon the principal, whose instrument he is —

Id. p. 60 — Where the fact of agency has been proved, either expressly or presumptively, the act of the agent, co-extensive with the authority is the act of the principal, whose mere instrument he is; and then whatsoever the agent says, within the scope of his authority, the principal says,

1 Phillips. 101 If any fact material to the interest of either party, rests in the knowledge of an agent, the general rule is, that it ought to be proved by his testimony, & not by his mere assertion —

Arnold, appellt
and
Wilson — Respdt } In appeal

This was an action petitoire, to recover from the appellt a certain lot of ground, which the Respdt Plaintiff in the Court below, alledged that the appellt wrongfully possessed belonging to him the Respondt —

The appellant has denied the right of property of the Respondt and alledges, that the said lot of ground belonged to the Crown, and sets up a title to it in himself as obtained from the Crown. —

To maintain this action, titles are requisite as upon their sufficiency alone can the rights of the parties be supported —

The plaintiff in the Court below, produced as the most antient title, a deed of Concession from the Governor and intendant of this Country to Sieur De Lepinaye, dated 24 April 1685 — By this deed of Concession there is conveyed to the said De Lepinaye " un reste d'emplacement qui
" se trouve non concedé sur le derriere de la maison
" qu'il fit batir l'année derniere en cette ville, joignant
" d'un boût à la terasse de Gabriel Gosselin, et de
" l'autre, à la maison de Loignon, avec toute la largeur
" qui se rencontre jusqu'à l'alignement de ladte terasse
" à condition de laisser une rüe raisonnable pour aller
" au fleuve St Laurent entre ledit emplacement et la
" maison du dit Loignon — & further on, de ne lever ou entourer
" ladite etendue de terre que jusqu'à la hauteur de la
" terrasse du dit Gosselin, qui sera, d'un ou deux pieds
" au-dessus des plus hautes mers"

The

The next title is a permission from the Governor and Intendant of the day to Mr Delepinaye — "de batir sur
" l'etendue de terre à lui concedée en la basse ville de Quebec
" sur le derrier de sa maison par le titre de ladte Concession
" par le Govr & Intendant le 24 Avril 1685, et de faire
" faire une gallerie de Six pieds de large, qui avancera hors
" de ladite espace de terre." — Which later grant or permission was subsequently confirmed by The King of France, which would lead to a presumption that the prior deed of Concession had also been confirmed by him. —

Upon these two ~~deeds~~ grants from the Crown, bearing the right of the Respondt and we must compare them with the present state of the ~~land in question~~ the property, in order to ascertain, whether the lot of ground claimed by the Respondt can be considered as comprehended within the limits here described, — inasmuch as the appellant, without entering upon the consideration of the title set up by him, will have a right to retain his possession, unless a title to the property shall have been made out by the Respondt — It will also be unnecessary to take into estimation, the possession that has been set up and proved by the Respondt and his predecessors unless that possession shall appear consistent with the titles above mentioned, because in this Case, no length of possession will operate a title, the property here must belong either to the Respondent or to the King, who cannot be divested of his right without title — on the same principle, we cannot take into account, any of the descriptions given of this lot of ground, in the subsequent transfers and conveyances made of it, where they appear of a different or greater extent, than that contained in the original titles. —

It

It has not been ascertained, nor was it perhaps easy at the present day to ascertain, where the terrasse de Gosselin, was situated, so as to fix upon that side the limits of the reste d'emplacement, granted to Mr Delepinaye by the Concession of the 24th April 1685, but on the other side, the extent of it was limited by the, maison de Loignon, (which would appear to be the house on the street now occupied by the appellt as a lane was to be left open between them) It appears very clear, that the maison de Loignon, was given as the limit of extent in depth towards the River and not in width because the width, would be limited by the lane reserved between them for public use, and the alignement here given is, ~~from~~ the maison de Loignon on one side ~~to~~ the terasse de Gosselin on the other — Now the depth of the maison de Loignon on rue sous le Fort, could have been correctly ascertained, and the line of the terrase de Gosselin, may not have varied materially from that depth — for the quantity of ground here conceded from the description of it, must have been very limited a mere reste d'emplacement, a remaining portion of a building lot, ~~which at~~ such lots at best are often small in many parts of a populous city, — As Another mark of limit given to this lot, it, is directed, that it should not be raised nor inclosed higher than the terrasse de Gosselin, "qui sera d'un ou deux pieds au-dessus des plus "hautes mers" — This cannot imply, that any erection or inclosure might be made in the waters of the River to the ~~extent~~ height of two feet above high water mark, for this would extend the permission to the constructing a wharf in the River, provided it were raised two feet above

above high water mark — which evidently was not the intention, nor is it so pretended — these words must therefore evidently mean, that two feet above or distant from high water mark, were the limits here assigned, which makes these words to correspond with the previous assigned limits of the allignment between the maison de Loignon and the terrasse de Gosselin — and according to the testimony of Mr Bouchette he seems to think it would appear, that if there were no wharves in the rear of the Respondent's house, the hautes mers would ascend to the said house or nearly so — that is within two or three feet — Considering therefore the small portion of land granted, the limits and restrictions under which it appears to have been granted, and that words more general and of larger extent must necessarily have been used to comprehend the pretentions of the Respondt — we are induced to think that the title here referred to does not support those pretentions —

A permission was further given to Mr Delepinaye to erect a gallery, by which he acquired 6 feet more, than by his first Concession, or perhaps more properly, a right of servitude or six feet more, to erect a gallery, de six pieds de large qui avance hors de ladite espace de terre — and allowing, under the favorable interpretation of grants made by the Crown, that these six pieds de large were understood to comprehend the soil, as well as the use to be made of it, this gallery would forme the utmost limit of extent of ground to which the Respondt could have any claim but if the interpretation were allowed, for which he contends, this Gallery must have stood at the extremity or in front of the wharf erected in the rear of this lot, and in a line with the other wharves

in

in the Cul de Sac, at a distance of 70 or 80 feet from the present house of the Respondt — a fact, that is not pretended — for no such gallery has been proved ever to have existed, — this wharf and erections which now exist in the rear of the Respondts house beyond the real limits of his lot, have evidently been encroachments upon the rights of the Crown, and a possession for 40 or 50 years of that wharf & other erections cannot deprive of its right, nor confer a title to the Respondt — It also appears, that the house originally built on the said lot had been burnt down, and a new house built in its stead — what the extent of the old house was we know not — another gallery also appears to have been erected, of the same width & extent of the old one, and it cannot easily be presumed that the person who constructed this house and gallery would have restricted their limits to a smaller space than was occupied by old house & gallery particularly in regard of the gallery as being the farthest limit of the grant — now this gallery is proved to have existed in 1814, ~~when it~~ was removed to make way for other buildings, and it certainly was incumbent on the Respondt to have shewn that this gallery so removed stood within the limits of his permission & grant above mentioned, so as to entitle him to a larger extent of ground, for otherwise the presumption must be taken agt him. —

It is unnecessary to take notice of the title set up by the appellt — under a Conveyance from the late Governor in Chief of the Province — it is

sufficient

sufficient that he is in possession by the Consent of the Crown, and entitled to avail himself of any defect in the title of his adversary — On the whole we are of opinion that the Respondt has failed to establish his right, and therefore that the Judgt of the Court below must be reversed and his action dismissed

Nelson
v.
Hubert
Deff.t Tiers Saisis

On question, when there have been several attachments of Saisie-arret made in the hands of the Debtor's Debtor, by different creditors & on different days, whether there ought to be a contribution au sol la livre, where the monies attached are insuff.t to pay all the Creditors, or whether the most diligent ought to be preferred, there being no allegation made of deconfiture in the Debtor

Denez: V.e Saisie arret. N.o 32.

Les deniers saisis par un Créancier sur son debiteur entre les mains d'une tierce personne tombent en contribution, jusqu'à ce qu'ils soient payés au saisissant, quand même il auroit été ordonné par un Jugem.t que les deniers saisis seroient baillés et delivrés au saisissant. — La cour l'a ainsi jugé par arret du 29 Dec.re 1639 rapporté par Henrys 1 Vol. liv. 4. ch. 6. —

La raison est, que jusqu'au paiement effectif fait au Créancier saisissant, les deniers appartiennent toujours au debiteur sur lequel ils ont eté saisis et que s'il y a quelque risque à craindre, c'est lui qui le court, il n'est point quitte, avant que le Créancier ait touché; et son debiteur és mains duquel la saisie est faite, ne cesse point de lui etre debiteur et obligé, jusqu'à ce qu'il ait vuidé ses mains et satisfait au Jugem.t —

1 Pigeau — lays down same rule —

In referring to Henrys, from which this authority is taken, we are satisfied, that it refers to a Case where there is an insolvency of the debtor, & where consequently contribution may be demanded, — the only point here decided, is, that where insolvency exists, the arrestation of monies in the hands of the Debtor's Debtor, will not give any advantage to the Saisissant over the other Creditors, as such Contribution may at any time be demanded until the money be actually paid —

Henrys liv. 4 Ch. 6. quest. 38. N. 1

" Il est certain qu'en matiere de meubles le premier saisissant est preferable, et que sa diligence doit emporter cet avantage sur les autres, si la saisie a été suivie d'un deplacement reél et actuel des choses saisies — Mais pourtant quelque transport qu'il y ait fait, si les autres Créanciers interviennent avant la vente des choses saisies, ou avant que le premier Saisissant touche les deniers, et si pour empecher qu'ils ne lui soient delivrés ils soutiennent que le debiteur est notoirement insolvable, la preference cesse en ce cas" — &c

The 178e art. of the Custom is express on the point, it says — " Le Créancier qui fait premier arreter & saisir valablement ou prendre par execution aucuns meubles appartenants à son debiteur, doit être le premier payé" — and the 179e art gives the exception — Toutefois en cas de deconfiture, chacun Créancier vient à contribution au sol la livre &c — which articles, are considered as forming the droit Commun, and all the writers unite in saying that the premier Saisissant must always be preferred, where insolvency is not alleged —

Denis. V° Contribution §. 1. N. 2. p. 505 —

&c

Poth. Pro. Civ. —
Fer. Gr. Comme on 178e art. p. 1353. No. 13 —
Lacombe — vo Contribution —
Lemaitre. on 178e — art. p. 207 —
Duplessis. p. 618 —
Arrêts de Lepretre 2 Cent. ch. 57. p. 514 —
2 Loret (M) No. 10. — p 156. No. 4. —

Gibb & al. appellts.
Fraser vr. Respondt.

This was an action founded on a Recognizance in appeal, entered into by the appellants on behalf of one Moise Morin, and concluding for the payment of the sum ~~penalty~~ stipulated in that Recognizance —

To this action, two pleas were pleaded — ~~the~~ first — an exception peremptoire, which admits the Recognizance in question, but avoids the demand founded thereon, by — setting up a ~~plea~~ claim of Compensation, founded on the Judgt rendered in the Court below — The other plea, traverses the plaintiff's demand, by a general denegation of all the facts contained in the declaration. — Upon both these pleas, issues were joined, and after hearing thereon it was adjudged by the Court below, that the plaintiff should recover the amount of the penalty demanded with Costs. — From this Judgt the present appeal has been instituted, and several objections have been raised thereto, which now call for our consideration —

It has been argued by the appellants, that there is no legal evidence before the Court of the Recognizance on which the action is founded, as only a ~~certificate~~ copy of it, certified by the Prothy. of the Court below, appears before us — The Respondt. on the other hand contends, that the appellants have by their plea of exception peremptoire admitted the Recognizance, and no further proof was necessary. — That the plea of general denegation being inconsistent with this admission, ought not to be allowed — but without this, that there was sufficient proof of the Recognizance before the Court — It is true that the plea of exception peremptoire, does admit the making of the Recgs,

but

but the plea of general issue denies it — and each party is desirous to adhere to that plea which is most for his advantage — Had these pleas been considered as inconsistent or repugnant, the objection thereto ought to have been raised before the issue joined, and the Judge of the Court obtained thereon, but by joining issue, the regularity of the pleas is admitted, and those issues must be tried and determined according to the course of the Court, and it became the duty of the parties to support those issues as their interest required — according to this view of the Case, it was incumbent on the plff ~~on the C~~ to prove his demand — And this we think he has done — the proof of the Recog^{ce} we hold to be sufficiently made — it appears to have been entered into before one of the Judges of the Court below, whose ministerial acts must always be considered as authentic — he is a public officer appointed by law for the performance of those acts, and in the particular case of a Recog^{ce} in appeal, his authority is ~~s~~specially established & a certified copy of this recognizance, made by the proper officer, that is, by the Prothonotary, who is the depositary of it, must be admitted as sufficient proof in all the Courts in this Province. —

+ & the act here taken before him was a Cautionem judiciarii

The next point raised, is, that the forfeiture of the Recognizance here demanded, being founded on the principle, that the costs adjudged to the Respondt in this Court and in the Court below had not been paid, yet that there was no proof of what

the

the amount of these Costs was — nor any taxed bills of Costs produced or filed. — It might no doubt have been proper to have filed these bills in support of the demand, although not absolutely necessary — The amount of these Costs is stated in the declaration, and might have been controverted by the Defendts who had it in their power to have shewn that a less sum was due than demanded, or that they had satisfied what was due. — The Defendts were liable under their recognizance to shew, that they had made performance of the obligation they thereby contracted, and as the proof of this lay on them, which they have failed to make, we must presume that the amount of these costs, is rightly stated in the declaration as there appears nothing to the Contrary. — Nor do we think that there is such a variance between the Judgt declared on, and those given in evidence, as can affect the right of the Respondent in the present instance. —

A question has also been raised as to the right of the Respondt to demand the Costs adjudged to him by the Court of Appeals, of which distraction was granted by that Judgt to the attorney of the Respondt — In examining the authorities cited from Pothier in his traité de mandat, and from M. Denizart on this subject, they clearly establish, that upon general principles, the right of the client for the Costs, being vested in the attorney, by a kind of legal subrogation, it would seem to follow, that the attorney alone can exercise the right to demand or receive them — It appears however by some of those authorities, that notwithstanding this distraction, the client still remains the debtor of the attorney, and therefore has an interest in the recovery of the Costs from his debtor.

That

That where the attorney takes no steps to recover the Costs so adjudged to him, or tacitly waives his right, as in the present instance, by lending his ministry to assist the client to recover those Costs, it would seem that in that case the Respondt here was not so far divested of his right, as to preclude him from doing that diligence which his interest required to secure the debt due to him, and for which he is answerable to his attorney — This appears reasonable, and is also just, as no inconvenience can arise from such a proceeding, unless the appellts here could shew that they had paid those costs to the attorney, or that they could not obtain a sufficient discharge from the client under the present circumstances — In so far therefore we consider the action was maintainable —

In regard of the Compensation pleaded by the Defendt it has not been sufficiently made out, as by the Judgt of the Court below on which it was founded, the Defendr Morin, had something to do before being entitled to the money he claimed by compensation — he was bound to execute that Judgmt and to abandon and give up the premisis adjudged to the Respondt — of this no proof has been made, and without this, we cannot admit the Compensation here set up —

The Court below has adjudged to the Respondt the full amount of the penalty contained in the Recognizance — in this we think there is error, for although the full amount of the penalty in

case

case of failure of the obligation, may be demanded, and may in many instances be adjudged, yet this must depend upon circumstances, and upon the nature of the obligation contracted — When the injury, or damage sustained is alledged and proved to the extent of the penalty, it ought to be adjudged to the party injured — but where the injury sustained, is of small extent, or falls short of the penalty, it is consistent with reason and justice, to grant only such indemnification as shall compensate the injury — The penalty is allowed to the Creditor only in so far as it is compensatoire des dommages et interets qu'il souffre de l'inexecution de l'obligation principale — The injury complained of was that the ~~Defendt~~ appellee had not paid to the Respondt a certain sum of money which had been adjudged to him for Costs, amounting to £45.10.2 no specific injury or damage is besides stated, and none can be presumed, and therefore no compensation can be ~~allowed~~ granted beyond what the law would allow in such a case, which would be the interest of the money — "les peines stipulées en cas de defaut de
" paiement d'une somme d'argent, ou autre chose qui
" se consomme par l'usage, doivent être reduites au
" taux legitimes des interets, dont elles tiennent lieu" —
The Judgt of the Court below will therefore be reformed and limited to this amount, and will stand in favor of the Respondt for the sum of £45.10.2 wt interest from 28th Febr. 1827, the day of demand, and the Costs in the Inferior Court — Each party to pay his own Costs in this Court —

Letourneau. Appellt
and
Cremazi ux. Respts

This action was instituted to recover from the Defendt the Customary dower claimed by Marie anne Miville Dechêne, wife of Jacques Cremazi, the Respondts upon a certain lot of land in the possession of the Appellant Letourneau — To entitle her to claim this dower, a renunciation to the Estate and Succession of Germain Miville her deceased father, became necessary — The renunciation here made, is that stated in the declaration, ~~and~~ as constituting a part of the demand, and is in these words — "Que ladite Marie Anne "Miville n'a rien reçu ni appreheridé dans la — "succession du dit Germain Miville, et qu'elle a "renoncé, comme elle renonce expressement à la succession "du dit defunt Germain Miville son pere — de la "quelle Renonciation elle demande acté"

Objections have been taken to this part of the demand, that the renunciation here stated is not sufficient, nor valid, as being the act of the attorney, ~~ordaining~~ made without a special power to this effect, and without the consent or authority of the husband —

This no doubt was an act of that description for which a special power was requisite to the attorney, but although that power has not here been produced we cannot consider the act as being null and void — the power may exist although not produced, but if does not exist or has not been given, it renders the acte done by him subject to a desaveu by his Clients, but

in

in the mean time the acts must stand as being the act of the client — Jousse upon this point observes, — "Il "faut même observer à l'egard de tous les actes dont on vient "de parler ci-dessus[x], que tant que le Procureur n'est pas "desavoué, l'acte qu'il a passé est toujours censé consenti "par sa partie." — But so far from disavowing the act of their attorney in this respect, the clients here appear to confirm it in the strongest manner, by following up the proceedings which have been adopted in consequence by the attorney, and now demanding the execution of them — As to the authority required to be given by the husband to enable the wife to make this Renunciation a distinction must be taken between the acts done, judiciairement, and extrajudiciairement — in the latter case, there must be an express autorisation given by the husband to the wife; in the former, his being a party with her in the suit, is a sufficient authority, for all the acts requisite for the purposes of that suit — Now the act of renunciation here constitutes a part of the proceedings, it is the preliminary object of the demand and must fall under the same rule as the other proceedings in the Cause —

[x] and among these is the acts of Renunciation to any right of the client

2. Jousse. p. 508.

Dumz. Vo. Autorisation

In regard of the quantity of land claimed by the plaintiffs as the right of dower of Marianne Miville the Court must adjudge according to the evidence before it — The marriage Contract of Girmain Miville ascertains nothing as to the nature or extent of the property belonging to him in this land, it merely refers to an Inventory of his property, which is not produced, and by which only could the nature of this property be ascertained — but the appellant being in possession of the lot of land

which

which was possessed by Germain Miville at the time of his marriage, and which therefore must be presumed to have been his property, and the Defendt by this action being called upon to give up a certain portion of it as belonging to the Pltff Marianne Miville for her right of Dower, it was the duty of the Defendt to have shewn that the whole of this lot of land was not subject to the right so claimed.—

The Appellant appears to have been called upon to answer to certain faits & articles in regard of this lot of land, and the possession of it— these faits et articles appear to have been regularly signified to him, as well as the process ad respondendum, yet he has shewn an affected obstinacy throughout the whole proceeding, and has refused to appear— he has made no application to the Court to be permitted to appear & answer, nor shewn any cause, why he was prevented from appearing and we must presume that no good cause could be shewn by him — He has left the ~~Cause~~ Pltff to proceed ex parte, and the Court from the evidence before it could not do otherwise than adjudge in their favor—

It further appears ~~however~~ that after the Judgt of the 20t Febry 1828 had been notified to the Appellant, whereby he was required to appoint an Expert to carry that Judgt into execution, he appeared by his Attorney on the 3d April 1828, and appointed an Expert and afterwards on the 11t June 1828, the same Attorney on the part of the Appellt named another Expert, who proceeded to act in conformity to the sd Judgment.

These

These acts of nomination of experts to carry into effect the said Judgt made with out any objection or reserve as to his rights, or in regard of the regularity of the proceedings had in the Cause, must be taken as an acquiescence in that Judgment and will bind him — he has never disavowed the act of the attorney in this respect, which must therefore be considered to be the act of the appellant. — On the other points of objection which have been raised by the appellant upon the documentary evidence, they are not of sufficient weight to avail him on the present appeal. —

No. 737

Porteous & Deschamps } Action for stopping up a road on Dep.ts own land y.t had been used as a public road for 50 years & upwards —

Observ.s de Mr +++ on Title 9e Des Servitudes. p. 1489 No 2. —

Les Servitudes dont parle la Coutume regardent les villes et les maisons — Car à l'egard des Servitudes de la Campagne, nous n'en avons point d'article particulier dans notre Coutume, et il faut avoir recours au Droit ecrit quand il y a quelque difficulté qui concerne ces sortes de servitudes —

p. 1517. & p. 1520. No. 6.

But the preliminary remark of the author on the 186th art. — which is in its nature general, comprehends the servitudes as well rustiques as urbanes —

No 1707
Mactier
+
Lacombe Jux

Action for Lods & Ventes — On questions —

1st — whether a donation to a Collateral heir carries Lods & Ventes
2. Whether a Donation to maintain Donors —
3. When art is a general conveyance of all the Estate of Donor as an anticipation of a future succession —
4. Where it is a mere gift & liberality —
5. Where the annual revenue of the land is greater than the annual burthen imposed. —

1st — Prudhom, p. 263. (p. 257) Cette distinction qu'il n'est dû aucun droit pour un heritage donné à rente viagere, quand la rente n'excède pas le produit de l'heritage, ne s'applique qu'à la donation faite en faveur de l'heritier en ligne directe ou Collaterale —

see Denozt. vo Lods & Ventes No. 21 — as to collateral heir, contra —

Toutes donations faites à titre onereux à personne etrange, forment une espece de Contrat — c'est. do ut des, ce qui n'a pas lieu vis-a-vis d'un heritier en ligne directe ou Collaterale, en faveur duquel on presume plus volontiers que l'intention du donateur a été de le gratifier — La Cour l'a ainsi jugé par arret rendu sur les conclusions de M. le Procureur General le 8 Fev. 1744 au rapport de Mr Severt, entre le Sr Langlois, donataire de la Dame Flaconis, et le Receveur du Domaine à Paris. —

3 Guyot. 394. — 3. Guyot. p. 394. §. 31 Concluons de ce que dessus, que tout negoce entre le pere et les enfans, ou heritiers presomptifs, qui tend à accommodement de famille, est exempt de tous droits, de quelques termes qu'on se soit servi, et dont on ait usé pour contracter. —

Repre vo Lods & Ventes. p. 657. 1st Col. — where the question is proposed — Lorsqu'il est question de donner entre vifs à un parent Collateral, qui n'est pas l'heritier apparent, en qualifiant la donation d'avancement d'hoirie, en la faisant approuver par le veritable heritier presomptif? — And decisions are cited under different Customs which would seem at variance with each other — a principle however seems to be

laid

laid down by Jacquet, in his Traité de Fiefs, which would appear to have been generally adopted, by a Current of decisions – he says – Que dans les Coutumes ou la Donation Successuro, ne donne pas ouverture au Rachat, il faut dire, qu'une donation entre vifs, faite en faveur d'un parent Collateral, qui n'est pas habile à succeder, ne peut jamais être une donation Successuro et par conséquent qu'elle donne ouverture au Rachat comme une donation faite à un etranger –

Billecoq. ch. 30 & 31 p. 172. & 173. –

Fonmaur No 821 –

Deniz.t Vo Lods & Ventes. No 21 – De droit Commun les Lods & Ventes sont dûs, même dans la Coutume de Paris, et autres semblables, lorsqu'un heritage roturier est donné a tout autre qu'à l'heritier presomptif, à la charge d'une rente viagere –

Poquet de Livoniere liv. 4. ch. 2. sec. 1. p. 283 – Dans la meme Coutume (Paris) toute donation faite en Collaterale, même à l'heritier presomtif, est sujette à Rachat, par la raison ci-dessus, qu'a Paris, tout heritier Collateral doit le rachat des Fiefs qu'il prend par succession, et que dans la même Coutume, les choses données en collaterale sont reputées acquets et non propres, suivant les arrets rapportés par Louet. A. ch. 2. –

The above is the most positive authority to be found in regard of the donation made to a Collateral heir, but the general principle which seems to stand admitted in the Custom of Paris is, that a donation made en avancement d'hoirie, is not subject to the payt. of Lods & Ventes, & in support of this principle the Cases generally cited are the cases of Donation made by

the

parents to the Children, as the case where the law raises the presumption, of its being en avancement d'hoirie, as being their legal heirs — but the same principle must hold in regard of the Collateral heir, where the Donation appears to have been made en avancement d'hoirie — but as the presumption of law will not apply in favor of a Collateral heir, or of any heir, but that of the ~~descending~~ direct line, it is necessary that the intentions of the Donor should be expressed in such way as to leave no doubt —

Henrion de Pensey p. 94 —

Cet affranchissement a lieu en faveur des ascendans, mais une donation faite à un pere par son fils, ne pouvant être censée en avancement de Succession, il est necessaire, que cette clause soit exprimée dans l'acte —

The general principle being as laid down by this author in p. 92 — Le Fief donné en anticipation de Succession se regle en tout, comme si le donataire l'avoit pris dans la Succession même du Donateur —

5 —

Fomaur. N° 468.

Mais en prenant le parti mitoyen Livoniere & Pothier ont admis une distinction pleine de Justice & de raison

Si la rente excede le revenu de l'heritage, en sorte qu'il paroisse qu'elle tient lieu de prix, c'est une vente sujette aux lods & au retrait — Si au contraire la rente n'excede pas le revenu du bien donné, elle conserve le caractere d'une donation puisque elle est le representatif de la jouissance que le Donateur pouvoit se reserver, et qu'il n'y a pas de vente sans prix — Or l'equivalent reservé de cette jouissance ne peut en tenir lieu — de la vient qu'en cas d'eviction, le donataire doit être dechargé pour l'avenir de la rente, sans dommage pour le passé;

parceque

parceque s'il n'y a clause expresse, le donateur n'est pas tenu d'eviction. —
see als No. 470 —

Poth: Vente. No. 615. On doit distinguer à l'egard de cet acte, si la rente viagere est une vente qui excede notablement le revenu de l'heritage, ou si elle ne l'excede pas —

Lorsqu'elle excede notablement le revenu de l'heritage de maniere qu'elle peut paroitre renfermer le prix de l'heritage, l'acte n'a en ce cas que le nom de Donation C'est un contrat semblable au Contrat de vente, qui produit les mêmes obligations, et qui donne pareillement lieu au Retrait et aux profits Seigneuriaux —

Lorsque la vente viagere est à peu prés egale au revenu de l'heritage, la donation a rente viagere en ce cas est une vraie donation — La rente viagere paroissant etre plutot le prix de la jouissance de l'heritage que le donateur pouvoit se reserver par la donation, que le prix de l'heritage même. —

Livoniere. p. 198. La raison qui peut conduire a cet avis est, qu'on peut donner avec reserve d'usufruit, sans que cette donation soit sujette a Lods & Ventes, et qu'on peut dire que la rente viagere, ou les alimens retenus par le Donateur, tiennent lieu des fruits pour partie et qu'il n'y a que l'excedent de la valeur annuelle des fruits qui doivent entrer en estimation, puisqu'il n'y a veritablement que cet excedent qui coute au Donataire et qui puisse passer pour charge, & en quelque facon pour prix. — &c

Boutaric. p. 144. J'ai dit, troisiemement, qu'il faut que la charge, — lorsqu'elle consiste en une prestation annuelle n'excede pas le revenu ordinaire de l'heritage — comme deja remarqué — refers to p. 129. No 7 —

Prud'home. p. 262. Mais la donation d'un heritage à la charge d'une rente viagere, approchant du produit de l'heritage ne fait ouverture a aucun droit de lods & Ventes en faveur du Seigneur, — parcequ'alors le Contrat est une vraie donation, la rente à la charge de laquelle elle a eté faite n'operant qu'une reserve d'usufruit evaluée en deniers — telle est l'opinion Commune conforme au principes de Ricard, qui etablit, qu'il faut juger les Contrats, et en determiner la nature, plutot par leurs effets, que par leur denomination. — Mais les droits Seigneuriaux — seroient dûs, si par la suite il y avoit convention de rembourser cette rente — Ainsi les droits de lods & Ventes ne sont dûs pour un heritage donné à rente, que quand la rente viagere excede la valeur du produit annuel de l'heritage, ou que le Donataire a la faculté de la Racheter. —

—

Denoz.t v.o Lods & Ventes. No. 17. — Repu. v.o Lods p. 660. 2.e col. — Dic. du Domaine v.o Donation §. 13. p. 241. —

Dans la Coutume de Paris il n'est du aucun droit de Lods & Ventes à cause des donations entre vifs de biens roturiers, soit qu'elles soient faites à l'heritier presomptif ou a des etrangers, pourvu qu'elles soient à titre gratuit — Et sa disposition forme sur cela le droit Commun. —

—

Dic. Dom. § 13. d.o —

Dans le droit Commun il n'est pas du de droits Seign.x — pour toutes les Donations faites en ligne directe. —

—

Cont.d to p. 415.

No 143.

Fraser v. Maitland & al & Mrs Garden oppt.

On claim of mortgage on the property of the late G. Garden, by his widow, for the payt of her marriage portion (to cher.) as stipulated in her marriage contract, bearing date at Housedale in Scotland, & executed in the presence of witnesses according to the usual form in that Country.

Code. liv. 5. Tit. 13. 1 law. §. 1. —

Et afin de donner une pleine solidité aux dots, nous concedons de la même maniere que dans l'administration des choses pupillaires et dans beaucoup d'autres points de Droit, nous avons admis l'inherence d'hypotheques tacites; Nous concedons, disons nous, à l'egard des dots, une hypotheque de l'un et de l'autre coté — du coté du mari, pour garantir la restitution de la Dot — du coté de la femme, pour garantir à son mari le rapport de sa dot, ou de l'eviction des choses dotales, soit que les epoux eux-mêmes ayent donné la Dot, l'ayent promise, ou l'ayent reçüe, soit que ce soit d'autres pour eux; soit que selon la denomination admise dans l'ancien droit, la Dot soit adventice ou profectice. — Par ce moyen les ignorans et les paysans ne pourront souffrir à cette occasion aucun prejudice, car nous avons même à leur insçu pourvû à tout sous ce rapport. — En effet, les stipulations & hypotheques etant censées inherentes aux Dots, et les stipulations qui avoient eté faites inutilement etant validées, il arrivera, qu'à l'avenir, les Conventions dotales seront toujours valables et parfaites tout comme si les titres en avoient eté redigés par les Jurisconsultes les plus eclairés — Qu'on se garde bien de penser que les dispositions precedentes ne sont applicables qu'aux Dots — au sujet desquelles il a eté redigés des titres ecrits — Car rien n'empêche que pareillement que la Dot qui a eté donnée ou promise, ou reçüe sans ecrit, ne soit censée avoir eté accompagnée d'une stipulation et jouir des deux cotés d'une hypotheque tacite, tout comme cela a lieu à l'egard de celle au sujet de laquelle il a eté redigé des titres ecrits. —

2 Ravior sur Perrier p. 384. N° 15

L'hypotheque de la dot est compté *die contractus*, et non point *die soluto dotis* — mais s'il n'y a point de Contrat de mariage, la femme a toujours pour sa dot une hypotheque tacite et legale, *non quidem a die matrimonii, sed a die dicto dotis*, suivant plusieurs auteurs — mais Boerius. quest. 331. N° 1. dit, que l'hypotheque ou tacite ou expresse commence du Jour du Contrat, ou de la benediction nuptiale, et Mornac, *ad l. Assiduis, in posthumis*, dit, qu'au — Parlement de Paris il a été jugé, que quand il n'y auroit point de Contrat de mariage pardivant notaire, mais de simples articles sous ecriture privée, l'hypotheque tacite auroit toujours lieu en faveur de la dot, et par le benefice de la loi *Assiduis*, ce qui est vrai, ajoute Mornac, quand cette ecriture privée auroit été faite, et le mariage contracté *hors le Royaume*, ce qui fut un des chefs decidés par l'arrest qu'il rapporte. —

N°. 16. Il me paroit qu'on doit suivre l'opinion de Böerius, comme la plus equitable, et la plus conforme au droit — et quoique la loi, *Assiduis*, ne soit point reçue en France, en Bourgogne, et en les païs Coutumiers, pour tout ce qu'elle contient d'exorbitant, elle n'est point rejettée pour ce qui est juste, et ce qui convient à la raison et à nos mœurs, or il est de la Justice et du bon ordre, que la femme ait son hypotheque tacite et legale du Jour de son mariage. —

Contrat passé en la ville de Thuin à son hypotheque en France au prejudice des autres Créanciers.

Arrets de Lepretre 4e Cent. Ch. 80. N°. 18. —

Que si l'hypotheque est donné pour raison de simples actions et contrats intervenus hors le Royaume, a combien plus forte raison pour la repetition d'une dot et execution d'un Contrat de mariage qui contient en soi toutes sortes de faveur —

Cod. liv. 8. tit. 18. l. 12. —

La disposition du droit a voulu en la loi unique, C. de rei ux. act: & l. assidius C. qui pot. — que la femme pour la repetition de sa dot, ait une hypotheque taisible sur les biens du mari, meme sans stipulation ou Convention, et qu'elle devance tous les Créanciers meme precedens le Contrat de mariage fondés en hypotheque taisible

N°. 27. 28. 29 Celle a Contrat passé at Anteverps qivins a Mortgage in France — arrêt du 4 avril 1583. — reperud 6 in Repse v°. Hypotheque. p. 640. 2d Col. —

N. Desvit. v° Hypotheque. §. 3. sec. 1. p. 749. —

On peut ranger dans la meme classe l'hypotheque que la loi accorde à la femme sur les biens de son mari pour la restitution de sa dot, a compter du Jour du mariage, dans le Cas ou il n'y a pas eu de Contrat de mariage.

Denvt. vo. Dot
§20. No. 5.

Suivant le droit commun des Pays Coutumiers, la femme pour la restitution de ce qu'elle a apporté en dot, ou de ce qui lui est advenu pendant le mariage, à titre de succession ou de donation non simulée, a une hypotheque qui remonte à son contrat de mariage — (or according to the preceding paragraph) ou à la celebration du mariage —

Repr. vo. Hypotheque
p. 642. & seq —
&
Arrets de Lacombe
p. 123 & seq —

The case here cited, which is best reported by Lacombe would incline to the opinion that Contracts passed out of France, bear no mortgage in that Country — but as to the question in hand touching the Dot, it would seem to be admitted, that it was entitled to this mortgage, even without any contract —

Mr Ricart, the person opposing the claim of mortgage, which appears to have been confined to the objects of Douaire & preciput but not to Dot — admits — En effet il faut faire difference entre la dot et les autres conventions matrimoniales, telles que le Douaire prefix et le preciput — " La dot ne manque
" jamais d'hypotheque, parceque a defaut d'hypotheque
" resultant du contrat, il y a une hypotheque legal qui
" à lieu de plein droit, et independamment de toute
" convention, et qui tire son origine de la loi unique du
" Code — De rei uxoriae actione, que nous avons reçu en France —
" mais les autres conventions matrimoniales n'ont pas le meme
" privilege — Et la raison pour laquelle elles sont traitées
" moins favorablement que la Dot, et n'ont point d'hypotheque
" legale, c'est parceque la dot est une vraie créance, au
" lieu que les autres conventions sont des gains nuptiaux." —

Repre vo Dot p. 253.

Il a eté jugé par arret rendu au parlement de Paris le 6 Septre 1777, sur les conclusions de M. Seguier, que la femme avoit une hypotheque tacite sur les biens de son mari du Jour du mariage — Un particulier s'est marié en Angleterre — il etoit depuis revenu en France — ses affaires etoient derangées — La femme demandoit la separation, et a être colloquée sur les biens de son mari du Jour de son Contrat de mariage. — Les créanciers soutenoient que les Contrats de mariage passés en païs etranger n'emportoient pas hypotheque en France. M. Seguier dit, que les Dots etoient favorables par tout, et conclut à ce qu'elle fut colloquée du Jour de son mariage. —

La Peyrere, vo Hypotheque p. 47

Les Contrats de mariage passés en pays etranger, ont hypotheque en France — Il n'en est pas de meme des autres Contrats — cites Mornac & Montholon — Nous suivons dans ce ressort l'avis de Mornac, parceque les Contrats de Mariage sont du droit des Gens. —

Thevineau Max. Tit. 18. art. 2. p. 361

Depuis il a eté encore jugé en la meme Chambre (des Enquetes) le 10 Juin 1617, que les Contrats passés hors le Royaume emportent hypotheque, combien qu'ils ne soient point executoires. &c —

10 Tuthiers. 121.

Judgt rendered in a foreign Country, have no execution in France —

Arrets de Lamoignon Tit. 21. No 25

Actes & Contrats reçus par Notaires apostoliques, Jugemens rendus par Juges d'eglise, actes, contrats & Jugements passés & rendus hors le pais de notre obeissance, sont ecritures pures privées, quant aux biens situés dans notre Royaume et n'emportent hypotheque, encore que ce fussent Contrats de mariage, & actes de Tutelle — Mais alors l'hypotheque aura lieu, seulement du Jour de la celebration du mariage, et de la gestion du Tuteur —

N. Dernot. V° Dot
§ 5. N° 3. —

Les regles de droit employées pour l'interpretation des Conventions s'appliquent à la Constitution de dot, avec cette difference, que les Conventions ordinaires s'interpretent dans le doute en faveur du debiteur, et qu'ici, quand l'intention des parties n'est pas clairement expliquée, sur un point que la loi n'a pas prevu, on se decide toujours en faveur de celle à qui la dot a été constituée. —

N. Dernot. V° Hypotheque
§ 3. sec. A. N° 15.

On the question — Les contrats passés en pais etrangers produisent-ils hypotheques sur les biens situés en France — This article is very full & well written —

p. 760

Ce qui a donné lieu a cette distinction, ce sont quelques arrets, par lesquels, des femmes mariées en pais etranger, ont été colloquées dans l'ordre des biens de leurs maris, pour raison de leurs deniers dotaux. — Mais pour avoir l'intelligence de ces arrets, il suffit de savoir, que parmi nous la femme a une hypotheque legale, independante de tout contrat, sur les biens de son mari du jour de la celebration du mariage pour la restitution de sa dot — Cette hypotheque legale pour la dot, tire son origine du Droit Romain, en la Loi unique au Code De Rei uxor. actione, et en la loi, Assiduis - Cod. qui potiores &c. Si dans les especes des arrets opposés quelques femmes mariées en pais etrangers, ont été colloquées hypothecairement pour leurs deniers dotaux ce n'a pas été en vertu de leur Contrat de mariage, mais par la force de la loi seule independamment — d'aucun Contrat, et en consequence de la seule celebration. Aussi ne voit-on pas que par ces arrets, les femmes ayent été colloquées du Jour de leur Contrat, mais seulement du Jour de la celebration, ni qu'elles ayent été colloquées pour tous leurs droits indistinctement. —

La

La restitution de leur dot, pour laquelle la femme a une hypotheque legale, a eté le seul objet des condamnations hypothecaires que les arrets ont prononcées, sans que l'on ait jamais accordé d'hypotheque aux femmes mariées en pais etranger pour tous leurs autres droits, comme Donation, Douaire prefix, preciput, et autres gains nuptiaux, pour lesquels il n'y a pas d'hypotheque legale — C'est donc une regle generale et absolue, que tous Contrats passés en pais etranger n'emportent par eux-memes aucune hypotheque

Gazette des Trib.x 4. Vol. p 278. 280

and see No. 17 — the case of Mad.e Cydroine, married in England to whom a mortgage was given on the property of her husband in France for her Dot. — see case as stated in Gazette des Tribunaux. Tom. 4. p. 278, 280 —

Basnage Hyp. ch. 12. p. 133 & seq.

States the difference of opinions of authors on subject of mortgage on acts passed in a foreign country, but the concurrent opinion of all that in in regard of the Dot stipulated by Marriage Contract it ought to hold, as being du Droit des Gens. —

Troncon on 165. art. Cout.

Gives the opinion of Chopin, on the Custom of Anjou — says Chopin en traitant cette question, fait une distinction remarquable des Contrats de mariage passés hors le Royaume, d'avec les autres contrats — Les simples contrats ou obligations n'acquirent — aucune hypotheque au Créancier des biens de l'obligé, qui sont situés en France — mais quant aux Contrats de mariage, — d'autant que c'est une hypotheque legale, qui est du Droit des Gens, voire du droit naturel, ils ont droit d'hypotheque pour la Dot seulement et Douaire pour leur faveur — &c — Tellement que nous tenons aux cas, qu'il y a hypotheque taisible, et que les realisations, nantissemens, et saisines introduites par les Coutumes des quelles nous avons parlé en la preface du titre des actions ne sont point requises — cites arrets —

Le Maitre on 8th Title of Coutume — Des arrets, Extns. &c — on 164 & 165. art

Mr Le Maitre remarks the opinions of Chopin and Tronçon, who say that Marriage Contracts made in a foreign County, carry a mortgage in France — but he dissents from this opinion, and says, it is not the Contract in such a case that can carry a mortgage —

Chopin sur la Coutume de Paris l. 3. til. 2. n. 20 — et Tronçon sur l'art. 165, exceptent les Contrats de mariage de notre decision, et veulent que la femme ait hypotheque en France pour la Constitution de sa dot, quoique son Contrat de mariage ait été passé en Pais etranger. — Ils rapportent même quelques arrets par les quels ils pretendent que cela a été ainsi jugé — mais il me semble qu'ils se trompent — ce n'est pas en vertu de son Contrat de mariage que la femme a hypotheque pour sa dot, c'est en vertu du droit Civil, qui lui donne une hypotheque tacite pour ce sujet, et qui est universellement reçu en ce point, a cause de la faveur de la Dot — Son Contrat de mariage ne lui sert que pour assurer ce qu'elle a apporté — et une preuve manifeste de cette verité est, qu'elle n'a point d'hypotheque pour ses autres Conventions — Aussi ces auteurs mêmes ne fondent leur sentiment que sur cette hypotheque legale —

Brodeau on 107 & 164th art. Coul. = Loüet H. Som. 15. = Charondas on 164. 5. 6th art. Coût. = 1 Desp. p. 697 — 1 part. 2. tit. 3. sec. 2. N2 = Ricard on 164th art. Coût. = Sour. Arrêts. liv. 5. ch. 4 =

Acts and contracts passed in a foreign County do not carry mortgage in France —

No. 1707.
Mactier. — v Lacombe & ux

Repr. v° Lods p. 663. —

same arrêt Dec. du Domaine v° Donation § 13, p. 242. —

and the authority from Prudhomme p. 263 cited above cites this arrêt, as the principle he holds. & 5 Fremonville 748.

cont^d. from p. 407. —

Ainsi, quand la donation est faite à la charge d'une rente d'une pension viagere, comme cela arrive très souvent, n'est il pas evident, que c'est pour s'assurer de ce revenu fixe, independant de tout evenement, et sans charge d'aucune repetition, que le donateur s'est exproprié, donc, son motif determinant, n'a pas eté de faire une liberalité, ni de marquer son affection pour le donataire. —

C'est ce qui a jugé bien nettement un arret du Parlement de Paris du 8 Fev. 1744, rendu à la Grande Chambre au rapport de Mr Severt. — La demoiselle Falconis avoit donné en 1720 au St Langlois et à sa femme une maison située à Paris, sous la condition de lui payer 2000# de rente viagere, de lui fournir une certaine quantité de Café et de Sucre, et de faire une pension à sa domestique — Comme cette maison etoit dans la Censive du Roi, le Receveur General des Domaines en demanda les Lods — Les donataires soutinrent, que les charges dont l'acte les grevoit n'etoit que l'equivalent de l'usufruit qu'il auroit eté libre à la demoiselle Falconis de reserver — que certainement que si elle eut fait une pareille reserve, il ne pourroit y avoir aucune ouverture aux droits Seigneuriaux — qu'il en devoit par consequent être de même dans l'espece qui se presentoit — Ils ajouterent, que pour ne pas laisser de doute sur l'equipollence de l'usufruit, il etoit à propos d'ordonner, avant faire droit, que cet usufruit ~~fut~~ seroit estimé, et ils prirent des conclusions à cette fin par une requête qui est visée dans l'arret — Mais sans avoir egard à cette requête, et sans ordonner au préalable l'estimation à laquelle on concluoit, la Chambre du Domaine condamna les donataires à acquitter les droits de Lods & Ventes sur le pied de l'evaluation qui seroit faite du prix relativement à la rente viagere, eu egard à l'âge de la donatrice — Et sur l'appel qu'ils interjetterent de la sentence de ce tribunal elle fut confirmée purement & simplement par l'arret cité. —

Dic. Domaine above cited.

Il est rapporté dans le traité des Fiefs de Jacquet p. 179 Vo un autre arret rendu en la Grande Chambre du Parlement de Paris le 9 Janv. 1760, qui a jugé la meme chose, pour une donation faite à l'hotel dieu de Paris de trois maisons en la meme ville, et dans la Censive de l'Abbaye de St Germain Despres, à la charge de payer au donateur une pension viagere de 1800 pour lui tenir lieu de l'usufruit des trois maisons —

On y trouve le dire de Mr Seguier, Avocat-General dans lequel il a fait une distinction essentielle entre la retention de l'usufruit, qui dans ce cas n'est pas donné, et la reserve d'une rente viagere en argent ou en nature, qui forme un prix, dont l'evaluation suivant l'usage ordinaire doit etre faite à raison du Capital au denier dix — l'arret y est conforme. —

Denizt Vo Lods. No 21. refers to another ~~arret~~ sentence, to the same effect, of 5 Sept. 1748. of the Court of Requetes du Palais. —

1. Gp. Cout. art. 78 p. 1173. No 33. —

The opinion of the author here would infer that the Collateral heir on a rente made to him, owes nothing to the Seigr because he comes in the right of represents the person of the deceased — at all events he would owe only the Relief, but not the Quint —

Hervé. Mat: Feod. 3 Vol. p. 145 —

La donation faite a des charges appreciables à prix d'argent, et cependant moindres que la valeur de l'heritage — il y a vente et profit de quint jusqu'a concurrence de ces charges. —

Il en est de meme dans le cas ou la vente est faite pour une somme inferieure à la vraie valeur de l'heritage avec donation du Surplus — Cette donation tombant sur une partie de l'heritage meme, et non sur une partie du prix, il n'y a vente que jusqu'à concurrence de la somme stipulée. —

Brunel – observ. sur Droit Coutr. Ch. 2. No 45 – p. 129.

Quant aux donations entre vifs faites en ligne Collaterale ledit Sr Maillart sur l'art. 79 de la même Coutume tient, comme fait Me De Masures, qu'elles ne sont pas presumées faites en avancement de Succession, s'il n'est pas ecrit que c'est en avancement d'hoirie – Et sur ledit art. 138 de cette Coutume No 11 & 12 – il dit aussi, que l'immeuble donné simplement en Collaterale, est acquet au donataire et doit entrer en Communauté quand meme cet Immeuble seroit propre au donateur, et que le donataire seroit l'heritier presomptif du donateur, a moins que le donataire ne prenne en qualité d'heritier ce qui lui auroit eté donné – parceque pour lors, selon l'auteur, il deviendroit propre de Succession, et non de Communauté. –

This is conformable to the 246th art of the Custom of Paris – and the writers upon it –

—

Fonmaur No 470 – ~~[illegible]~~ Donation à la charge de nourir le Donateur – This is favorable when the revenue exceeds the charge – But this charge without that favorable circumstance, is appreciable in deniers & wd carry lods & Ventes. Dic: Raisonné des Don. Vo Don. p. 242 –

1. Laplanche Tr. des Domaines ch. 8. No 2. p. 295

Les Fiefs doivent un relief dans le cas des donations autres qu'en directe. –

2. P. du Parc. Prin: du Dr Fr p. 236 –

Il y a seulement une exception lorsque le Contrat est passé avec l'heritier presomptif – parcequ'il est considéré comme une demission dont les Lods & Ventes ne sont pas dus –

Henrion de Pansey Tit. 2. art. 17 p. 90

N: Denozt. Vo avancement d'Hoirie

Une donation est en avancement d'hoirie lorsqu'elle est faite par le pere à son fils, ou à son petit fils, par la consideration que l'objet donné doit lui parvenir un Jour par la voie de la Succession – Quand ce motif ne seroit point exprimé, pourvu qu'il n'y ait rien dans l'acte qui paroisse l'exclure, la qualité des parties le fait aisement suppleer. Comme la dispos.n de cet article n'est fondée que sur la certitude des droits du fils sur les biens de son pere, il faut que le fils Donataire soit heritier immediat du Donateur &c

No. 823.

Fitzgibbon vs. Molson & al

Action agt. the Defendrs as proprietors of Steam Boat Quebec to recover value of certain goods which had been conveyed on board of that Boat from Quebec to Montreal, and were there lost.—

This Case must turn wholly upon the construction to be put upon the words of the bill of lading, which was as follows.—

Shipped, by the grace of God, in good order and well conditioned, by James George, and consigned to J. M.Pherson & Co. in and upon the good Steam Boat Quebec, whereof Thomas P. Attril, is master under God for this present Voyage, and now riding at anchor at the port of Quebec, viz. marked B. 5 Baskets cheese 4 boxes fruit — 1 Case — 1 Cab addressed to James — Lodge Wilcocks Cobourg — 1 Case do. J. Washburn York 1 ditto, Capt. Fitzgibbon, York, being marked and numbered as in the margin, and are to be delivered in like good order, and well conditioned at the port of Montreal (the act of God, the Kings Enemies, fire and all and every other dangers and accidents of the Seas, rivers and navigation, of what nature and kind soever, excepted) And said goods to be at the risk of the Shipper or Consignee, or their assigns, when landed at the aforesaid port of Montreal, he or they paying freight for said goods at the rate Customary. In Witness &c.

Plea — That the said Case containing goods & merchandise, was on the day and year in the pltffs declaration mentioned, at Quebec aforesaid delivered to the said Defendt. and shipped on board of the said Steam boat called the Quebec, in good

good order and well conditioned by one James George and consigned to certain persons trading at Montreal aforesaid under the name of J. McPherson & Co., to be delivered to the said J. McPherson & Co. in the like good order and well conditioned at the said port of Montreal, and that the said James George, did then and there agree with the said Defendants, that the said goods should be at the risk of the shipper, (to wit, of the said James George) or of the Consignee, (to wit of J. McPherson & Co) or their assigns, when landed at the aforesaid port of Montreal — And the said defendants further say, that they did forth with after the day and year aforesaid, safely and securely carry and convey the said goods and merchandize in and on board of the said Steam called the Quebec from the port of Quebec aforesaid and did safely and securely deliver the same at the said port of Montreal, and did safely and securely and in due season, land the said goods and merchandize at the said port of Montreal — by reason whereof the said goods and merchandize then and there were, and from thence continued to be at the risk of the said James George and of the said J. McPherson & Co and of their assigns. — Wherefore &c

3 Chittys Com. Law. p. 381.

A Carrier's liability ceases, when he vests the property committed to his charge in the hands of the Consignee, or his agents by actual delivery, or when the property is resumed by the Consignor in pursuance of his right of stopping them in transitu It is the Carrier's duty always to deliver the goods, and even if it were not so, he would be bound by any general

2 Black: Rep. 917 Golden v. Manning & anors

general course of trade to give notice to the Consignee of the arrival of the goods—

3. Chitty's Com: Law p. 370—

And he is bound to deliver the goods safely and in the same condition as when they were received; or in default thereof to make compensation to the owner.—

Valin ord: de marine liv. 3. tit. 2. art 5. p. 636.—

We find by the French law the same kind of notice was necessary to be given to the parties interested to accept and see the delivery of their goods—

Chitty 370

a Common Carriers obligation is founded more upon a public duty than the particular consideration for his undertaking.—

No 1374
Mellon et al
v.
Fraser —

Question as to sufficiency of a blank indorsement which has been filled up by the holder at his convenience, whether it conveys a right to the bill or note, where the drawer is not a merchant —

The Prov: Stat. 31 Geo. 3. ch. 2. sec. 1re enacts, that promissory notes payable to order, are assignable and indorseable over, "by an indorsement or assignment "written and signed on such promissory note, specifying "the date of such indorsement, the name of the person "or persons to whom or to whose order such note is "indorsed, and that such transfer is made for value "received."

This is conformable to 23e art. tit. 5e Ordre 1673 — which says — "Les signatures au dos des lettres de change ne "serviront que d'endossement et non d'ordre, s'il n'est "daté, et ne contient le nom de celui qui a payé la "valeur en argent, marchandise ou autrement". — without which indorsement so made, the bills or notes shall be considered to belong to the persons thus — endorsing them, according to the 25e art of the same Ordre —

And so also says Pardessus — 1 Vol. p. 363 — Si l'endossement n'a pas les conditions requises pour operer le transport il ne dessaisit pas celui qui l'ecrit, de la propriete de la lettre, et n'est considéré dans les mains de celui qu'il en a rendu porteur, que comme une procuration,

—

1. Pardessus. p. 367.

Poth. Change No 140. —

Au reste il n'importe de quelle main l'endossement soit rempli, quand même il le seroit de la main de la personne au profit de laquelle il est fait — Celui qui se dessaisit d'une lettre de change endossée de sa seule signature, ou d'une signature accompagnée seulement de date, mais sans aucune des énonciations qui puissent faire connoitre le but qu'il se proposoit, consent que le porteur

remplisse le blanc seing, et s'expose à un abus de confiance qu'il doit prouver, s'il prétend que la lettre est demeurée sa propriété. — Celui qui a reçu la lettre dans cet état, a en sa faveur, la présomption que le propriétaire a consenti qu'il mit au-dessus de sa signature un transport régulier. — La preuve acquise, l'aveu même du porteur que la lettre n'est sortie des mains de l'endosseur qu'avec une simple signature, sans autres énonciations, et qu'un transport régulier a été ajouté depuis, ne suffiroient pas pour en faire prononcer la nullité. —

Savary. Parf. Negt. 2 vol. par. 8. — p. 59.

A l'égard de la seconde question, le soussigné est aussi d'avis, que dès le moment qu'un agent de Banque a mis ès mains d'un négociant une lettre de change auquel il l'a négociée en conséquence de la signature en blanc qui est au dos de la lettre, ce négociant peut remplir l'ordre de sa main à son profit, au moyen de la valeur qu'il a donnée de la lettre, soit en deniers comptants, marchandises, ou autres effets, parceque c'est un usage établi parmi les Cambistes, que celui qui donne une lettre à négocier à un agent de Banque, qui a été tirée à son profit, de ne mettre que la simple signature en blanc au dos de la lettre, pour être l'ordre rempli au nom de celui auquel elle a été négociée par l'agent de Banque, ou par celui qui va recevoir l'argent de la lettre négociée — et cet usage est fondé sur ce qu'on ne peut pas savoir à qui l'agent de Banque pourra négocier une lettre de change — de sorte que cette maniere d'agir accelere les affaires des négocians. —

2e Rog: Juris p. Cons. p. 346. No. 4.

On peut remplir avant l'echeance un ordre a son profit au-dessus d'une signature en blanc, et il est valable cela est même necessaire avant de faire la requisition de paiement, crainte de saisie ou compensation de l'effet par celui qui le doit vers celui qui n'a fait que signer — ce qui ne doit se faire que de bonne fois par celui qui remplit l'ordre.

N. Deniz.t vo Endossement § 2. p. 588. —

Repre vo Endossement p. 704. 706. —

very full to same effect — & cites adjudged cases —

Gugy-appellt
Bloodgd. Respts

In appeal.-

This was an action instituted by the Appellt in the Court below against the Respondts, on a Recognizance entered into by them as Security for the Costs in an appeal brought before this Court by one Patrick Ryan, on his suit against Duncan Grant and John Grant, who appeared by the appellant as their Attorney, and upon the appeal of the said Patrick Ryan having been dismissed with Costs, these Costs were adjudged to the appellant by distraction.- The case appears to have proceeded by default against the Respondents in the Court below, and after hearing the plaintiff, ex parte, the Court dismissed his action with Costs -

The Cause having been brought before this Court, and ably argued by both parties, we have considered the question, and as we differ in opinion with the Court below, we think it necessary to state the grounds upon which that difference is founded in as clear a manner as we can. -

An objection has been taken by the Respondents to the identity of the person in whose favor the Costs were awarded, and it has been contended, that it was necessary for the appellant to have shewn that he was the, "Mr Gugy", entitled by the Judgment of the Court to claim those Costs - But this objection can have no weight, - had it been founded, it should have been raised in the Court below in such way as to call for its decision - here we ~~must~~ are ~~presume~~ to presume that he is the same person as stated, and that there has been no fraud or collusion practised in this respect. -

According

According to the general principles of law, we must consider the Recognizance upon which this action is founded, as a Common Cautionnement, without attaching any consequence to its particular form, as the law has attached none — nor does it require, that the Security in appeal should be given in any particular form — we have only to consider the — obligation contracted by this Cautionnement, which was, to pay the Costs of the appeal, if the appellant did not — The nature of such Security is, that it becomes an accessary to the principal obligation, contracted by an appellant, and as a consequence, that the Creditor can address himself immediately to the Caution, when the principal fails in complying with his obligation — "le Créancier qui n'est point
"payé dans le terme convenu par le principal débiteur
"peut s'addresser directement à la Caution, sans même
"que le refus du Debiteur de payer soit constaté par un
"commandement fait"

Repertoire Caution p. 772. 2e Col.

The appellant here was not the immediate Creditor of the Respondents according to the terms of their — Cautionnement, it was his clients, Duncan and John Grant; but the rights of a Creditor may be transferred, either by express stipulation, or by operation of law, so as to affect and bind the Caution — and if by operation of law, the rights of Duncan and John Grant have been transferred to the appellant, he will, as exercising their rights, be entitled to maintain his action against the Respondents. —

The demande en distraction de depens, is considered as a demand made by the attorney against his own client, as his debtor, in order to arrest the Costs in the hands of the person condemned, that the same may be adjudged to be paid to the attorney — This demande

has

has so far been rightly considered by Pigeau and by Ravaut, as a Saisie-arret of the property of the client in the hands of the person condemned — and the Judgment upon this Saisie-arret, when rendered in favor of the attorney, vests in him all the rights of his client, his debtor, as to these Costs; the strongest proof of which is, (as remarked by the above & other writers) that the attorney can obtain an executoire in his own name against the person condemned. — But these writers have not carried their observations to the extent of the question here raised, nor said any thing as to the effect of the Judgment upon this Saisie-arret in favor of the attorney, nor of the extent of the right thereby transferred to him, to claim and obtain what has been so adjudged # had they proceeded to say, that by virtue of this Judgment, the attorney was vested with all the rights, claims, and privilidges of his client for the satisfaction of this Judgment, it could not well be doubted, but that the attorney would in such case be considered as entitled to exercise the rights of his client in this instance, and to demand the Costs not only from the principal but from his Caution. —

This principle however we find laid down by Domat, in treating on Subrogation — where he says —

1 Domat. liv. 3. tit. 1. Sec. 6. §. 8. — "Le Créancier, qui en vertu de son hypotheque, ou "d'une permission de Juge, saisit les droits & actions "de son debiteur sur ceux qui lui doivent, se faisant "adjuger ce qu'il a saisit, est subrogé aux hypotheques "et aux privileges qu'avoit son debiteur pour ces dettes "saisies &c." — Here it cannot be denied, that the right and privilidge of the client, who was the debtor of the attorney, and whose property was attached by this species of Saisie-arret, extended, to demand and obtain payment of the Costs, not only from

the

the person condemned, as being the principal debtor but also from the Caution, as the accessary — and according to this authority, the Judgment rendered in favor of the appellant, must be considered as vesting him with a right to obtain what had been adjudged to him against his client, and to exercise all the legal ~~rights~~ and benificial rights of his client for this purpose — It is also said, that by virtue of a Judgment so rendered, the Creditor is — "subrogé aux hypotheques
" et aux privileges qu'avoit son debiteur pour ces dettes
" saisies" — Now if the attorney under this Judgment became entitled to the same hypotheque as his client had for the satisfaction of his ~~debt~~ costs, he must necessarily be entitled to prosecute his action hypothecaire agt a Tiers detenteur, for a right of hypotheque, without a right to prosecute the recovery of what was thereby secured, would be a solecism in Jurisprudence — And if the attorney thus became subrogated in all the hypothecary rights and privileges of his client, he may well be considered as subrogated under this Judgment in all his personal rights and actions, and entitled to exercise the same, as his client could have done. — ~~But~~ It may however be said, that this principle of Subrogation holds only in those suits and actions prosecuted under a Saisie-arret, and is not applicable to this summary proceeding on a distraction de depens — but we find the principle holds ~~no~~ not only in general, but is applicable to this particular case — Denisart says — "Le procureur qui obtient une distraction de depens
" a le meme hypotheque, que son client auroit si l'execution
" etoit delivré" — If this therefore is a benefit granted to the attorney, it must have its execution, for otherwise the remedy of the attorney might be imperfect or ineffectual if limited to that agt the person condemned;

it

it would be separating the accessary from the principal obligation, and thereby discharging, or at least suspending the responsibility of the Caution, until by a circuity of action the attorney might establish a claim against them — It seems on the contrary more consistent with those principles of public policy upon which this privilege of the subordinate agents has been granted to the attorney, that he should have the full benefit of all the rights of his client, for the recovery of what has been adjudged to him, and there appears no hardship or injustice in allowing him to claim this right as well from the accessary as from the principal — for as between principal and accessary the law considers the connection so intimate, that what is adjudged against the former shall also affect the latter — Poth. says, "La
Poth. Obl. N° 908. " dependance de l'obligation d'une Caution de celle du
" debiteur principal à laquelle elle a accedée, fait
" aussi regarder la Caution comme etant la même
" partie que le debiteur principal, à l'egard de tout
" ce qui est jugé pour ou contre le debiteur principal"
and therefore, he says, what has been adjudged in favor of the principal debtor, the Caution may take advantage of — and adds — "vice versa —
" lorsque le Jugement a été rendu contre le debiteur
" principal, le Créancier peut l'opposer à la Caution,
" et demander qu'il soit executoire contre lui" —
This is exactly the recourse which the appellant is demanding by his action here of the Caution. +

+ that the Judgt. which the appellt. has obtained agt. Ryan the principal Debtor, be declared executory agt. the Respondents, as his Cautions —

Looking at the case in another point of view, —
Poth. Mand. N° 136. The attorney was here, "saisi de la Creance qui
resulte de la condamnation de depens", and thereby vested with the right of his client to receive those Costs — How could the Caution exonerate themselves from their obligation, but by paying to the attorney? —

Being

Being authorised to receive, he alone could give a discharge for the Costs, which would also imply a right to demand them — The Caution from the moment they became apprized of the distraction in favor of the Attorney, could not be allowed to defraud him of his right nor to exonerate themselves by paying to the Client, who had no longer any right to receive — nor could the Client receive these Costs forthout fraud, unless by the consent of the Attorney —

Let us next consider the authorities cited and referred to in the arguments, and which have been used and see how far they will apply to the principle we have adopted — that from Pothier's Contrat de Mandat № 135 - is the principal, and is decisive of the question, unless it shall appear to be controverted by other and stronger authorities on the point — M Pothier calls this distraction — "un transport
" que le client (au profit de qui le Jugement est rendu)
" est censé de faire à son procureur de la créance qu'il
" acquiert contre la partie condamnée aux depens — et le
" client fait ce transport au procureur, pour s'acquitter
" envers lui des dits depens dont il lui est debiteur" —
Now if this distraction be a transport, or can be assimilated to a transport, it must have all the effects of a transport, and this effect, according to M De Renusson, and all the other writers, is, to convey to the person, in whose favor it is made, all the right and interest of the person making it, which may be enforced as well against the Cautions as the Co-obligés — "La Cession
Renusson. Ch. 13. № 30. " et transport a effet contre tous les obligés indistinctement, et
" le Cessionnaire peut exercer les droits du Cedant contre eux" This transport must consequently be considered as conveying to the appellant all the right and interest of his client to demand the Costs in question from the Caution. —

This opinion of Pothier is also adopted by M. Denizt who

N. Denizt. v. Distraction §1. No 1. —

who calls this distraction, a transport of the rights of the client in favor of the Attorney — "du moins à certains egards" — what the writer means by these latter words may be difficult to ~~say~~ determine — but we may safely say, that had he meant to controvert one of the principal effects of the transport, he would not have failed to have marked it in less ambiguous language, the more especially as he was referring to the decided opinion of Pothier upon the point —

This effect of the Distraction de dépens, considered as a transport, corresponds so entirely with what has been observed, in viewing it as a Saisie-arret, that it would require some strong authorities to shake a principle which seems to be thus clearly established —

In examining the other authorities which have been cited, we find none of them ~~which~~ that warrant a different conclusion, nor in any manner to controvert those above referred to — That cited from Ravaut, does not apply to the distraction, as a thing already granted to the Attorney, but merely to the demande to obtain it — in the place referred to, he is stating the effect of this demande, according to the stage of the Cause when made, that is, whether before, ~~at~~ or at the time, ~~or subsequently to the~~ of rendering ~~the~~ Judgt., or subsequently thereto, when another creditor has stept in, or a compensation has been set up by the debtor, before the Attorney made his demande — the object of the author is to shew, when the priviledge of the Attorney will attach, and when it will be too late — but it is the effect of the Judgmt. rendered upon this demande, and of the distraction when granted, that we have to consider, and not the

bare

bare demande — Mr Ravaut merely says, that the demande en distraction can be considered only as having the effect to stop or arrest the payment of the Costs, that is
The effect of a saisie arret in the hands of the debtor, but he also says, that this saisie arret was of no avail until a Judgt was rendered thereon in favor of the attorney — but as to the effect and consequence of such Judgment when rendered, or as to the benefits resulting therefrom, such as were claimed — Mr Ravaut expresses no opinion. —

Many of the writers upon this subject, describe the distraction, or demande en distraction, in different ways, some by assimilating it to a saisie-arret — some to an opposition — some to a mandat — and others to a hypothque on the Judgt, as the means given for securing the costs to the attorney — but we are not to understand from this, that the writer who assimilates the demande en distraction to a saisie-arret, thereby denies its similarity to any other of the above acts, — or that he who compares the distraction to an opposition or a mandat, ~~or a mandat~~ intends thereby to say, that it can be compared to nothing else, nor have any other effect — were we to adopt such a principle, we must hold all such opinions to be in direct contradiction to each other — although in truth, they may all be said to agree, for the distraction, according to the different points of view in which it can be considered, may be assimilated to ~~the whole of those~~ any of the above cases — but in none of them do we find any thing to controvert the opinions of Pothier and Denizart, that it is to be considered as a transport made by the client to the attorney, and effectual for all the purposes of the present prosecution —

There is an authority which has been cited from Lacombe, as to the effect of a legal subrogation, and whereby it is held, that such subrogation will not extend to the Caution of the person granting it — this authority is taken

taken from Renusson, who holds that opinion, which he has explained at some length in his 13th. Chap. where after citing a great many decisions which are contrary to his opinion, he goes on to combat the whole, by saying that without express stipulation by the person making the transfer, the subrogation is not complete and therefore the Cautions are not liable to the new Creditor — But this opinion of Renusson is controverted, not only by the decisions, which he himself has cited, but by his own Commentator, who says — "Toutes les raisons que donne ici notre auteur pour "etablir que la subrogation consentie par le debiteur "qui emprunte, au profit de celui qui lui prête, et se "rend par la son Créancier ne doit point nuire à la "Caution, paroissent plus conformes aux principes, "cependant la Jurisprudence contraire rapporté par "notre auteur jusqu'au Nº 21 de ce chap. a prevalu — la "Caution demeure garante de la dette du debiteur à "l'egard du nouveau Créancier, comme elle l'etoit à "l'egard de l'ancien" — This has always been the Jurisprudence in the Parisian Courts since the Edit of Henry 4th. in 1609, and which we find recognised as such, and adopted into the Code Napoleon, as a standing principle of law — This is observed by Mr Tullier, who says — "Enfin le Code a etabli une "regle uniforme pour tout le Royaume — c'est la "Jurisprudence du Parlement de Paris qu'il a adoptée "en l'art. 1252. — La Subrogation etablie par les "articles precedens (c'est a dire la Subrogation conventionnelle "consentie, soit par le Créancier, soit par le debiteur, et "la subrogation legale) a lieu tant contre les Cautions "que contre les debiteurs" —

7 Vol. p. 216.

We

We so injustice nor injury in this Jurisprudence, for as the Cautions are bound for the Costs, it must be immaterial to them to whom they pay, provided they can obtain a legal discharge, and here we think that the attorney is the only person who can give that discharge. —

№ 1819.

Dupuis. v. Richardson.

Question touching general Verdict on several Counts in the declaration, where evidence was limited to one of the Counts only — or where some of the Counts are bad. —

1. Bos: & Pull. 329 Williams. v Breedon

Where a general verdict has been given on two Counts, one of which is bad, and it appears by the Judges notes, that the Jury calculated the damages on evidence applicable to the good Count only The Court will amend the verdict by entering it on that Count, though evidence was given applicable to the bad Count also. —

1 Doug: 377. Eddowes. v. Hopkins

Buller. J. said, there was this distinction, that if there was evidence at the trial only upon such of the Counts as were good and consistent, a general verdict might be altered from the notes of the Judge and entered only on those Counts. —

2 Doug: 730 Grant v. astle

In Error from C. P. —

Ld Mansfield — I have exceedingly lamented that ever so inconvenient and ill founded a rule should have been established, as that where there are several Counts, entire damages, and one Count is bad and the others not, this shall be fatal — upon the fictitious reasoning that the Jury has assessed damages on all, although they in truth never thought of the different Counts, but the verdict was so taken from the inadvertence of Counsel in the hurry of Nisi Prius — And what makes this rule appear more absurd, is, that it does not hold in the case of Criminal prosecutions — for when there is a general verdict of guilty on an Indictment consisting of several Counts,

if

if any one of them is good, that is held to be sufficient— But in Civil Cases, the rule is now settled, and we have gone as far as we can by allowing verdicts in such cases to be amended by the Judges notes — That might have been done in this instance, in an earlier stage of the proceedings but cannot now after Judgment. —

Buller. J. The Court may grant a venire de novo. — A good Cause of action is shewn in the first Count — and that it is true appears by the Verdict, but the plff has also had damages assessed to him on a Count on which he has not shewn any cause of action — The Court under these Circumstances may send the Case back to have damages assessed only on that Count, on which in point of law, he is entitled to recover. — A Venire de novo awarded. —

3 T. Reps. 750. Doe. v. Perkins. — Where Defendt brot a writ of Error, and a day appointed for argument, & Defend. in error applied to Ld Loughborough in vacation to amend the Postea by his notes, which he did

3 T. Rep 654 — Plff in Error moved for a rule to shew Cause why the order made by Ld Loughborough for the amendment should not be set aside on two grounds — 1st Because it was an amendment by a Judge of another Court, and after the expiration of one term after the trial, & 2dly because the amendment was not warranted by the Judges notes —

But the Court said, there was no foundation for the first objection, for that according to the practice of amending by the Judges notes, which was of infinite utility to the Suitors, & was as antient as the time of Chas the first — the amendment might be made at any time. —

1 Anst. 261 — Webb. v. Allen — In Error. The court will apply the damages to the ~~right~~ issue on the right Count — ut res magis valeat quam pereat. —

3 Burg: 337. Richardson v Mellish — On amendment after writ of Error sued out. — see Cases referred to, above stated & commented on —

Tidd's Prac. 12 Case & Trespass cannot be joined in the same action

With the exceptions which have been noticed, it may be safely laid down as a general rule, that wherever the Causes of action are of the same nature, and may properly be the subject of Counts in the same species of action they may be joined, otherwise they cannot. —

In the actions of assumpsit, Covenant, Case, and Trespass, no two of them can be joined. —

1 Pigeau - 37 - Mais si les diverses actions que la loi nous presente pour le même objet, peuvent chacune separément, nous conduire entierement au but de la loi, alors on ne peut les intenter toutes — on a seulement le droit de choisir parmi elles, celle que l'on trouve la plus convenable dans les Circonstanas ou l'on est; et ce choix fait, exclut l'usage des autres actions pour lesquelles on n'a pas opté. —

No 1814
Marcoux
t
Jones -
&
E contra

Poth. Obl. No 830. 831. 832. — avowal of a party cannot be divided. —
O. Denizt vo Confession. No 2. 3 —
Repra vo Compensation. No 270. 271. —
18 vol. Poth. Pand. 44 lib. tit. 1. pp. 139. 141
8 vol - do ——— 22 lib. tit. 3. pp. 269. 273 —
O. Denizt vo Compensation No 23 —
Id ——— vo Exception. — No 11. 12. 13. —

2. Desp. Tit. 6. p. 532. No 5 - Celui qui propose quelque exception n'est pas pour cela censé accorder la demande de sa partie (cites auth. of Civ. law) Car l'exception n'etant proposée que pour eluder l'intention du Demandr et non pour la fonder et etablir, il seroit inutile qu'elle opera un contraire effet à l'intention du ~~Demandr~~ Defendr - puisque ce que nous faisons n'opere jamais par-dessus notre intention, et qu'en cas douteux, il ne faut pas croire que le Defendr ait choisi un moyen pour se detruire soi-même & fortifier sa partie — ainsi celui qui oppose l'exception du paiement n'avoue pas par la la Dette. — Gued Pap.

1 Tidd. 662 Set-off - may be pleaded — or given in evidence ~~under~~ the general issue —

667 Notice of Setoff should regularly be given with, or at the time of pleading the general issue — In point of form, it should be almost as certain as a declaration —

Pltff to prove his demand at trial —

5 Taunt. 228
Harrington
v
Macmorris

The Plff cannot use one plea of the Defendt as evidence of the fact, which the Defendt denies in another plea — nor can he use a notice of set-off for evidence of the debt on the issue of non-assumpsit, because the Stat. gives the notice of set-off, in the nature and place of a plea — nor can he use a particular of set-off for that purpose, because it is incorporated with the notice of set-off —

Fraser
Stephenson et al
and
Rosina A. Smith
on Inscrip.n en faux

Question whether on an Inscription en faux, the clerk of the notary who passed the act, may be heard as a witness to prove that one of the parties to the act signed it at a time & place where the notary was not present — also whether a party to the act, not a party to the contest en faux, can be heard as a witness? —

Instruct.s sur les Conventions. p. 55. —

Les notaires peuvent être obligés de deposer sur les actes qu'ils ont reçus — Denizt. Vo Notaire, rapporte deux arrets de 1753 — l'un contraignit le Notaire de declarer s'il avoit reçu une contre-lettre — l'autre arret le força de deposer si une vente n'avoit pas été faite à plus haut prix que le contrat ne marquoit — dans l'un & l'autre cas les manoeuvres secrettes nuisoient à des tiers — ces circonstances decident —

Sec. Denizt. Vo Notaire No 127 — Then however were on criminal proceedings agt the party — and this writer adds. No 129 — Il doit donc demeurer pour constant que les notaires doivent deposer comme temoins dans les informations relativement aux actes qu'ils passent — Il seroit en effet bien extraordinaire que des notaires, simples redacteurs des volontés des parties — fussent dispensés de rendre hommage à la verité, tandis, qu'on a quelquefois dans des circonstances particulieres contraint des avocats de deposer comme temoins — voy. les arrets d'Anne Robert l. 2. ch. 19. —

Dec: Droit
vo Notaire:

Comme ils sont depositaires du secret des familles, ils sont dispensés de porter temoignage dans les choses qui concernent le fait de leurs charges, et de reveler le secret des parties. —

1 Pigeau 276. 7

Langlois ch. 47. des droits des Notaires de Paris, pretend — qu'on ne peut obliger les notaires de reveler les faits concernant les actes par eux reçus ou venus à leur connoissance — Le contraire est decidé en matiere criminelle. voy. Denizt. Vo Notaires

No. 1153 –
Smith & al. vs Brown. –

Action by Minors agt. their Tutor en revendication of a lot of ground & sundry buildings purchased by Defendt. which Pltffs. alledge were purchased with their monies then in the hands of the Defendt. their Tutor, and which lot of ground and buildings the Pltffs. therefore claim as their property. –

Dig: liv. 26. Tit. 9. l. 2. –
& Poth. Pand. on same title.

Si un Tuteur, ou un Curateur prête les deniers de celui dont il gere les affaires, et stipule du debiteur que la somme lui sera renduë – Ou s'il emploie ces deniers à acheter des fonds en son propre nom, celui à qui appartiennent les deniers a – une action utile pour revendiquer comme siens, les fonds acquis, ou pour se faire rendre par le debiteur l'argent prêtée. –

Ferriere Tr. Tutelles p. 175. –

Same authority –

Meslé – Minte. 2 Vol. p. 200.

Arret notable de la Cour du Parlement donné en faveur des mineurs, qui juge, que l'acquisition faite par un homme qui a en mains des deniers ou effets appartenants à des mineurs, est reputée faite des deniers des mineurs, qui sont preferés à tous Créanciers sur le prix de la vente ensuite faite de cette acquisition –

D'Antoine Regts Reg. 198. p. 477

Soit que le Tuteur soit solvable, ou qu'il ne le soit pas, son dol personnel ne doit pas nuire au pupille, ni dans les Causes d'incident qui se reglent par une Sentence Interlocutoire, ni dans quelque autre Cause que ce soit –

Lapeyrere Vo Deniers No. 3.

Si le Tuteur a fait un achat en son nom de l'argent du mineur, le mineur a le choix de demander le fond acheté ou son argent avec l'interet. –

Tradition feinte.

Serres – Instit. du Droit Franç. p. 131. –

Inst. Just. liv. 2. tit. 1 §. 44.

Nous reconnoissons en France l'effet de cette tradition feinte, dont il est ici parlé, qui se fait par la tradition des clefs, et elle y est en usage, aussi bien que celle qui se fait par le bail de la cède ou de la plume du Notaire, dont il est fait mention dans la loi premiere, Cod. de Donationibus; Et en un mot, quand la question de la validité et de l'execution d'une vente, n'est qu'entre le Vendeur et l'acheteur, il est hors de doute que la tradition feinte, de quelque maniere qu'elle se fasse, soit par la tradition des clefs, par le bail de l'instrument ou de la plume, par l'aspect de la chose, par la retention d'usufruit, Constitut ou precaire ou autrement, a le meme effet qu'une tradition reelle et effective, et rend la vente inebranlable. –

Pothier Vente N° 314 –

Toutes les especes de traditions feintes dont il a été parlé jusqu'à present, se font, nuda voluntate, par le seul consentement des parties. –

Id. N° 321 –

C'est une question agitée entre les auteurs, si la tradition feinte qui a été faite à l'acheteur, doit a cet egard avoir le meme effet que la tradition reelle qui lui auroit été faite, et si elle est censée lui avoir transferé la propriété – meme vis-a-vis des tiers? –

Mr Pothier gives the opinions of some authors for & against this species of tradition, concludes in agreeing with Guy Pape, that this species of tradition is sufficient he says – Je crois cette seconde opinion plus veritable, avec cette limitation, pourvû que la preuve de la tradition soit etablie, par un acte authentique – ou si l'acte est sous signature privée, pourvû que l'anteriorité de la date à la tradition reelle faite au second acheteur

ou

ou à la Saisie faite par les Créanciers du Vendeur, soit suffisamment Constatée – puta – par la mort de quelqu'un des parties qui l'ont souscrite. –

Tradition feinte – called – longo manûs –

Poth. Prop. Nº 202. – Nº 204 –

La tradition qu'on appelle, longo manus, est celle qui se fait sans aucune prehension corporelle de la chose, dont on entend faire la tradition qui consiste dans la seule montrée qui est faite de cette chose à celui à qui on entend en faire la tradition, avec la faculté qui lui est donnée de s'en mettre en possession. –

Id. Nº 196. 198. – 201. 213. –

Id. Nº 196 – In stating the tradition réelle, in what it consists – says –. Lorsque la chose est un fond de terre, la tradition reelle s'en fait, lorsque de mon consentement, la personne a qui j'entends en faire la tradition reelle, se transporte sur ce fond de terre, ou par elle-meme, ou par quelqu'un qui s'y transporte pour elle, & de son ordre

Nº 198. Il n'est pas necessaire pour la tradition reelle, même d'un heritage qu'il en soit fait un acte par ecrit, ni que celui qui m'en fait la tradition ait dit qu'il m'en fait cette tradition – il suffit qu'il ait souffert que je me transportasse sur l'heritage par moi-même, ou par quelqu'autre en mon nom, pour me mettre en possession. –

Nº 201 La tradition des titres d'une chose, est aussi une tradition Symbolique qui equipolle à la tradition reelle de la chose. – see Vente. Nº 314. – "La remise des titres passe aussi pour "une tradition symbolique de la chose". –

Nº 213. La tradition, lorsqu'elle est faite, ou consentie, par le propriétaire de la chose, et que toutes les autres conditions rapportés en l'article précédent concourent, transfere à celui à qui elle est faite, le droit de propriété de la chose qu'avoit celui qui l'a faite ou consentie. –

N° 1986 –

Ermatinger
Dewitt, Cur'
Stebens – Oppr

On question, whether the widow is bound to reimburse the monies expended during coverture by the husband in augmenting the value of the property subject to Dower, whereby the Dower is increased –

Brillon. v° Douaire (Dettes) N° 38. –

Le douaire de la femme n'est point affecté aux dettes de la Communauté. –

Lacombe. v° Douaire Sec. 5. N° 6.

Mari ayant acquitté pendant le mariage les dettes Immobiliaires par lui crées avant le mariage elles ne sont plus considerées – Le douaire n'en souffre aucune diminution –

1 Duplessis. p. 249 Sec. 4 –

La femme pour son douaire n'est tenüe d'aucunes dettes du mari, ni de la Communauté. –

Id. – p. 242

9e Observn – Que la femme et les enfans douairiers prennent les heritages du douaire en l'etat qu'ils le trouvent à son ouverture, et avec toutes leurs augmentations et ameliorations – de sorte que si durant le mariage, le mari y a fait batir quelque Chateau, ou maison considerable qui d'un morceau de terre de peu, en a fait un domaine de consequence, tout cela demeure au douaire, sans que les créanciers de la succession en puissent demander aucune distraction, reprise ou recompense – et c'est ici, ou se verifie principalement la regle de droit, quod solo inædificatur solo cedit – J'estime qu'il doit en être de même quand le mari a dechargé les heritages du douaire, de quelques anciennes dettes, dont ils etoient tenus, comme d'une rente fonciere, ou autre preferable au Douaire, parce qu'enfin ce n'est autre chose qu'une dette eteinte par la solution qui ne revit jamais, et si les créanciers en vouloient pretendre recompense

see also
1. Bouyon du Douaire p. 725. N° 7. –

recompense ~~contre soi-même~~ ce ne pourroit etre que comme exerçant les droits du defunt — Or le defunt ne pouvoit pas pretendre une recompense contre soi-même, et il ne le pouvoit encore moins contre le douaire, puisqu'il n'a jamais lieu qu'apres son décés. —

Charondas on art. 247. 8. 9. p. 156

L'effet du douaire Coutumier est tel en la faveur des enfans que si le pere a fait sur une maison ou autre heritage — sujet à icelui, quelques reparations & meliorations, les enfans auront leur moitié en l'etat qu'elle est, sans être tenus faire aucun remboursement des dites impenses, reparations & meliorations — Et ne seroient les Créanciers recevables à demander icelles être distraites du dit douaire, pour l'estimation tourner à leur profit — Jugé par arret prononcé solennellement à la prononciation de la Nativité Notre Dame le 7 Sepr 1601 —

Troncon on 255^a art. Cout —

Is of same opinion and cites the same arret of 7 Sept 1601

Prost de Royer v^o Ameliorations (Douaire). p. 452.

Les enfans qui renoncent à la Succession de leur pere pour s'en tenir au Douaire Coutumier, peuvent demander la distraction de la moitié de l'heritage qui y est sujet, sans etre tenus de faire raison aux Créanciers de cette Succession des ameliorations faites par leur pere a cette moitié, quoique ces ameliorations proviennent des deniers des Créanciers. —

Mr Royer cites also the above arret of 7 Sept 1601 — and the opinion of Auzanet ~~[illegible]~~ as preferable, who also cites the same arret — and then remarks — Des Créanciers, un tiers acquereur, perdent, et des enfans gagnent — quel peut être le motif de ces derogations à une loi fondée, ce semble, sur des principes d'equité naturelle? — Ne craignons pas de la retracer — nam hoc natura æquum est neminem cum alterius detrimento fieri locupletiorem. —

The following authorities, do not allow the dower without reimbursement of Ameliorations —

3. Gr. Comn. de Fer: ou 248e. art. Cout. p. 722. No 52. — Quand le mari a acquis un heritage avant son mariage et qu'il en a payé le prix des deniers de la Communauté ou des deniers qui lui etoient propres, cet heritage n'est pas sujet au Douaire — parcequ'au tems du mariage il n'etoit pas au mari, puisqu'il n'en avoit pas payé le prix. —

No 53 — Quand le mari a racheté des deniers de la Communauté une rente fonciere, dont l'heritage sujet au douaire etoit chargé, ce rachat est un Conquet, dont il est du mi-denier à la femme acceptant la Communauté — mais cette rente diminuant le Douaire, la femme en souffre diminution dans sa jouissance — ce qui est sans difficulté —

p. 720 — No 49. in fine La raison est — que comme le pere ne peut rien faire au prejudice du Douaire de sa femme & de ses enfans, aussi il ne peut l'augmenter à leur profit au prejudice des Creanciers — qu'il faut dans les Contrats avoir egard au tems qu'ils ont eté faits. —

p. 747. 8. No 23. Ob. de Lecamus — Je crois aussi que facto conjugum, le Douaire Coutumier ne peut pas être augmenté ni diminué par une raison qui paroit convincante, que comme il ne seroit pas juste que le pere deteriorat sa terre, en abatant des gros bois pour payer ses Créanciers, au prejudice de ses enfans; il ne l'est pas d'avantage qu'il l'augmente en faveur de ses Enfans, pour faire perdre la dette à ses Créanciers —

D'où il faut conclure qu'on doit etablir le Douaire Coutumier apres la mort du mari suivant et à l'egard des terres et des biens lors du Contrat de Mariage, & non pas eu egard à l'etat ou ils se trouvent lors du deces du mari, afin qu'il y ait une regle certaine, egale pour tous ceux qui ont interet, & pour prevenir toutes les fraudes. —

Post.

Poth. Douaire
N° 177 & Suiv. —

The same principles laid down in regard of Compensation between the heir of the husband and the Douairiere. —

Bacquet Dr. de Just. Ch 15. N° 45

Aussi convient d'entendre que les heritages sujets a Douaire Coutumier, se doivent prendre par les enfans en tel etat qu'ils etoient lors des epousailles et benediction nuptiale; ou bien en tel etât qu'ils etoient lorsqu'ils sont advenus en ligne directe à leur defunt pere — Tellement, que si pendant le mariage, le pere a fait bâtir sur son heritage propre une maison, ou fait autre batiment neuf, les enfans demandans droits de Douaire sur ledit heritage, seront tenus payer à l'acheteur d'icelui moitié des batimens et meliorations faites sur ledit heritage, auparavant qu'il se desiste de la moitié d'icelui, sujet au douaire coutumier

Le semblable sera observé, quand par ~~Contrat de mariage~~ aucune maison aucune ferme

Auzanet - Tit. 11 Des Douaires. p. 187. ou art. 248.

On doute encore au Palais, si pour le douaire, on doit prendre les choses comme elles se trouvent, lors de la dissolution du mariage, ou comme elles etoient, lors de la benediction nuptiale. —

Rectius — La veuve et les enfans peuvent demander les choses comme elles etoient lors du mariage, car autrement le mari pourroit en les deteriorant, diminuer par son fait le douaire; Il n'est pas aussi juste de permettre au mari d'accroitre et ameliorer par son fait le douaire Coutumier de sa femme et de ses enfans, au prejudice de ses Créanciers. —

Trouble — what?

Trouble in a legal point of view, must be that kind of claim or pretention set up against the possession of another, which if founded, would lead to the eviction of the possessor —

It is said to be of two kinds — De Fait + et de Parole — De Fait — Quand par voie de fait, quelqu'un fait enlever les fruits d'un fond que nous possedons — par paroles, quand quelqu'un se qualifie possesseur d'un fond, ou d'un droit que nous possedons. —

Dic. Fer. v° Trouble.
O. Denz. eo. verbo. —

This kind of trouble which leads to eviction, and which is sometimes even termed eviction, may consist in the institution of an action ag^t the possessor — C'est pourquoi, les demandes en revendication, les demandes en action hypothecaire qui sont données contre quelqu'un, sont appellées dans le Langage du Palais Des Evictions. —

Poth. Vente
N°. 82. —

Montgomery Exers of Davids & Hunter & al.

Partnership property not liable to debts of individual partners.—

Pardessus. Cours du Droit Com.l No. 975 & seq. —

Il resulte de la definition que nous avons donnée qu'une Societé est une personne Morale, qui dans une grande nombre de circonstances, peut par toutes sortes de Contrats ou quasi-Contrats, s'engager, ou engager à son egard — Ceux meme qui la Composent ont quelquefois avec elle des rapports, qui les font considerer à cet egard comme des tiers, et acquerir les memes droits, & subir les mêmes obligations que des tiers en de semblables circonstances sans que leur qualité d'associé opere aucune confusion —

Il n'est point en effet contre la nature des choses qu'un associé ait des droits individuels distincts de ses droits communs, et que ses droits soient opposés les uns aux autres.

A Partner may acquire the rights of 3d persons as Partnership

So also the Partnership may acquire such rights as a Partner

Partnership may become insolvent, while individual partners remain solvent—

So also individual partners may become insolvent without affecting the Solvency of Partnership

No compensation between the debts —

Une autre consequence de ce principe est que le Créancier ne pourroit venir faire saisir les effets et autres choses formant l'actif de la Societé, sous prétexte qu'une partie indivise appartient à son Debiteur — Il doit attendre la liquidation se borner aux Oppositions capables de conserver ses droits, et exercer seulement ceux de ce debiteur dans le partage des profits annuels. —

2. Bells Com. 612. 613. —

By the preference which the Creditors of the Company have over the Company funds, none of the partners, nor any one in their right, as individual Creditors or otherwise, are entitled to more than the reversion, after the payt. of the debts of the partnership —

1. Desp. tit. Soc. p. 160. §. 3 —

Avant la division de la chose commune, les dettes dues par elles doivent etre distraites —

Id — p. 140
Sec. 2. p. 1. §. 3 —

Lorsque quelque chose est commune à plusieurs, non comme a des particuliers, mais comme Membres d'une Université, l'un d'eux ne peut vendre ou hypothequer aucune portion de ladte chose, parceque ce qui appartient à l'Université, n'appartient pas aux particuliers d'icelle. —

1 Montague 131

The joint Estate is applicable to the payment of the joint debts — &c —

132

The separate Creditors cannot take a dividend with the joint Estate in competition with joint Creditors. —

—

Principes du Droit Franc. par Du Pare Poullain — 7 vol. p. 222. —

Jean Mayor

Le créancier même chirographaire d'une Societé, est préferable sur les effets et credits de la Societé, aux Créanciers personnels de chaque associé, quoique ceux-ci ayent des créances hypothecaires et même preferables — Arret du Parlemt de Paris du 14 Juillet 1762, contre une femme dans l'espece de l'hypotheque de sa Dot, dont les deniers avoient été employés à faire les fonds de la Societé contractée par son mari avant le mariage — cites D. Denizt. vo Dot. No. 46. —

Independamment de la faveur du Commerce, qui est un puissant motif, la rigueur de droit autorise ce principe. — Les biens particuliers de l'associé sont parfaitement distingués de ceux de la societé. — Quoique les associés soient solidairement — obligés vers les Créanciers de la societé, cependant ces Créanciers n'ont sur les biens de chacun d'eux, que les memes hypotheques ou preferences qu'ils auroient, s'il n'y avoit pas de Societé — Au Contraire, les fonds de la Societé composent une masse separée, qui appartient à la societé, et dans laquelle chacun d'eux n'a de part que comme associé, c'est à dire, à la charge d'en acquitter les dettes, et cette part ne consiste que dans le residu, apres les dettes payées. —

Patterson & al. appts
McCallum & al Respts

By 9th Sec. Stat. 18. Geo. 3. Ch. 83. it is enacted —
"Provided always, that nothing in this act contained,
"shall extend, or be construed to extend, to any lands that
"have been granted by His Majesty, or shall hereafter
"be granted by His Majesty, his heirs and Successors,
"to be holden in free and Common Soccage" —

6 Geo. 4th. Ch. 50
Sec. 8th —

And whereas doubts have arisen, whether lands granted in the said Province of Lower Canada by His Majesty, or by any of His Royal predecessors, to be holden in free and Common Soccage, shall be held by the owners thereof, or will subsequently pass to other persons according to the rules of descent and alienation in force in England, or according to such rules as were established by the antient laws of the said province, for the descent and alienation of land situate therein — Be it therefore declared and enacted, That all lands within the said Province of Lower Canada, which have heretofore been granted by His Majesty, or by any of His Royal predecessors to any person or persons their heirs and assigns, to be holden in free and Common Soccage, or which shall or may hereafter be so granted by His Majesty, his heirs and Successors, to any person or persons, their heirs and assigns to be holden in free and Common Soccage, may and shall be by such grantees, their heirs and assigns, held, granted, bargained, sold, aliened, conveyed, and disposed of, And may and shall pass by descent in such manner and form, and upon and under such rules and restrictions as are by the law of England established and in force in reference to the Grant, Bargain, Sale, Alienation,

Conveyance

conveyance, disposal, descent of lands holden by the like tenure, therein situate, or to the dower or other rights of married women in such lands, and not otherwise; Any Law, Custom or Usage to the contrary in anywise notwithstanding.

1 Powell on Mortg. p. 23. ch. 2.

A mortgage being a Contract of Sale executed, with power to redeem, must have all the properties and qualities incidental to the validity of an absolute disposition.

2 Cruise Tit. 15. Mortgage p. 86

A Mortgage may therefore be described to be a conveyance ~~of~~ lands by a debtor to his creditor, as a pledge or security for the repayment of a sum of money borrowed, with a proviso, that such Conveyance shall be void on payt of the money & interest, on a certain day.

No. 1716.a

Richardson Cur. — vs Manning Sur. oal —

On question of the title a Seigneur ought to have ~~[illegible]~~ to enable him to recover agt his Censitaire ~~[illegible]~~ an action en exhibn. de titre. —

Prudhomme. Ch. 14 p. 92. —

Le Seigneur qui n'a ni titre, ni reconnoissance de la Censive, ni cueilloirs, ni registre de recette, ni possession, peut demander la Censive sur les maisons et heritages qui se trouvent situés et assis dans l'etendüe de son domaine, fondé sur le maxime "Nulle terre sans Seigneur" — mais pour fixer la Censive, il faut avoir egard aux terres voisines, à leur situation, et au revenu qu'elles produisent, le tout à proportion de la valeur du terrein. —

—

Traité des Droits Seignx par Renauldon. liv. 2 Ch. 2. p. 157. —

Le Seigneur pour exiger un Cens n'a pas besoin d'autres titres, que sa qualité de Seigneur mais cette maxime n'à lieu que dans les Coutumes regies par la loi — "Nulle terre sans Seigneur." En Pais de droit ecrit, ou tous les heritages sont reputés libres, et dans les Coutumes Allodiales, c'est au Seigneur qui pretend un Cens, a le justifier par titre. —

—

N. Deniz. Vr Enclave. §. 3. p. 583

Dans les Coutumes Censuelles, Nulle terre sans Seigneur; les heritages sont presumés être tous dans la directe d'un Fief — Tout proprietaire est obligé de reconnoitre le Seigneur qui le reclame, à moins qu'il ne prouve sa mouvance d'un autre Seigneur. —

Il

Il en est de même a plus forte raison, lorsque le Seigneur reclamant possede tous les Fiefs dont la directe comprend les heritages entourans son

Hervé - Theorie des mat. feod: - 1 Vol. p. 417 -

L'enclave supplée encore aux titres et à la Coutume. — Un Seigneur dont le Fief circonscrit exactement un certain territoire, est censé avoir sur ce territoire, les mesmes droits, que sur le territoire environnant, quoiqu'il n'ait aucun titre direct contre les possesseurs du territoire circonscrit ou enclavé — Refers to the decision of Dumoulin on the question + to the opinions of several other writers. p. 419. — and p. 420. 421. — The enclave also decides the question whether a property is to be considered as allodial or not — he says. "l'heritage circonscrit est reputé Seigneurial, jusqu'a ce "que le detenteur prouve le contraire par titres." But adds that this could be ~~only~~ a matter of doubt only in the Coutumes allodiales — Or il ne peut pas y avoir de doute dans les Coutumes non allodiales, ou la maxime - "Nulle terre sans "Seigneur" est admise — On n'a pas besoin de recourir à l'enclave dans ces Coutumes pour savoir si un heritage est libre ou Seigneurial, puisque on trouve une regle sure et generale dans la maxime Feodale, "Nulle terre sans Seigneur"

2. Hervé. 127

There can be no Combat de Fief between the Vassal and the Seignior, it can exist only between contending Seigniors for the title to the same Estate —

Id — p. 126.

And were there even a Combat de Fief between two Seigneurs, the Vassal, would be warranted in paying his dues to him who was in possession —

No. 2026.-
Roi, Exer
vs
Giroux
&
Segouin Gar.

On question where by voluntary resolution of a Deed of Donation which had been carried into effect for several years, the donor takes back his land on principle that Donee had not paid the rent free & clear of all mortgages created thereon during the possess. of the Donee —

For Gar. & Disp.

1 Domat. liv. 1. tit. 2 Sec. 12. Som. 5. p. 44.

Lorsque la vente est resolüe, le vendeur reprend ce qu'il avoit vendu sans aucune des charges que l'acheteur avoit pu y mettre, — parceque le vendeur rentre dans son droit, comme s'il n'en avoit jamais eté depouillé —

1 Bourj. Sec. 5- No. 25.—

Il en est de même si la vente a eté resiliée, faute par l'acquereur d'avoir payé son prix ou satisfait aux charges du Contrat — en ce cas, comme dans l'autre les hypotheques de l'acquereur sont effacées, ses créanciers dans ce cas, comme dans le précédent, ne pouvant avoir plus de droit que lui. —

Telle est la Jurisprudence, les loix ci-dessus citées la fondent — en effet, c'est resolution pour une Cause ancienne et inherente au Contrat même, et les Créanciers de l'acquereur ne peuvent avoir plus de droit que lui — c'est ce que dit Loyseau en son Traité de Deguerpissem.t —

Poth. Vente. No. 326.
1 Disp. p. 71 No. 6.

Lorsque le Contrat de vente n'a pas encore ni d'une part ni de l'autre, reçu son execution, il peut se resoudre de plein droit par le seul consentement des Contractans. —

Poth. Vente. No 328. — Lorsque le contrat de vente n'a reçu qu'une partie de son execution, comme si la chose vendüe a été livrée, sans que le prix ait encore été payé, aut vice versa, les parties peuvent encore, par leur consentement mutuel se deporter du Contrat. — Mais cette Convention n'efface pas le contrat de vente, comme dans l'espece précédente, elle le resout seulement pour l'avenir, et donne une action à celui des contractans qui en avoit commencé l'execution, pour repéter, soit la chose qu'il l'a livrée s'il est vendeur, soit le prix qu'il a payé, s'il est l'acheteur —

Repn. vo Vente Sec. 6 —

In this case no profit is due to the Seignor upon the reprise — and if it was a propre of the Vendeur, he takes it back as such, and not as an acquet —

Id. No 329. Mais si le Contrat avoit été executé de part & d'autre la convention par laquelle les parties conviendront que l'acheteur retrocederoit au Vendeur pour le même prix la chose vendüe, ne seroit pas une resolution du Contrat de Vente qui a eté faite de cette chose, car il n'y a plus lieu de se desister d'un Acte qui est entierement consommé. —

No 371 — This no regards a rescision pour lesion enorme — & does not apply —

No 430 Applies to case of reméré. —

For Pluff

Repn. vo Alienation p. 306 — Un donateur peut valablement defendre au Donataire d'aliener la Donation qu'il lui a faite, cela a eté ainsi jugé par arret du Parlement de Paris en 1586 —

Mais si cette defense n'a point eté faite, et que la donation vienne à être revoquée par la suite, les alienations que le donataire aurait pû faire, subsisteront. —

Poth. Hypque p. 465. — Pour que l'extinction du droit de proprieté de celui qui a constitué les hypothequas

hypotheques, entraine l'extinction des hypotheques qu'il a constituées, il faut que cette extinction de son droit de proprieté arrive ex causa antiqua & necessaria, c'est à dire, que des le tems qu'il a constitué l'hypotheque son droit de proprieté, fut resoluble in aliquem certum casum qui ab ipso non penderet. — Si au contraire, celui qui a constitué l'hypotheque, avoit alors un droit de proprieté irrevocable, et que son droit n'ait eté eteint, que pour quelque cause nouvelle et procedante de son fait, cette extinction de son droit de proprieté n'entrainera pas celle des hypotheques qu'il a constituées — Par example, Lorsque le donataire d'un heritage l'a hypothequé, la revocation de la donation pour cause d'ingratitude, qui survient depuis n'eteint pas l'hypotheque. —

O. Denuz^t. v^o Hypoth^que N° 61. —

La Cour a jugé, par arret du 6 Mars 1731, rendu en la troiseme Chambre des Enquêtes, au rapport de M. l'abbé du Mans, que la revocation d'une donation causée par l'ingratitude du Donataire, et singulierement faute de payer une pension dont il etoit chargé envers le donateur, n'empechoit point l'effet de l'hypotheque crée par le Donataire, sauf le privilege du Donateur. —

Id. v^o Revocation de Donation N° 12.

Au surplus il en est de la revocation d'une Donation pour cause d'ingratitude, tout autrement que de la revocation pour cause de survenance ou legitimation d'enfans — car celle-ci a lieu de plein droit, et de maniere que les biens donnés rentrent dans le patrimoine du donateur sans aucune charge ni hypotheque du chef du donataire; au lieu que la revocation pour cause d'ingratitude doit etre demandée par action, et que jusqu'à ce que la demande soit formée, le donataire reste proprietaire des biens compris dans la donation et des fruits qu'il en a perçus, de maniere que s'il a, ou hypothequé ou vendu ces biens, la revocation qui ne pouvoit être prévue par des tiers, ne sçauroit leur nuire. —

Rep^n eod: v^o — p. 702. —

1 Bourj. tit. 4. sec. 5 p. 489. Nº 27.

Si la vente n'etoit resiliée que par une convention contraire non seulement les hypotheques du chef du Vendeur subsisteroient mais encore le Vendeur devroit nouveau droit au Seigneur — c'est reacquisition et non resolution pour Cause ancienne, laquelle laisse subsister tout ce qui resultoit de la mutation.—

Note.— Par la loi. 2. au Cod. de rescind: vend: les contradans — resilians la vente avant qu'elle fut consommée, elle etoit censée non faite; et par la loi 1. au Cod. quando lic: ab. empti: disced: la resiliation se faisant apres la — Consommation de la Vente les hypotheques du Chef de l'acquereur subsistoient toujours.— Parmi nous dés que le Contrat a eté parfait, et qu'il n'est resilié que par une nouvelle volonté, et non par une Cause ancienne et inherente au Contrat même, les hypotheques du chef du Vendeur subsistent toujours nonobstant la — resiliation de la Vente, parceque le premier vendeur ne reprend pas une chose qui fut à lui, puisque la vente l'en avoit depouillé, mais il achete la chose d'un autre, qui ne peut passer en ses mains qu'avec les — charges que celui a qui elle appartenoit y avoit imposé: Telle est la jurisprudence du chatelet — et en ce cas le droit de Lods & Ventes est incontestablement dû de sa part.—

Domat. liv. 1. tit 2. Sec. 12. Nº 15. p. 45

Si la vente etant consommée, le prix payé, la delivrance faite, et l'acheteur en possession, le vendeur et l'acheteur veulent dans la suite resoudre le Contrat sans autre chose que leur — simple volonté, ce n'est pas tant une resolution de cette vente, qu'une seconde vente que fait l'acheteur à celui qui lui avoit vendu.— Ainsi ce premier vendeur ne reprend pas une chose qui fut à lui, puisque sa vente l'en avoit depouillé; mais il achete en effet la chose d'un autre, et elle passe à lui sujette aux charges et aux hypotheques, que son acheteur qui lui revend, avoit pu contracter.—

Cuthbert & Arbour & Arbour appt.

On question of Delaissement — whether made in time so that Defdt could benefit by it. —

Judgt. 19e April 1830
signified 5. May — "
Delaissemt. 16 June " not signified —
Exon — 14e Augt — " to gt. this oppn was made

N. Denizt. Vo Delaissement §. 2. No 5. —

Le delaissement doit être fait au Greffe, et le delaissant doit être assisté d'un procureur dans les jurisdictions ou leur ministère est necessaire, parceque c'est un acte judiciaire. — Il doit aussi être signifié aux Créanciers. —

Loyseau. De la forme de Deguerpissement lv. 5. ch. 1. som. 23. p. 160 —

Deguerpissement nul, si l'acte n'est signifié —

1 Pigeau. 595.

On fait signifier cet acte de delaissement aux Créancier. —

2. Fer. Gr. Comre on 169t. art — Glose 2, No 5. p. 211.

The Adverse party need not be called, nor be present. — Il suffit que le tiers detenteur fasse signifier son delaissement par une simple signification. —

O. Denizt — Vo Deguerpissemt. No. 9 —

L'acquereur ne doit pas se contenter de declarer au Greffe qu'il deguerpit — il faut le faire recevoir en Jugement avec les parties interessées &c —

Parf. Notre lv. 5 ch. 20. p. 594 —

Le delaissement se peut faire au Greffe de la Jurisdiction ou pardevant notaires; et celui qui le fait, est obligé de le faire signifier

signifier à la partie interessée —

Parf. Not.re Ibid. p. 600 —

In stating the differences between the delaissement and the degurpissement, the author gives as the 7.e La septieme est, que le delaissement par hypotheque, se peut valablement faire au greffe, ou pardevant notaires, en signifiant ledit acte au créancier hypothecaire — c'est l'opinion de Loyseau, liv. 5. ch. 1. N.o 14 — Au contraire le degurpissement, pour etre valable, il doit etre fait en Jugement, l'audience tenante, present ou duement appellé celui auquel le degurpissement se fait — autrement s'il etoit purement & simplement au Greffe ou pardevant notaires, quoique signifiée à la partie, il ne seroit pas valable, à moins que ce ne fut du consentement de la partie interessée — Ainsi le degurpissement est sujet à l'action, et le preneur est obligé de faire assigner le bailleur pour voir dire qu'il y sera reçu, de sorte qu'il ne peut être fait qu'apres qu'il a été ordonné, et il doit lui donner copie de l'acte passé au greffe ou devant notaires —

Brodeau sur l'art. 109. de la Coutume de Paris N.o 2 dit que ces formalités sont aussi requises au simple delaissement par hypotheque, quoique cela ne soit pas requis par la Coutume, ce seroit toujours le plus sur, pour eviter toute Contestation —

N
Arnoldi
Rolland -

On question whether Pluff for his attendances & medicines furnished may be examined on his oath in support of his demand when brought within the year. —

5. Prost de Royer. Vo Apothecaire. No 53. 3e dist. — p. 405.

La prescription etant simplement une presomption de paiement, les apothecaires peuvent former demande apres l'année, mais ils ne sont pas reçus à leur — serment, comme ils le sont quand ils font leur demande dans l'an; Celui qui dit avoir payé, ou son heritier, ne pouvant pas demander d'en être cru a son serment: Mais le serment est deferé au Medecin, Chirurgien, ou Apothicaire, au cas qu'il soit requis par la partie, ou par le Juge d'office, ce que le Juge doit faire — Mais l'action etant intentée apres l'an, ils peuvent seulement s'en rapporter au Serment de celui qui dit avoir payé, ou si c'est son heritier, sur ce qui est de son fait, ou de sa — connoissance touchant ce paiement. —

1 Dublessis. liv. 2. Des Prescriptions Sec. 2. p. 513.

Des Actions personnelles qui sont Courtes. —

La septieme est l'action des Medecins, Chirurgiens, et Apothecaires, qui se prescrit par un an — mais s'ils ont continué longtems à servir la personne, cette année ne court que du jour de la derniere fourniture —

(Note. R.) L'on demande en quel tems les Precepteurs et Regens peuvent demander leurs salaires? — Il y a un arrêt du 13 Mai 1612 qui a jugé qu'ils n'etoient plus — recevables apres l'année expirée — L'Abbé Ricard sur l'art. 125. de cette Coutume — Mais M. Le Camus Lt. Civil a fait une Ordonnance par laquelle il leur a donné deux années de tems, apres lesquelles ils ne sont plus recevables: Et quand ils viennent dans ces deux ans, il leur defere meme l'affirmation

Voy. l'arrêt du 12 Juillet 1672. rapporté au Journ. du Palais. —

Repr. Vo Chirurgie p. 462. 1st Col

Au reste, il faut que les chirurgiens forment leur action dans l'année à compter du dernier traitement de la maladie. Ils doivent tenir un regitre exact, jour par jour de leurs operations de leurs pansemens et de leur medicaments — L'extrait de ce registre qu'on appelle, Memoire de Chirurgie, n'est point sujet au Controle pour être signifié — Pendant l'année ils sont crûs à leur Memoire — ce tems passé, ils sont obligés de s'en rapporter au serment du defendeur sur le paiement que celui-ci pretend qu'ils ont reçus. —

Fer. Gr. Comre ou 125e art. No 3. & 4 p. 527. —

Cette prescription ou fin de non recevoir est fondée sur la presomption de paiement du quel on n'a pas de coutume de tirer des quittances — de la vient, que quoique cet article poste, qu'apres l'an ils ~~ne~~ sont non recevables, toutefois ils peuvent intenter leur action, mais ils ne sont pas reçus à leur serment, comme ils le sont quand ils font leur demande dans l'an, celui qui dit avoir payé, ou son heritier ne pouvant pas demander d'en etre crû a son serment, mais le serment est diféré au medecin, Chirurgien ou Apothecaire, au cas qu'il soit requis par la partie, ou par le Juge d'office, ce que le Juge doit faire.

2 Bouy: p. 580. No. 111. —

Le Medecin agissant dans l'an, est crû sur la quantité de visites — non seulement sa qualité lui attire cette juste confiance, mais il est plus en etat d'assurer cette quantité que le malade qui ne pourroit le faire que sur la foi & le rapport d'autrui. —

Dic: Droit de Fer. Vo Medecin. —

Quand un medecin, chirurgien, ou apothecaire vient dans l'an, il est reçu à son serment — au lieu que quand il intente son action apres l'an, il peut seulement s'en rapporter au serment de celui qui dit avoir payé — ou si c'est son heritier, sur ce qui est de son fait et de sa Connoissance touchant le paiement pretendu.

Parl.t de Dijon -

2. Raviot sur Perrier. 2 part. 200 p. 62 -

Lorsque les parties d'Apothecaires sont contestées on doit les estimer par Experts — mais ces Experts ne doivent point être des Apothecaires, ou les juge suspects et parties interessées — il a été jugé par arrest du Vendredi du relevée 27 Fevrier 1661, au profit du Sr Jacquinot, Correcteur en la chambre des Comptes, contre Moniot Apothecaire, que l'estimation devoit être faite par un Medecin voy. Ordn 1667. tit. des Descents. art. 11. — Mais s'il est question de regler les honoraires d'un Medecin on prend des Medecins pour Experts — on presume plus d'honneur et moins de suspicion dans les Medecins qui font profession des Sciences — Ainsi jugé au rapport de Mr Espiard de Vernot, le 7 Aout 1706 -

Arrets de Jovet Ch. 4. p. 481

Par arrest du même parlement (de Bourgogne) du 24 Mars 1612 rapporté par Bouvot — a été jugé, que lorsqu'il y a contestation sur le paiement des Medecins, et parties d'un Apothecaire faut que des Apothecaires en fassent l'estimation peritis enim in arte credendum. —

Arrets de Fromental V.e Medecin -

from p. 442. 3.

Vente – tradition.–

Poth. Vente – No 307.

Le Contrat de vente, est du nombre de ceux qu'on appelle Consensuels, qui sont parfaits par le seul consentement des Contractans – La tradition de la chose vendüe – n'est point necessaire pour la perfection de ce Contrat.–

Aussitot que le Contrat de Vente est parfait, la chose vendüe devient aux risques de l'acheteur &c

If the Vendor is put en Demeure to deliver the thing sold he cannot in that case demand the price. – v. sec No 279 –

No. 1233.

Smith & al. v. Porteous.—

On question, whether the Creditor by granting delay to the principal debtor beyond the stipulated day of payment loses his recourse agt. the Caution or Surety, especially where the principal debtor in the interim becomes insolvent?—

Poth. Obl. No. 406. Pothier after stating a case in which he supposes a Creditor to have taken a piece of ground from his debtor in discharge of his debt, from which the Creditor after a considerable lapse of time is ejected, that in this case the Surety would be discharged, especially when the debtor has become insolvent in the mean time — he then goes on to say — Mais si le Créancier avoit simplement accordé au debiteur une prorogation de terme pour le paiement, et que pendant le tems de cette prorogation le debiteur fut devenu insolvable, la Caution ne seroit pas decharzée — and the reason he gives is — "que "la simple prorogation de terme accordée par le "Créancier au debiteur, ne faisant pas paroitre la "dette acquittée, n'ote pas à la Caution le moyen de "pourvoir à son indemnité, et d'agir contre le debiteur "principal, si on s'apperçoit que sa fortune commence "à se deranger — si bona dilapidare coperit. L. 10. Cod. Mand. "La Caution ne peut donc pas pretendre que cette "prorogation de terme accordée au debiteur lui fasse "tort, puisqu'au contraire elle-même en profite."—

Lapeyrere

Lapeyrere. V° Caution. p. 120

La Caution du debiteur obligé de payer purement et simplement à un certain delai, n'est pas libéré par la prorogation du delai, meme faite sans son consentement. V. Ranch. sur Guy Pape. quest. 117. —

Basnage Hyp. Ch. 7. p. 536

The Creditor cannot even be compelled to prosecute the debtor. & even if he commences a prosecution & does not follow it up — can the Caution be disch^d — Id. p. 538. 9 —

Guy Pape q. 117. p. 132.

Que si le cautionnement est indefini & sans aucune limitation de tems, la Caution n'est pas liberée par la prorogation du terme de paiement que le Creancier donne à son debiteur — — La raison est que le cautionnement ne finit pas lorsque le terme de paiement est echû, et par la prolongation que le Créancier en fait il n'est pas reputé se departir de sa premiere obligation, parceque cela ne se fait pas, novandæ obligationis causa, sed causa differendæ solutionis — le tems n'a pas eté employé en l'obligation du fidejusseur pour la faire finir apres icelui, mais pour en differer l'execution —

Lacombe V° Caution Sec. 5. N° 1.

Caution n'est dechargée par la simple prorogation du terme à son insçu — cites several authors — pas meme la Caution non solidaire — Secus — si la prorogation du terme etoit fort longue, et le debiteur devenu insolvable.

1. Desp: p. 671. Des Cautions. part. 2. tit. 2. Sec. 3 §. 8.

La Caution n'est dechargée de son Obligation par la prorogation du Terme porté par la premiere Obligation faite par le Créancier à l'insçu de la Caution — &c Et comme apres le terme expiré, la Caution ne laisseroit pas d'etre obligée si le paiement n'avoit eté fait — pareillement la prorogation du dit terme ne doit pas eteindre son obligation. —

Charonds Pand. du Droit Fr. liv. 2. ch 39. p. 393

Mais s'il n'y avoit que prorogation du Terme porté par la premiere obligation, d'autant qu'icelle ne pouvoit être tenüe pour novée, le fidejusseur n'en seroit dechargé — Jugé par arrêt du 26 avril 1558 —

Deniz.t V.o Caution
N.o 3 & N.o 4 —

Le cautionnement s'eteint encore par la Novation : c'est ce qui est etabli par l'art. 191. de la Coutume de Bretagne — "Quand le Créancier," porte cet article, "fait un nouveau Contrat "avec son debiteur, le plege non appellé, ledit plege ne sera "plus obligé ; mais si ledit Créancier prolongeoit seulement "le terme au debiteur, le plege ne seroit pas pour ce dechargé "et quitté de la plevine, si non que pendant ladte prolongation "le debiteur ne fut demeuré insolvable." —

La decision de la Coutume que le delai accordé au debiteur ne libere pas la Caution, est susceptible de difficulté — Elle ne doit pas être etenduë aux autres Coutumes. — Il est different de cautionner une personne pour un an, ou de la cautionner pour deux, et il y a lieu de croire qu'il faudroit, en ce cas, un nouveau Cautionnement. —

To elucidate this opinion, the author lays it down, in N.o 5 — Il n'est pas douteux que la Caution d'un fermier ou locataire, pour un premier bail, cesse d'être obligée lorsque le bail est renouvellé par tacite Reconduction —

Dic. Fr. V.o Caution pp. 256. 7. —

Arrêts de Papon liv. 10. N.o 33. pp. 583. 4. —

Le meme Caron au lieu predit rapporte avoir eté jugé par arret contre un nommé Lefort, le 26 avril 1558 que le Créancier ayant prorogé le terme de paiement au debiteur principal, que pour ce le fidejusseur n'est dechargé parce que ladte obligation demeure en sa force — Combien que devant le terme de ladite prorogation il ne puisse etre poursuivi — Mais en cette question qui a eté fort disputée entre les docteurs, convient user d'une distinction que — Ranchin a apportée sur la decision de Guidon Pape 117 — ou le fidejusseur s'est constitué plege & caution pour quelqu'un obligé a certain terms, veluti, s'il etoit obligé à la garde d'un chateau pendant six mois, et pour ce terme auroit baillé des pleges, cautions, et fidejusseurs — ce temps passé les fidejusseurs

Dic. de Brillon V.o Caution N.o 67 —

seront

seront decharzés, parceque l'obligation doit faite à certain temps — Que si apres ce terme passé, il est prorogé sans le consentement du fidejusseur, il n'en sera plus tenu. — Mais si l'obligation et le prêt est pure et sans terme de la part du Créancier, comme quand quelqu'un prête argent pure, mais le debiteur promet de payer a certain Jour, en ce cas s'il intervient un fidejusseur, combien que le Créancier differe le paiement en autre tems, par telle prorogation, le fidejusseur n'est pas libéré et decharzé — in ducta enim ad unum effectum contrarium non debent operari — Car le terme du paiement est prorogé et differé non pour nouver — l'obligation, mais simplement pour differer le paiement de la Somme dûe par icelle obligation &c

Et ledit Ranchin rapporte l'avoir ainsi vû juzer par deux arrets de Grenoble. —

2 Argou 379. 80. Is nearly to the same effect — On demande si les Cautions sont decharzés lors que le Créancier accorde un delai au debiteur sans la participation des Cautions? Voici la distinction que l'on a faite — Si l'obligation est pure et simple et ne contient aucun terme pour le paiement le delai donné par le Créancier ne decharze point les Cautions mais si l'obligation contient un terme, le Créancier qui le prorozge sans le Consentement des Cautions les decharze malgré lui de leur cautionnement. —

Poul: du Parc Princip: du Dr: Fr. 5e. Vol. p. 366 du Cautionnement

Bretagne

Quoique la simple prolongation du terme accordée par le Créancier sans la participation de la Caution, n'importe pas de Novation, elle opereroit cependant la decharge des Cautions, si le debiteur devenoit insolvable depuis cette prolongation. — Bretagne. art. 191.

Repre. Vo. Caution p. 774 — 2e Col.

Une prorogation n'empêche pas que la dette ne subsiste et que la Caution ne prenne ses mesures, ou pour contraindre le debiteur à s'acquitter, ou pour veiller à sa Solvabilité — D'ailleurs on peut dire, que la prorogation doit faire autant de plaisir à la Caution, qu'au debiteur lui-meme. —

1. Domat. p. 193 - sec. 2. Somn. 5r

Le fidejusseur ne peut obliger le créancier de faire des diligences contre le debiteur —

Id. sec. 3. N°. 3 p. 194 - Des Cautions.

O. Deniz. v° Caution N° 29. —

Si le principal obligé est en demeure de payer le créancier au terme, le fidejusseur peut le poursuivre apres le terme echû pour l'y obliger, quoique le créancier ne demande rien. — Et si l'indemnité du fidejusseur etoit en peril, il pourroit même agir avant le terme pour sa sureté — Ainsi lorsque le debiteur dissipe ses biens, ou qu'ils sont saisis, le fidejusseur peut s'opposer, & faire les autres diligences que les circonstances du peril rendront necessaires. —

Sentiment of Pothier. N° 380. Obl. & of Poullain Du Parc 5r. Vol. 358. — "La Caution en s'obligeant a du prévoir, "l'evenement d'une faillite, et meme quand le Créancier "a exigé une Caution l'on doit penser qu'il envisageoit "cet evenement". — —

No. Guichaud & al. v. Day. —

Quest.n as to the priviledge of the bailleur du fond against the tiers detenteur, independant of any mortgage stipulated by, or arising from the deed of Sale. —

The vendor is not considered as having transferred to the purchaser the right of property in the realty sold but in so far only as the latter has paid the stipulated price — hence it follows that while a part of that price remains due, the vendor retains his right of reclaiming a right of property in the estate sold, by the action in rem scripta, directed against all persons holding the possession of such Estate — This revocatory action, operates a dissolution of the mortgages created by all subsequent purchasers according to the maxim nemo plus juris in alium transferre quam ipse habet. —

Besides this action, the vendor may exercise his droit de suite upon the realty when sold, in order to be paid by preference out of the monies arising from the Sale. —

2. Fer. Gr. Comr. on 175. art. p. 1330. No. 33. —

Ferriere in his Commentary on the 175th art, observes that according to the earlier jurisprudence the Vendor retained no priviledge over the Estate he sold, but only his personal action agt. the purchaser, and cites the opinions of some writers and arrets to that effect — but he says, that by latter decisions this jurisprudence has been changed, and the priviledge of the Vendor is now allowed without any stipulation or special mortgage to this effect — "il a eté arreté que celui qui a vendu un heritage moyennant un certain prix. à payer dans un tems prefix, à faute de paiement d'icelui

d'icelui, il a une hypotheque tacite sur la chose et encore qu'il n'y avoit aucune stipulation ou convention pour cet effet — et non seulement il a une hypotheque tacite du Jour du Contrat, mais aussi privilegiée et perferable a tous autres &ca"

And here, Ferriere very justly observes that this seems to be the Spirit and intention of the Custom, for if by this 175th art. a privilidge and preference was given to the vendor of moveables as to the payt of them, with how much more equity and justice ought it to be granted on the sale of real Estate. —

see arrets cited —

Repr. Vo Privilege p. 690. —

Il est juste que le vendeur qui n'a point eté payé, soit préféré à tous les autres Créanciers — la raison en est — qu'il n'est censé avoir vendu que sous la Condition tacite que l'acquereur ne deviendroit proprietaire absolu, que quand il auroit payé le prix entier de son acquisition — le fond est un gage que le vendeur se reserve jusqu'a ce que le prix soit acquitté — il ne fait par la aucun tort aux Créanciers de l'acquereur, puisqu'ils n'auroient point eu de droit sur le fonds, s'il ne l'avoit point vendu a leur debiteur &ca —

Hericourt. Vente d'Im. p. 207. —

O. Denisr. Vo Ordre. No. 15.

Le vendeur originaire de l'heritage decreté, a pour le prix de la vente et les accessoires qui lui restent dus, un privilege qui suit immediatement celui du Seigneur — et ce privilege a lieu lors même qu'il n'a pas eté stipulé par la vente, ainsi qu'on le peut voir par l'extrait d'un arret d'ordre rapporté par M. Bouguier lettre H. No 12. see also. Henrys tom. 2. liv. 4. ch. 6. quest. 109. p. 637. 8. —

Brodeau.

Brodeau. on 177 art. Coul. p. 434. —

Et par identité de raison, nous tenons en France, que le meme droit de preference peut être pretendu en vente d'heritages et autres biens immeubles, bien que le vendeur n'ait point stipulé par le Contrat l'hypotheque speciale, laquelle est supplée et sous-entenduë —

Loüet. lettr. H. N. 21. Loiseau du Deguerpissement liv. 3. ch. 3. N. 6. —

Poth: Hyps. p. 426 —

Pothier ranks the hypothecque of the Vendor upon the property sold, as one proceeding from the law alone without any Contract to this effect — "Telle est "enfin celle que le vendeur d'un heritage a sur cet heritage "pour le prix qui lui est dû. — Les loix Romaines ne "donnaient point cette hypotheque au Vendeur — elle "est de notre droit." —

Domat. liv. 3. tit. 1. sec. 5. p. 180.

No. 1

Domat here defines what privilege is, and applies it to this Case — "Le privilege d'un Créancier est le droit distinguë que lui donne la qualité de sa créance, qui le fait preferer aux autres créanciers et même aux hypothecaires quoique anterieurs. —

No. 4.

Celui qui a vendu un immeuble, dont il n'a pas reçu le prix, est préféré aux créanciers de l'acheteur et à tout autre sur le fond vendu — Car la vente renfermoit la Condition que l'acheteur ne seroit le maitre qu'en payant le prix — Ainsi le Vendeur qui n'en est pas payé, peut, ou retenir le fond, si le prix devoit être payé avant la delivrance, ou le suivre en quelques mains qu'il ait pû passer, s'il l'a delivré avant le paiement". —

1 Battur. Fr. des Priv: Hyps. p. 84 No. 62. —

Le Vendeur n'est censé transmettre à l'acquereur la proprieté de l'Immeuble vendu qu'autant

que

que celui-ci en payera integralement le prix ; d'ou il suit, que tant qu'une portion de ce prix restera dûe, le vendeur conservera le droit de faire rentrer l'immeuble dans son domaine en vertu de l'action in rem scripta, dirigée contre tout detenteur de cet immeuble -- Cette action revocatoire opere la resolution des hypotheques créés du chef des acquereurs successifs, d'apres la maxime — nemo plus juris in alium transferre potest quam ipse habet. —

N°63. Indepandamment de cette action revocatoire, in rem scripta, qui resulte evidemment du droit commun, et des dispositions textuelles du Code Civil, la loi a accordé au vendeur un droit de Suite pour se faire colloquer sur le prix de l'Immeuble vendu par préference à tous autres hypothecaires ou privilegiés sur le même immeuble &c. —

N°66. Si un privilege est accordé au vendeur pour le prix qui lui est dû en vertu du Contrat, il est evident qu'il faut que le Contrat porte en soi la preuve de cette dette : d'ou il resulte, s'il portait quittance, on ne serait pas recevable à recourir à des actes etrangers, pour etablir que cette quittance est sans fondement ou qu'elle est simulée — l'acte de Vente seul et son texte peuvent être opposés aux tiers Créanciers — Au reste, peu importe que l'acte de Vente soit autentique et ait une datte certaine, ou qu'il soit sous seing privé, ou sans date certaine ; les Créanciers de l'acquereur, qui excipent de cet acte de mutation, quelle qu'en soit la forme, pour fonder leurs droits privilegiés ou hypothecaires ne peuvent être reçus à l'admettre dans leur interet, et à le rejetter, dans celui du Vendeur. —

See on other side Fawell v Heelis.

No 375 -
Robertson & al
vs
Desrivieres Beaubiens
&
Enoch Gerrish
&
Bank of Montreal } Opp^ts

In this Case the Opposition of Enoch Gerrish was afin de conserver on the monies levied by the Sheriff from the sale of the lands & tenements of the Defend^t founded upon a transfer of ~~two~~ Obligations made by the Defd^t to one Daniel Robertson of Montreal, Merchant, dated 5 ~~March~~ May 1823. and 21 Septr 1824. and by the said Daniel Robertson transferred to the said Enoch Gerrish by act of 28^e Augt 1828 - The Opposition of the Bank of Montreal was in the nature of a claim in sous ordre, or as exercising the rights of the said Donald Robertson, by which they stated that at the time of the above transfer so made by the said D. Robertson to the said Enoch Gerrish, Robertson was indebted to the Bank in a large sum of money, and was in a state of insolvency and unable to pay his debts, and that the said transfer was made in fraud & connivance ~~with~~ between the said Robertson & Gerrish, without consideration and to defraud Robertson's Creditors, and therefore that the said transfer should be set aside, and the monies levied be equally divided among Robertson's Creditors -

---

2 Ambler's Rep. 723.4
Fawell vs Heelis } on Note

~~One~~ A Vendor has in equity a clear lien upon the Estate sold, for the purchase money, unless there is a special agreement, express or manifest that such lien shall not exist - The mere circumstance of taking a bill of exchange or promy note for the purchase money, is not evidence of such agreement -

No 1846.—
Squares
v.
Stoddard

Question as to granting a new trial for smallness of damages—

2 Stra: 1051—
Barker v Sir Wolston Dixie

In an action for a malicious prosecution of an Indictment for felony — The Jury found for the Pleff and gave 5/ damages — and upon motion for a new trial on account of the smallness of damages — the Court held there could be no new trial on that account —

2 Str. Rep. 940
Hayward v. Newton

An action was brot. for these words spoken of the pleff as a wine merchant — "You are a rogue, villain and rascal, and sell by short measure" — and the Jury gave 20/ damages — And though it was thought a hard case, yet the Court said, it had always been denied to set aside a verdict for smallness of damages, and therefore denied it in this Case —
Quere by Reporter — why it is not written the reason for setting aside a verdict for excessive damages. —

2 Dougl. Rep 509
Mauricet v. Brucknock

An action on the Case for maliciously suing out a writ of Bankruptcy agt the Pleff, & also for maliciously holding him to bail for £1020. — The Defendt. let Judgt. go by default, upon which a writ of enquiry was executed, and the Jury gave only £5 — Damages — Rule obtd. to shew cause why the Inquisition should not be set aside on account of the smallness of Damages — It was objected that the Court never set aside Verdicts for smallness of damages — Rule discharged —

8 Moore Rep. 339.
Green. v. Spateman

When for smallness of damages the Court refuse to grant a new trial, as there was no mistake of Law —

No. 2229.

Ross. — } Question as to the effect of a stipulation in an
Lacroix. } obligation for the delivery of a certain quantities
of potashes at certain specifi periods, where this
is covenanted to be done "à peine de tous frais dommages
"interets & depens" — whether under these words the
Creditor is entitled, in case of the default of the debtor to
deliver the potashes at the times stipulated, but
without any demand made or demeure established at
him, to claim as well the value of the article at the
time of the delivery, as interest upon that value? —

The law seems to require some active proceedings
on the part of the Creditor to put his debtor en
demeure, to entitle him to any damages beyond the
value of the article. —

Poth. Ob. No 143. C'est encore un effet de l'obligation de donner, de la
part du debiteur, que lorsqu'il a été en demeure de —
satisfaire à son obligation, il soit tenu des dommages
et interets du Créancier resultans de cette demeure, et
qu'il doive en consequence l'indemniser de tout ce qu'il
auroit eu, si la chose lui eut été donnée, aussi tot qu'il
l'a demandée. —

No 144. Observez que suivant nos usages, un debiteur n'est
censé mis en demeure de donner la chose par lui due,
que par une interpellation judiciaire valablement
faite, et seulement du Jour de cette interpellation —

No 145. Ordinairement le debiteur ne doit que les fruits qui ont
été, ou pû être perçus depuis l'interpellation judiciaire qui
l'a mis en demeure — et les interets ne courent pareillement
que depuis ce Jour. —

Poth. ob. № 161 — As to the nature of the damage where no fraud is to be imputed to the Debtor, it must be limited to the object to be delivered, dammi & interesse propter ipsam rem non habitam as in case of the sale of a horse of the Vendor failed to deliver if the value increased — that increased value is the only damage

Donat. loo. 1. lit. 2. Sec. 2 §. 18. p. 29. —

№ 169. as to the damages accruing from the retard to perform the obligation they are due only after the debtor is en Demeure. —

Id. № 170. —

№ 144 and

The Roman law considered that the penalty was encurred by the mere lapse of time of the day of delivery, without any demand — But this principle was never admitted in the French law —

№ 349 — Suivant nos usages, soit que l'obligation primitive contienne un terme dans lequel elle doive être accomplie, soit qu'elle n'en contienne aucun, il faut ordinairement une interpellation judiciaire, pour mettre le débiteur en demeure; et pour donner en conséquence ouverture à la peine. —

Merlin. Vo Demeure

Domat

This not only was, but is the Jurisprudence at the present day, but with some little alteration —

6 Tullier p. 257. № 244. says — Dans la jurisprudence Française, l'expiration du terme fixé par la Convention ne suffisait point en general, et ne suffit point encore — aujourd'hui, pour constituer le debiteur en demeure, lorsque à l'epoque convenue le Créancier reste dans l'inaction, lorqu'il ne provoque point le paiement ou l'execution de l'obligation on presume, comme on le faisoit a Rome dans les obligations pures & simples, qu'il n'eprouve aucun prejudice du retardement Il ne peut donc pretendre de dommages & interets — Pour constituer le debiteur en demeure, il faut suivant l'art. 1130 une sommation ou un autre acte equivalent — —

See also. № 245 — as to a stipulation of Demeure being ineffectual —

Lecamus Interets p. 76. Sec. 5

Les Cas ou il est dû des interets des Creances, pour tenir lieu de dommages & interets, sont ceux ou le Creancier a reçu un tort evident de la part de son Debiteur par l'injuste detention ou le retard prejudiciable de celui-ci, et ou la reparation de ce tort se trouve justement fixée à la peine ordinaire du debiteur judiciairement mis en Demeure, en la faisant remonter au moment ou le tort a été fait. —

Dec: Ferrière, Vo Clause penale

Les clauses penales, de meme que les clauses resolutoires ne sont jamais prises à la rigueur, et ne passent que pour commminatoires, et on n'est jamais condamné a subir la peine, a moins qu'on ne soit en demeure d'accomplir la promesse que l'on a faite. —

Merlin. Vo Dom: & Interets - p. 27 -

Les dommages & interets ne sont dûs que lorsque le debiteur est en demeure de remplir son Obligation &c.

Domat. liv. 3. tit. 5. sec. 2. §. 5. p. 205.

Id. liv. 1. Tit. 2. Sec. 2. §. 17. p. 29. -

Lorsque les questions de droit ont été jugées, et qu'il est reglé que les dommages & interets sont dûs, et en quoi ils consistent, il reste une troisieme question de savoir a combien il faut les estimer — ce qui ne doit être regardé que comme une question de fait. — Ainsi par example, si celui qui avoit vendu du bled qu'il devoit livrer à un certain Jour, dans un certain lieu, y ayant manqué, on juge par les circonstances qu'il ne doive pas d'autres dommages et interets, qu'à cause que cet acheteur a été obligé d'acheter d'autre bled dans ce même lieu à un plus haut prix, il ne faut pour estimer ce dommage que voir de combien il a acheté plus cher — ce qui n'est qu'un fait. —

Dic: de Droit
Vo Demeure. — Demeure signifie retardement, ou le tems qui court au dela du terme — Comme quand on dit, cet homme est en demeure de payer — de rendre telle chose — Auquel cas il faut le constituer judiciairement en demeure, pour avoir des interets, dommages et depens. —

Id. vo Interets — Vide —

Le camus — as cited —

2 Ph. Ev. 122 — A contract for the payment of interest may be implied from the course of dealing between the parties, as where it has been charged and paid in former and similar accounts, or from the usage of trade, see case cited 1 Campb. N. P. 52. Nichol. v Thompson —

2. Barn: & Cress. 624 — Gainsford vs Carrol & others } In assumpsit for not delivering goods upon a given day, the true measure of damages is the difference between the contract price, and that which goods of a similar quality and description bore, on or about the day when the goods ought to have been delivered. —

1 Camp: N. P. 52 Nichol. v Thompson } Ld Ellenborough refused to allow the pleff interest, till on inspecting the acct it appeared that interest had been allowed on former balances, which evidenced the mode of dealing between them —

9. Barn: & Cress. 381 Page. vs Newman } Ld Tenterden — I think that we ought not to depart from the long established rule, that interest is not due on money secured by a written instrument, unless it appears on the face of the instrument that interest was intended to be paid, or unless it be implied from the usage of trade, as in the case of mercantile instruments. —

2 Barn: & Cres. 349
Higgins. v Sargent

Abbot Ch. J. It is now established as a general principle, that interest is allowed by law, only upon mercantile securities, or in those cases, where there has been an express promise, or where such promise is to be implied from the usage of trade, or other circumstances. —

No. 1434.

Masse. a
vs.
Larocque vux

On question whether the widow after having married a second husband, can, under his authority, make an Inventory and renounce to the Community between her and her first husband, on a prosecution raised agt. her at the instance of the Creditors of her first husband, several years after his death

1818. Febr. Obligation by Franc. Chapdelain & Lariviere to the Pleff for 1506 ~~the has~~ during the Community between him & Genevieve Normand his wife —

1829. Novr. 3 — marriage between the Defendr. Larocque & Genevieve Normand, widow of Franc. Chapdelaine —

1831. May 14 Inventory of the Community that subsisted between the late Franc. Chapdelaine & Genevieve Normand made by the latter under the authority of her husband Larocque —

1831. May 17 Renonciation of Genevieve Normand to the said Community —

3. Fer. Gr. Comre. on 241. art. Cout. p. 584. No. 7 —

Que si c'est la veuve qui a convolé en Secondes noces sans avoir fait Inventaire, elle ne le peut faire sans etre autorisée de son mari, ou par justice à son refus — cite Troncon on same article —

Troncon. on 242. art. Cout — p. 501. — La femme si elle est convolée en Secondes ~~noces~~ ou troisiemes noces, ne peut faire la cloture de l'Inventaire de sa premiere Commte. si elle n'est autorisée de son mari, ou par la Justice à son refus pour cet effet. —

Poth. in his Tr. de Commte. No. 938. 939 — would seem to be of a different opinion

Bruneau
vs
Bruneau
&
Charbonneau
&al — oppt
&
Aubertin, Intervs

On question whether a will made by a wife in favor of her husband prior to the Provr. Stat. of 1801, is that kind of vicious title which will prevent the husband & his heirs from acquiring by a possession of thirty years & upwards, a sufficient title to the property so given, agreeable to the 118e. art. of the Custom. — and 2d — whether, in case the prescription will not hold, on the exchange made by the husband of the real Estate so devised to him, for another Estate — the Estate so taken by him in exchange is by law subrogated in the lieu & place of that given by him, so that the heirs of his wife can exercise their claim thereon, as their propre heritage? —

1st See Fer. Gr. Comr. on 118e. art. No. 4. p. 426. — Dunod. Prescrip. part. 1. Ch. 8. p. 50 — Le titre vicieux quand il paroit prouve la mauvaise foi & empeche la prescription — ce qui s'entend d'un titre capable par lui-meme de transferer la possession, mais qui est nul dans l'hypothese — Or la nullité du titre vient de la prohibition de la loi qui defend de faire certaines choses, & qui declare nul ce qui sera fait au contraire. — &c

2° By the 143e art. Cout. heritage pris en echange prend la nature de celui qui est donné en echange —

La decision de cet article est fondée, sur ce que la chose qu'on prend a titre d'echange est de la même nature et qualité que celle qu'on a baillée par une subrogation qui se fait de plein droit. —

Ainsi l'heritage changé contre un propre est sujet au douaire. —

heritage maternel, peut devenir paternel — pour faciliter les partages —

Russel & Co
v
Field —

Plea — That similar action for same object had been instituted & was then pending before a competent Court in the State of Vermont —
Demurrer to plea — Quere —

1 Bac. Abr. Title Abatement (M)

An action depending in an Inferior Court cannot be pleaded to an action brought in one of the Courts at Westminster for the same thing — cite Dyer. 92. 97 — 2 Wils. 87. —

If an action is brought in the Court of Kings Bench or Comm. Pleas, and the Defend. pleads that an action pending for the same matter in Ireland or the plantations — this would be no bar to the jurisdiction of the Court here. — and the law should be the same, if such a plea is pleaded to a suit in Equity — cite L. Hardwicke. Foster v Vassall. 3 Atk. 589 — Dillon. v Alvarez. 4 Ves. 357.

And a suit pending in England, is not a good plea in bar to a subsequent suit in the plantations for the same matter — cite Bayley v Edwards. 3 Swanst. Rep. 703. —

It has been determined, that if an action be brot in Ireland on a bond — and sued to Judgt there — that Judgt cannot be pleaded to an action in the Courts here. Harris. v. Sanders — 4 Barn. & Cres. 411. —

4 Pardess. Droit Com. p. 200. No 1478.

Tout Français, Créancier d'un étranger, peut traduire celui-ci devant un tribunal Français, sans que l'exception de litispendence devant un tribunal étranger pour la même affaire puisse être admise. —

No 233

M. G. Gaudard vs Jn Bte Bouquet de Dufort —

Action en Separation de Biens. —
In this Case and in several others now before the Court, proceeding by default agt the Defendts it became a question, how far the wife was entitled to obtain this kind of Separation, where she had brot no dot to her husband, and where nothing was stipulated in her favor by her Marriage Contract, even on proof of the deranged state of her husband's affairs, or of his dissipated habits. —

Le Brun. Comté p. 322. liv. 3. c. 1. No. 9. —

Mais les separations sont ordinairemt. accompagnées ou de beaucoup d'Equité, ou de beaucoup d'injustice, ce qui depend des circonstances — On les doit quelquefois accorder pour l'interet du Sexe, et pour celui de toute une famille, à qui la separation de la mere est une ressource. — Quelquefois aussi on les doit refuser pour la gloire du Sexe qui ne doit pas venir aux derniers extremités, pour quelques pertes que cause la mauvaise fortune. —

Poth. Comté No. 512. —

Le peril de la dot de la femme etant le fondement ordinaire des demandes en separation de biens, en doit-on conclure qu'une femme qui n'a apporté aucune dot a son mari, ne puisse jamais demander cette separation ? — Non — Car une femme qui n'a apporté aucune dot, peut avoir un talent qui lui en tienne lieu — Comme lorsqu'elle est une habille Couturiere — une excellente brodeuse &ca — Si cette femme a un mari dissipateur, tous les gains qu'elle fait de son talent, entrant dans la Communauté, ne servent qu'a fournir aux debauches de son mari, ou sont la proie de ses créanciers — La femme a donc interet d'obtenir la separation de biens, pour se conserver à l'avenir les gains qu'elle peut faire de son talent. —

Merlin – Repse Vo Sepn de Biens cV. 8. –

Une femme qui n'a apporté aucune dot à son mari, peut elle demander la Separation? – La negative semble resulter du principe que le peril de la dot est le seul fondement legal de ces sortes de Demande. – Cependant Pothier decide la Contraire – & cites the above authority from his Traité de Comte No 512 –

Voici un arret tout récent qui confirme cette doctrine – Pre Lefoulon et Henriette Noury se marient sans contrat de mariage – Faillite de Lefoulon – Ses créanciers font vendre ses biens – La femme se pourvoit contre son mari en separation de biens – Le 26 Janvier 1808. Jugt du Tribunal de premiere instance qui deboute sa demande, attendu qu'elle n'a pas de reprises à exercer contre son mari – Mais sur l'appel, arret du 16 Mars suivant, par lequel, Considerant que les principes par le Code Civil sur la separation de biens provoquée par la femme contre son mari, – n'ont rien changé à l'ancienne legislation – que suivant l'ancienne jurisprudence, fondée sur les dispositions des lois Romaines, et attestée par les auteurs les plus accreditès, la femme quoiqu'elle n'eut pas de Contrat de mariage, pouvait se pourvoir en separation de biens, pour la Conservation, tant du pecule qu'elle pouvait acquerir par son industrie, que de tout ce qui pouvoit lui echoir par la suite, par Succession, donation, ou autrement, et ce lorsque les affaires de son mari etoient dans un desordre notoire; Et attendu que ~~par des~~ pieces produites par l'appellante il resulte une preuve suffisante du desordre des affaires de son mari et de son inconduite – Que d'ailleurs en pareille circonstance, la separation de biens est la

seule

seule ressource que la Justice puisse offrir à une epouse malheureuse pour lui procurer les moyens d'exister, et d'elever sa famille — La Cour dit, qu'il a eté mal jugé &c.

la peyrere v. Separation p 671 -

The Cause of the Children is favourable, and in cases of Separation it is held — L'education des enfans doit être donnée à celui des Conjoints qui n'a pas donné lieu à la Separation, quoiqu'il doive etre aussi condamné à les nourrir — arret du 8 Juillet 1698 —

No. 1779.

Ths. Badger & al
vs
Dewitt & al

June Term 1833 —

Whether on a bill drawn in Canada on a mercht. in a Country town in England, a protest for non-acceptance, & for non-payment can be made by the Notary on exhibiting to him the letter of a person stating a demand & refusal of the drawee to accept & pay? —

Poth. No. 155.
Chitty. p. 217

The form of the protest should always be conformable to the Customs of the Country where made —

Chitty — Ib. —
4 T. Rep. 175.
Leftley. v. Mills

The demand is the material thing, and must, it is said, in the case of a foreign bill be made by a Notary public himself, to whom credit is given, because he is a public Officer, and it cannot be made by his Clerk —

4. T. Rep 175 —

The making the demand is a material part — The party making the demand must have authority to receive the money —

Savary.
Boucher.

Pothier. Change No. 135 — says, that agreeable to the Ordce of 1673. tit. 5. art. 8 — The notaries or huissiers — who make the protest — "doivent se transporter au domicile "de celui sur qui la lettre est tirée, pour y faire l'acte de "protêt" &c — This acte should contain 1° une sommation de payer &c 2° mention de la réponse de celui à qui elle est faite —

Chitty. 217 —

If there be no public Notary at the place where the bill is dishonoured, it may be protested by any substantial person of that place in the presence of two or more witnesses —

1 Bell's Com. 413 — A protest is a Semi-judicial act, made by a Notary public & witnesses — the purpose and effect of which is, 1st to state the demand and answer, in order to establish the fact of failure to accept or pay the bill — 2d To make a solemn assertion of the holder's claim of recourse —

Chitty 215. It is the proper ground of action, & the want of it cannot be supplied by the testimony of witnesses or oath of party —

1. Bell. Jd. 414 — The Notary himself, must according to our practice, make the presentment, or be present, &c — And it does not appear to be the law in England, more than here, that the presentment can be made by any one except the Notary himself, who is trusted as holding the character of a public Officer. —

No 878
Hutchinson v Armstrong & Moffat & al Intervs

On question whether the proprietor can sue on a contract made by his agent in his own name & under a del credere Commn —

It is a general principle of law, that the sale by a factor, creates a contract between the owner & the buyer — It was however at one time doubted, whether this principle would hold where the agent was acting under a del credere Commission — see Bul. N.P. 130 (a) & case of Alderton v. Scrimshore. 2 Str. 1182 — is cited — (which ought not to hold as law, it being merely the opinion of the Jury agt that of the Court) But it has been long settled by numerous decisions, that the owner is entitled to sue even in the case of a del credere Commission — and the only instance where the rule will not hold, is, where there is something due by the Owner to the Agent, for there the lien of the agent is admitted to hold on the property in the hands of the buyer — see 1 Esp. N.P. Dig. 130 — Escot v Milward — and Cowp. 251 — 5 Drinkwater v Goodwin — 7 T. Rep. 359. — George v. Clagett. —

But where there is nothing due to the factor is Agent, the right of the owner seems to be clearly established — see 3. Chitty Com. Law. p. 201 — & authorities there cited (note 7.) —

3 Chitty Com. Law p. 201 —

Paley - 324
Edit —
1 Atk. 248.
1 T. Rep. 113
— 360

It is a maxim which is daily acted upon, that if a factor sell goods for his principal, the action may be brought either in his name, or in that of the principal. —

And though the agent act by a del credere Commission which makes him liable at all events to his employer, yet the responsibility of the buyer to the employer is not altered by that circumstance. — Paley. 324

" — 111
in note — (3)

A factor or broker acting under a Commission del credere, is a Surety to his principal for the solvency of those with whom the principal deals through his agency — he is in no case, as regards his own employer, himself the principal in any Contract which he may make for him, and is liable only in default of those with whom he deals — It follows therefore, that before he can be charged, it must be averred in the declaration and proved at the trial, that the principal debtor has made default — ~~Jp~~ Ld Ellenborough in Morris. v. Cleasby. 4. M. & S. 574. —

Bac. Ab.
Tit. Merch^t (B)
395. —
Pardessus. No 1280

And where the assignees of a bankrupt agent, received from the purchaser of goods the payment of them, after the bankruptcy, they were obliged to refund the money to the proprietor, who was not considered ~~liable to~~ bound to rank as a Common Creditor on the Estate of the bankrupt. —

Id. - p. 389.

And where the factor or agent receives the money on the sale of goods, and invests this money in other goods, & remains unpaid — those other goods shall be taken as a part of the Owners Estate, & not the factors.

Woolrych's Com^n Law. p. 324.

Comyns on Cont. 190 540.

Where a factor in consideration of an additional Commission, undertakes to guarantee the solvency of the Vendee, this guarantee should be in writing to satisfy the Statute of frauds. —

3. Pardessus — Cours du Droit Comm^l — N° 1279 p. 426. — —

A plus forte raison, quand le Commissionnaire a vendu les marchandises d'après les ordres du Commettant, celui-ci ne pourroit les — revendiquer entre les mains des acheteurs, ou les empêcher de les enlever, si elles ne l'étoient pas encore — mais le prix qui en est dû, est subrogé à la chose, et peut être revendiqué. —

Si les acheteurs le doivent encore, en tout, ou en partie, le Commettant peut leur signifier une opposition, pour empêcher qu'ils ne versent ce qu'ils doivent, dans la Caisse de la faillite, et former demande pour qu'ils le versent entre ses mains. —

Les Créanciers du failli ne pourroient exiger que ces sommes fussent payées à la masse, sauf au Commettant à entrer en Contribution — Ils n'auroient pas ce droit, même quand le Commissaire failli auroit répondu du Decroire. — Cette circonstance particulière ne change rien à la nature des rapports respectifs, parceque le Commissionnaire qui répond du Decroire, n'acquiert pas la propriété des marchandises. —

Pour l'exercice de cette Revendication, le Commettant à qui le failli n'auroit pas remis ou addressé, à fur & mesure, les bordereaux, dont nous avons parlé, n. 56. peut obtenir de compulser les registres

de

(p. 501)

No. 1082.

June Term 1833

Gibb & al vs Phelps. — & Phelps opt

The Caution, or security for the Defendt Phelps having paid to the Pltffs their debt on the Judgt they obtained agt the Defendt & having obtained from them a transfer of their rights, sued out execution on the Judgt agt the Defendt

Quære — whether the Caution could make use of the names and Judgt obtd by the Pltffs & sue out Exon thereon agt the Defendt to reimburse the amount pd?

—

2. Fer. Gr. Comn on art. 108 — No. 16. pp. 128. 9.

En effet par la mutation du Créancier, le droit de faire mettre à execution l'acte qui a son execution parée, n'est pas eteint. —

Lacombe. vs Transport — No. 5 —

Le Cessionnaire peut agir par action utile en son nom, soit que l'action soit reelle ou personnelle, ou au nom du Cedant. —

Renusou. Subn Ch. 9. No. 32. p 178

says — D'ailleurs le debiteur n'a point d'interet d'empecher que sa Caution soit subrogée au créancier — au contraire il a interet de n'avoir plus qu'un créancier — Car le Créancier agissant contre la caution, et la Caution agissant en recours contre le debiteur principal, cela pourroit causer des frais.

No. 1095.

De Beaujeu.
vs
De Longueuil

Action for 28 years arrears of rente Constituée—
Plea—Prescription—Repn. War between
Great Britain & France, where Plff
resided until the year 1814—

Quere'—whether the effect of the Ordinance
of 1510 of Lewis the 12th—establishing the four
years prescription agt the arrears of Rente Constituée
a prix d'argent, is toll'd by war?—

Cartier, femme Hubert v. Cartier —

Whether on a Judgment of Separation, de biens followed up by a renounciation to the Community the wife is entitled to sue in her own name alone for any rights belonging to her, —? —

The 224th art. of the Custom, and the general course of authorities require that the separation ought not only to be adjudged, but ought also to be executed, before the married rooman can sue for any right in her own name — The reason why this execution is required, is, that creditors may not be deceived by any contrivance or collusion between the husband & wife by a claim upon property of the husband under pretence of this separation — see the diff.t authorities.

Poth. Puiss.ce du Mari &c. No. 18.

Il reste à observer, pour qu'une femme puisse être regardée comme separée, et qu'elle puisse en consequence, faire, sans autorisation les actes d'administration de ses biens, il ne suffit pas qu'elle ait obtenüe une sentence de separation, il faut que cette sentence ait eté mise a execution, soit par la restitution de la dot, soit par des poursuites pour se la faire restituer, qui soient subsistantes. —

La raison est, qu'une sentence de separation, lorsqu'elle n'est pas suivie d'execution, est regardée comme nulle et non avenüe — refers to No. 518. Com.té —

which

which says — Enfin, pour qu'une Sentence de Separation soit valable, il faut, comme il est dit par l'article ci-dessus rapporté, qu'elle ait été executée sans fraude — c'est-a-dire, qu'il faut qu'en execution de la Sentence de Separation, le mari ait restitué à la femme sa dot, ou du moins qu'elle ait fait des poursuites pour se la faire rendre, et qu'elle ne les ait pas abandonnés.

2 Argou 213 — Elle est obligée de faire executer la Sentence de Separation, autrement elle ne lui serviroit de rien contre les Créanciers du mari, qui seroient toujours en droit de faire saisir les revenus des biens de la femme, si le mari en etoit demeuré en possession —

Observ.ⁿ ou 224 art. Cout. 3. Gr. Com.ᵉ p. 195. N. 7 & N. 8. — Ce mot, executée, a fait naitre plusieurs difficultés pour savoir ce qu'il faut pour executer une Sentence de separation, afin qu'on ne la presume pas — frauduleuse — La maniere la plus commune est de faire un Proces Verbal de Vente des meubles du mari; mais comme il se trouve souvent que les meubles ont eté saisis par des Créanciers, alors une restitution de propres à la femme, ou quelque autre acte suffit pour justifier qu'il n'y a point de fraude, comme une Saisie reelle, ou autres actes forcés. —

N. 8 Il est certain que par la Sentence de Separation, la Communauté est dissoute, non pas tout-a-fait, comme par la mort, mais en sorte que la femme peut ou accepter la Communauté, ou y renoncer, et en renonçant reprendre ce qu'elle a apporté en faveur du mariage — Mais si

la

la femme accepte la Communauté, on fait un Inventaire et partage des ~~la Communauté~~ effets — Si elle y renonce elle devient Creancière de son mari, et par la separation elle devient emancipée, elle peut disposer des meubles et effets mobiliaires, et s'obliger jusqu'a concurrence de ses meubles et de ses revenus sans l'autorisation expresse de son mari

Actes de Notorté de Denizart, du 26 Juillet 1707. pp. 324. 325.

Il est vrai que l'execution de la Sentence de Separation se fait et se prouve communement par une vente de meubles; mais elle se peut faire par un partage de la Communauté, par la restitution de la dot, par des Saisies-reelles, et des Oppositions aux decrets, et generalement par les actes sans fraude, qui conduisent à l'execution de la Sentence — et s'il se fait un Inventaire lorsque la Communauté subsiste, ce n'est pas pour parvenir à une Vente, mais pour diviser les biens des Conjoints, pour en jouir apart & divis. —

C'est pourquoi il faut remarquer dans une separation deux objets —

1° La demande pour le passé —

2° Pour l'avenir —

Pour le passé jusqu'au Jour de la Sentence de Separation, l'on doit observer ce que nous avons remarqué; mais ce qui se fait pour le passé, n'a point de rapport pour la Suite — Car il est trés Constant que la Demande en separation, dés le moment qu'elle est jugée, opere une Separation de biens en vertu du Jugement qui la prononce; et qu'il y ait une Communauté acceptée jusqu'au Jour du Jugt — ou une renonciation, cela n'empêche pas, que de ce moment la Communauté ne soit dissoluë pour

l'avenir

l'avenir, que le mari n'engage plus la femme et que la femme ne jouit pas des acquisitions que fait le mari — mais que l'un et l'autre jouisse de leurs biens par divis en dépendamment l'un de — l'autre, sans que les Créanciers de l'un ayent action ni droit d'agir contre l'autre. —

No. 878.
Hutchinson
v.
Armstrong
&
Moffat & al.

de ce dernier, pour connoitre les acheteurs, et exercer ses droits — Il importe peu dans ce cas, que ces livres n'indiquent que le failli lui-meme comme Vendeur, et ne designent point pour le compte de qui il a opéré, pourvû que les recherches, et comparaisons des numeros d'entrée et sortie des divers objets, le rapprochement des marques, les factures, la correspondence, en un mot les preuves admissibles en matiere Commerciale, ou les presomptions laissées à la sagesse des Magistrats, offrent les moyens de verifier si la reclamation est fondée —

No. 1280.

Bac. Abr. tit. Merchant. B. 395
Willes Rep. 400.
6 East - 26. in notis

On doit meme conclure de ces principes, que le Commettant pourroit revendiquer dans la masse les billets que l'acheteur des marchandises auroit donnés pour leur prix au Commissionnaire failli, et qui se trouveroient, soit en portefeuille, soit entre les mains de porteurs non-proprietaires —

Mais si le tiers acheteur a payé le Commissionnaire, le Commettant est simplement créancier dans la faillite du prix que le failli a touché — Il n'a aucun privilege sur l'argent qui se trouveroit dans la masse, quand meme les plus exactes renseignemens laisseroient presumer que cet argent est provenû de cette Vente — Il ne pourroit y avoir de modification a ce principe, que dans le cas extremement rare, ou des sacs d'argent cachetés auroient eté donnés par l'acheteur, avec destination speciale d'être remis au Commettant, proprietaire des marchandises vendûes ou que de toute autre maniere ils porteroient des signes et

marques

marques d'individualité, capables de les faire reconnaitre. —

Neanmoins, si ce n'etoit que depuis l'ouverture de la faillite que l'acheteur eut payé aux Agens ou Syndics, le Commettant seroit fondé à revendiquer le prix touché par la masse, parceque dans une faillite, c'est l'epoque de son ouverture qui fixe les droits de tous les interessés, et que des le jour de cette ouverture, le commettant a été investi du droit de revendiquer ce qui n'etoit pas payé à cet epoque —

C. de C. 1283. — Ce droit du Commettant de revendiquer le prix de ses marchandises vendues, lorsque les acheteurs n'en ont pas fait le paiement au Commissionnaire avant sa faillite, ne nous semble devoir être modifié, dans le Cas ou ces deux correspondans auroient été en Compte Courant, même pour diverses sortes de negotiations, dans lequel le prix des dites ventes auroit été porté au Credit general du Commettant — On ne pourroit lui opposer que par cet etat de Compte courant, il est devenu Créancier du Commissionnaire seul — Cette situation ne nous paroit pas changer leur qualité respective. — La loi ne reconnoit qu'un Cas ou la revendication du Commettant doive cesser, et la nature du Contrat de Commission commandoit cette regle — c'est, lorsque les acheteurs ont payé le Commissionnaire, soit effectivement, soit fictivement en Compte Courant. — Mais des que rien ne prouve ou ne fait presumer qu'ils ayent payé le failli,

la

la subrogation du prix à la chose, peut recevoir tout son effet sans aucun inconvenient. — L'état de Compte Courant entre le Commissionnaire et le Commettant ne change rien aux droits de ce Dernier, d'aller revendiquer le prix de sa chose entre les mains des tiers qui le doivent encore, sauf à — decharger d'autant le Compte Courant. —

Comyns on Cont. p. 539. —

If goods are consigned to a factor or Agent, who afterwards becomes bankrupt, and the goods remain in specie in his hands at the time of such bankruptcy, the principal may recover them from the assignees by action of Trover. — Or if the factor sells the goods, and his assignees afterwards receive the money, the principal may recover it from them in an action of assumpsit for money had and received — cits. Scott. v Surman. Willes. Rep. 400 — also. 6 East Rep. 26. in notes —

Ibid Pardessus N° 1280.

So where the factor sells goods and takes notes in payment from the Vendee, payable at a future day, and his assignees afterwards receive the money, the principal may recover it from them in the same form of action

Filgiano
vs
Baby. –
&
Lacroix – Oppt

The Oppost. sold a lot of ground to the Defendt for £300 – and for the payt. of it, constituted a rente in lieu thereof of £18 – annually, wt. right of payt. of the principal. – The Pliff seized this lot of land and advertised it for sale, subject to the payt. of the rente in favor of the Oppost. – but the Oppost. claims a right to have the lot sold without this condition, as he is entitled to the reimbursement of his capital upon the adjudication by decret, – and that the Pliff had not the right to annex the condition of the land being sold subject to such rente without the consent of the Opposant – Qua – as to the oppost. claim? –

Loiseau. de l'action
Hypothn. liv. 3. ch. 9
Nomn. – No. 6. Mr Loiseau here lays it down, that if the Creditor of the rente is desirous of having the lot of land sold subject to the payt. of the rente, he has a right to do so, as it is a means of procuring a sale to greater advantage, and also as he thereby gains an advantage of having the purchaser as his debtor as well as the original preneur. –

No. 7 Then as to the debtor of the rente – he here says –, Mais principalement à present que l'argent est rare, & que plusieurs encheriroient volontiers à plus haut prix, les heritages qu'on decrete, s'ils pensoient etre quittes de faire rente de leur adjudication – J'estime que c'est un bon expedient pour les pauvres debiteurs, afin de mieux faire vendre leurs heritages de presenter requête à ce que les adjudicataires fussent reçus à continuer les rentes, desquelles ~~elles~~ eux – demeureroient toujours obligés; ~~declarant, qu'ils se contentent~~ que

No. 8

No. 8 - Remarks the distinction between the rente ~~purement~~ foncière and the rente Constituée — that in the case of Rente foncière neither the Constituant is obliged to accept, nor the preneur bound to pay the Capital of the rente — & that it follows the realty — & not the person —

9 But in case this rente foncière was stipulated by the Contract to be rachetable — Comme par example, encore que par le bail à rente soit stipulé que la rente sera racquitable à certain prix, si est-ce qu'on doit neanmoins adjuger l'heritage à la charge d'icelle, et laisser le choix à l'adjudicataire de la raquitter et continuer tant qu'il voudra. — &c —

The great object in favor of the Creditor of the Rent is to preserve his mortgage, and therefore where the debtor sells the property by private sale the remboursement is not due, because the mortgage is not affected — & Denizart says — this is the Case, where it even stipulated that upon alienation by the Debtor the remboursement should be made — such clause being considered as contrary to the nature of the rente Constituée & illegal — Sed quæ? —

Denizt. v. Remboursemt No. 15. —
1 Bourj. 327. No. 31 —
—— 325. No. 18 —

Loiseau — as above No. 4 —— . The ~~object main~~ principal object the Creditor of the rente can claim, is the preservation of his mortgage — even in case of a decret — & the Creditor of the rente is not entitled to the remboursement, if the adjudicataire will continue the rente — Ou pour faire plus clairement, il (le Juge) devroit plutot adjuger l'heritage à la charge de l'hypothegue, ou meme de precisemment payer la rente constituée par l'acquereur de l'heritage, tout de meme que la rente foncière — Car il n'est pas raisonnable, que la rente constituée soit plus avantagée que la foncière — et à tout le moins faudroit-il laisser au choix de l'adjudicataire, ou de la Continuer, ou de la raquitter à sa Commodité, et ne lui pas apporter une plus etroite obligation qu'au vrai debiteur de la rente." —

Mr

Repv. vo Rente Constituée §. 10. No 4 —

Mr Merlin after citing this opinion of Mr Loiseau — observes — Cette doctrine est calquée sur les vrais principes —

1 Bourj. p. 327. Tit. 8. Des Immeubles Sect. 5. No 32 —

Il en est de même lorsqu'il y a interposition de decret volontaire, mais que par le Contrat le Vendeur a chargé l'acquereur, de la rente; Cela est fondé sur ce qu'en ce cas, le créancier de la rente ne perd aucune de ses suretés, puisque le decret, en ce cas, purement confirmatif du Contrat ne peut purger son hypotheque, et qu'indépendamment de son gage qui reste subsistant, il a deux Debiteurs pour un, son ancien debiteur et l'acquereur, qui est obligé lui-même de former Opposition à son decret Volontaire pour l'execution de son — Contrat — decret même, qui, dans la pureté de la regle ne pourroit purger une telle créance; il ne fait que confirmer —

Bouthillier
vs
Cater —
+ Jones, T. S. —
+ Fraser Oppt —

On the 20th April 1833, the pleff obtained Judge agt the Defendt for £45. 16. 8 — for house rent by default — and in consequence of an attachment or Saisie arret which the pleff had sued out on the 29th of Novr 1832, sundry articles of household furniture & other effects belonging to the Defendt and said to have been removed by him out of the house he rented and put into the hands of Mr Jones the Auctioneer for sale, were arrested and attached, and on the declaration of the said Jones, as Tiers Saisi, he was ordered to deliver up the said furniture and effects to the Sheriff to be sold in satisfaction of the said Judgment. — Execution having in consequence been sued out for the sale of the said furniture and effects, the oppost — Jos. Fraser, claimed the same, as having been sold by him to the Defendt — sans jour & sans terme, but had not been paid for — It appeared that the furniture in question had been made & sold by the Oppost to the Defendt — & delivered to him in Augt — and Septr — 1832,+ ~~and~~ had been carried into the house rented by Defendt — from Pleff, where they remained until about the 28th Novr 1832 when the Defendt removed them from this house and delivered them to Mr Jones to be sold — The same day 28th Novr the Oppost — sued out a writ of Saisie revendication which was signified & executed — and on the following day the attachment before mentioned was executed at the instance of the Pleff — The question now agitated is as to the right of preference, of the priviledge claimed by the Landlord and the Vendor of the furniture. —

+ amounting in value to £53. 17 — on acct of which the oppt acknowledged to have received £20. 10 — leaves a balance of £33. 7 still due — That the said furniture

The priviledge of the Vendor, as established by the 176th article of the Custom, is considered as ranking before that of the landlord, the material point here, is whether

it

it can be extended to the time when these goods were afterwards attached at the suit of the Oppos^{t} — that is from the 25th Aug^{t} & 10th Sept^{r} — when they are stated to have been delivered, up to the 28th November, when the attachment was made, and during all which interval they constituted a part of the furniture in the house above occupied by the Defend^{t} —

The difficulty is to determine how long the privilege of the vendor ought to last, as there is no precise law on the subject, and Courts are left to judge upon the circumstances. —

Privileges are not favourably considered nor liberally ~~construed~~ extended, because they tend to exclude the rights of others, & are contrary to the general policy of the law —

+ nor ought they to be extended beyond the letter of the law —

Pothier. Louage — N° 244 — puts the question — Si une personne vend des meubles à mon locataire, sans jour et sans terme, et que dans l'esperance de recevoir son argent comptant, il les laisse enlever et porter en la maison que mon locataire tient de moi, pourrai-je prétendre qu'ils me sont obligés, et empêcher qu'il ne les revendique, peu après, faute de paiement? — Je pense que non — Car le vendeur etant supposé avoir vendu sans terme et au comptant, et par consequent n'avoir voulu se dessaisir de la chose qu'autant qu'on le paieroit, on ne peut pas dire qu'il ait consenti à ce qu'elle fut obligée à mes loyers. —

Mais s'il avoit tardé un tems un peu considerable, à redemander la chose, il en resulteroit de ce retard une — presomption qu'il auroit bien voulu suivre la foi du locateur et par consequent lui en transferer la propriété — au quel cas nul doute, que cette chose ne soit obligée à mes loyers, puisque mon locataire en est devenu le proprietaire. —

2
Lemaitre ou 176 art. p. 206

Celui qui a vendu des meubles sans jour & sans terme, est préféré au proprietaire de la maison — arret. du 15 Mars. 1605. Br.

Je ne puis être de l'avis de ces Auteurs, si ce n'est au cas ou il y auroit peu de tems que les meubles auroient eté vendûs, et qu'on ne pourroit imputer de negligence au Vendeur; autrement j'estime que le proprietaire de la maison devroit être preferé, vû qu'il ne peut pas savoir si son locataire doit le prix des meubles, et que les Vendeurs ne pouvant ignorer qu'ils repondent des loyers, est presumé y avoir consenti lorsqu'il a negligé son paiement. — Aussi l'arret que rapportent ces Auteurs n'est pas dans l'espece de meubles meublants, il s'agissoit du prix de vin, dont le Vendeur pouvoit ignorer que l'acheteur dût louer une Cave pour le debiter. —

Vendeur's knowledge
Landlords ignorance
See Auzanet 3

1 Duplessis. p. 620. Duplessis in commenting upon the two articles 176 & 177. of the Custom, ~~and~~ notices the diligence which the original Vendor ought to use, when the article has been sold to a third person — and says, it ought to be done — aussi-tot-apres la Venté — mais s'il vouloit faire cette poursuite contre un tiers long tems apres, je ne crois pas qu'elle fut recevable — La patience qu'il a eu sans se faire payer, est un terme qu'il a tacitement donné, ou il a suivi la foi du Debiteur — Les mots de l'article 176, esperant etre payé promptement, montre suffisamment, que c'est le sens de la Coutume" —

Waiting over

3
Auzanet ou 176e. art. —

Si les meubles n'ont eté acheté a credit, & terme donné pour le paiement, le Vendeur peut suivre sa chose et est preferable au proprietaire qui demande le paiement de ses loyers — jugé par deux arrets &c — Le contraire jugé depuis par arret du 11 Fev. 1620. here he gives the reason — pour prevenir les fraudes qui pourroient etre faites aux proprietaires en feignant et supposant des achats de meubles à credit — Car le proprietaire a sujet de croire que les meubles apportés dans sa maison appartiennent au locataire, & le Vendeur des mêmes meubles n'a pas du souffrir le transport des dits meubles, sans prendre préalablement ses assurances. —

Same as Lemaitre

Ferriere in his observations on the 176th art. of the Custom No. 11, admits the principle that if the Vendeur sans terme allowed a considerable delay to elapse before demanding his payment, and allowed the articles to remain in the house of the landlord, he would be too late to claim his priviledge, and the right of the landlord would be preferable — Yet Ferriere does not say, what this tems considerable is — But the landlord may be considered in as favorable a light as a tiers acquereur de bonne foi — he sees furniture come into his house and occupy it for weeks and months, and naturally is led to ~~rely~~ consider ~~on~~ such furniture ~~being~~ to be the property of his tenant, and to rely on it as a security for his rent — Now we find an arret cited by Ferriere of 10 March 1605, where it was adjudged, that three weeks after a sale to a third person the Vendeur was held too late to claim his priviledge —

Mornac

Le Camus, in his Commentary on this article, considers it as vague and uncertain, and that a time ought to be specified in which the Vendor ought to exercise his priviledge — thinks one month would be a sufficient time — Cites two arrets, where the priviledge in favor of the Merchant was allowed agt. the landlord — but by a subsequent arret of the 11 Febry 1620, he says, on a jugé qu'indistinctement tous les meubles etoient sujets aux loyers, et pour eviter les fraudes, on a mieux aimé aller directémment contre la Coutume qui donne privilege contre tous au Vendeur qui a vendu sans jour et sans terme — but thinks that a month might be allowed to the Vendeur without danger —

by Auzanet 11 Febr 1620

2. Bourj. p. 585. 6 No 58 —

So also Bourjon gives the preference to the landlord over the Vendeur, in all cases, except in case of Merchandise to be sold out again — — Says — til est l'usage —

The work, entitled, Instructions faites sur les Conventions, which is a practical work, puts the vendeur dans jour & dans terme, eight days to prosecute his claim of priviledge, & seems to fall in with the opinion of Mr Lecamus on the 175e. art. — considering the terms of the article as vague and uncertain, and which require to be limited to some short period to prevent injustice —

There is a circumstance in this case which would mark a credit having been given by the opposant to the Defendr. by his having received a part of the price, and allowed a long period to elapse before the balance was demanded —

A.

Allowance to Debtors in Gaol not granted, when detained for non-payt. of monies on folle-enchere ——— 23

Aval. liability on. ——— 29

Assurance, Contract of, Rules & principles of —— 61

Agent — proof of authority of — to accept a draft &c — 67

Administrator, not liable to Costs unless personally condemned ——— 70

Absent. — see Curator. —

Arrest of Judgt. Trial in a wrong County no ground of. —— 104

Agent — his declarations how far evidence agt the principals — — — — — 138.

Ameliorations. see. Improvements.

Attorney General. — — 112

Acknowledgt of Censitaire 144

Advocate, has an action at law for his fees. —— 170

Acte d'heritier, binds the heir, for the execution of the will of the Testator. 223

Assurance by one Partner of partnership effects in his own name — he can recover to the extent of his interest. —— 225

Amendment — of Recognizance of Bail allowed ——— 229

Arbitrators — authorised to name a third in case of difference in opinion, whether such third can be named before such Difference arises. ——— 237

Award — whether a party can be admitted to impeach the award without paying the penalty stipulated in the Compromis ——— 237

Acceptance — is evidence that value was received —— 243

Aliens — children of Aliens born within the Kings Dominions shall inherit from their ancestors same as if natural born Subjects 283

Bankruptcy of Partnership - 7

Bail - under Stat. 5. Geo. 4. 79

Bannal Mill - The Censitv may refuse to go to it when out of repair - 85

Brevet. see Hypothegue.

Banc d'Eglise, cannot be alienated à perpetuité 195

Bill of exchange drawn for value advanced for use of a Ship, w. instructions at bottom of bill, if it be not paid to insure to the amount - such instructions not binding on holder - 247

Bastard Child - the mother of - taking him away by fraud or violence from the reputed father liable to restore him 293

Corporation of Clergy Reserves, may set-up nullity of a sale by the Sheriff, by opposn 35

Curator to an absentee his appointment & powers 55 88

Costs, how to be adjudged in action by a Syndic pr or other administrator so as to render him personally liable 270

Caution. — questions touching 128

Contrainte par Corps as an adjudicataire for not paying his purchase money. 131

Communauté. — where the exclusion of a Communauté is stipulated by the marriage Contract, but not a Separation Contractuelle — there must be an Inventory made to shew the separate effects of each of the parties, as against Creditors — 132

Contrainte par Corps, for damages & Costs above 200$ — how obtained 140

Censitaire. (see Declaration)

Condition of obligation payable in ten years that Debtor should not during all that time leave the province — Debtor left the Province & was absent the greater part of time, but returned before the ten years expired — The condition perfected & security liable — 261

Collector of Customs, exacting greater duties than by law allowed, is liable in damages but merely to refund what he has demanded beyond the legal duties 264

Caution — must be subrogated in the rights of the Creditor whose Debt he pays, to be entitled to exercise the mortgage claims of such Creditor 297

Community right accruing to child as heir of his mother — 316

Contribution does not take place although there be several Saisie arrets made at the same time in the hands of the debtors Debtor unless insolvency be alleged. 390

Confession cannot be divided nor by pleading an exception is the right of action admitted 437

D

Donation – depending in its execution on the will of the Donor, is void. – – – 60

Donation – Donor may restrain Donee from alienating 65

Droits litigieux – defined 108

Deposit – made in confidence for pious uses, – 113

Declaration & acknowledgt of the Censitaire on the Lettres de Terrier, how to be made – 144

Dower, does not attach upon property put into the Commty 162

Distraction de depens – The attorney is entitled to use all the rights of his client agt securities by Recognizance for Costs, as the client himself could have used – 424

Dower must be estimated according to the value of the property as it stood at the time it was – created, ~~& not~~ at time it becomes open 444

Evidence - Gardien — — 1

Experts. Report of - Court not bound by. — 22

Exhibition of titles, where there is nothing due to the Seigneur — 84

Evidence - where one Writ suffit. to prove damages 85

Evidence - every document produced by party, must be taken as him as well as for him. — — — — 109

Evidence - declarations not on oath of an agent not always admitted as evidence as principal - 138

Executor - when a mortgage attaches on his Estate for payt. of Legacies. — 221

Executors must all join in an action under the will of the Testator ——— 281

Enchere - Encherisseurs - It is not the business of the Saisissant but of the Saisi to find bidders at the sale of his property ——— 353

Foreign Contract - proceeds on here 20

Fournir & faire valoir
how far the subsequent insolvency of the Debtor is warranted agt - by this stipulation. - 190

Fabrique - Bye laws made by - The Court has no power to homologate them so as to give them effect 307

Garantie – Caution. –	10	

H.

Hypotheque - on Compromis. 4

Hypotheque - on an acte en brevet. 98 99

see also v° Mortgage.

— on Estate of an Executor 221

Improvements - right to be reimbursed in case of eviction or delaissement. - 135

Interest - in Cases of Opposn - or restitution of monies under order of the Court 129

Indorsement - blank, may be filled up at any time although Drawer of note not a merchant or trader — 421

King – cannot intervene in a qui tam. action – 111

—— is entitled to interest on his debt, same as subject – 339

Lods & Ventes – not due on a Donation from father to Son, however onerous the charges – – – – – 57

Lods & Ventes, on Licitation 87

Lods & Ventes, of the power of the Seignior to sell his waste lands, & to exonerate them from Lods – 89

Livre Terrier – right of Censitaire to make his declaration to the Commn 117

Lods & Ventes – arrears of, to what Seignior due – whether due on a purchase by a Copropriétor – – 119

Legatee – his capacity to take under the will when to be considered. – – – – 141

Lods & Ventes are due on a Sale subject to remeré. – – – 357

Lods & Ventes on Donation – 403

Mark or Cross - may be proved by Wits — 101

Mortgage on Estate of a Testator in favor of the Legatee - and on the Estate of the Heritier Testamentaire 127

—— On the Estate of Executor for payt. of Legacies. — 221

Malicious prosecution - in an action for — probable Cause is a good plea — 254

Masons - as priviledge —

Minor's property - The Minor acquires a mortgage on the person administering his property, altho' he has not been appointed his Tutor — 284

Marriage Portion - the widow is preferd for restitution of on a marriage in Scotland although no mortgage was thereby created —— 408

Minors — property purchased by Tutor with monies of the Minors in his own name, is the property of the Minor — 441

Mortgage - Lands in free & common Soccage not bound by mortgage under a notarial obligation made according to French Law 452

Nullity – if sufficient to be alledged by plea without form of incident demand for the declaring it. – – – – – – 81

Nullité in a deed cannot be noticed by the Judge if not apparent, where it is a matter regarding private interest. – – – – 198

Navigable River – no obstructions in – can be allowed 324 348

Opposition. Droits Seigneux.	9
Opposition - whether a second, can be allowed with further conclusions than the first. —	50
Opposition - a second, renewed for the same object. not admitted	"

Promissory Note - Consid^n 27

Prescription - agt the King when allowed — 39

Prescription - agt Inform^r for imports prohib^d goods. — — — 40

Payment - imputation of in favor of the Caution 51

Prescription between Merchants. — — — 77

Prescription - agt an action for a malicious arrest 96

Pleading - Order of... 125

Penalty of Compromis - see (Reward) — 237

Priviledge of Mason for repairs to a house, his action must be brot to enlitle him to it within a reasonable time 258 273

Purchaser who discharges a debt on the land he purchases is by law subrogated in the rights of the Creditor he pays - but his right of mortgage does not extend beyond the particular property he has discharged — 369

Partnership property not liable to debts of individual partners 460

Rente & pension viagere cannot be sold as real Estate. — — — — 23

Renvoi — in an act, not signed or accepted by the parties does not vitiate the acte the Renvoi only is void — 287

Societé - bankruptcy & division of property. — — — 7

Saisie - Gagerie - of the effects of the Community in action of separation by the wife — 76

Signature - su Mark. -

Sollicitor General cannot maintain the suit of the King. — 111

Ship - goods damaged on board of - master when show liable — — — — 150

Seignorial rights - if rate of Concession be fixed by, and reducible. — 152

Ship-owner - liability of, for goods of freighter sold for repairs of Ship. — — 203

Sale on Credit - the Vendor in case of the insolvency of the Vendee before day of payt. may attach the goods sold so as to retain his preference over them of other Creds - 303

Succession - purchase of - if liable to same action for payt of debts as an heir. — 342

Seignor - possession as such entitles him to his action for exh. de titre & rents &c — agt. his Censitaire. — — — — 454

T.

Tutelle — authorities to shew that Tutrix by subsequent marriage does not lose the Tutelle of her children of the first marriage — 53

Tradesman — difference between furnishing materials & labor, or labor only — 66

Tavernkeeper — no action lies by him agt. marguillier or others for refusing a certificate 124

Transport of goods, when damaged, by whom & when the loss to be sustained — 150

Transport, of a debt with the clause of Fournir & faire valoir, the solvency of the Debtor, how warranted — 190

Tiers-expert — see arbitrators

Tiers Detenteur of property as Legatee, qt. was subject to Dower created by Testator, whether the possessor can hold agt. the Douairier — 351.

Tradition feinte — 442

Trouble — what. — 448

U.

Usury – evidence on plea of – 19

Verdict - general may be amended & limited on a particular Count 434

Witness. – if party to a deed can be admitted as such 31

Writ of assistance – when officer is justified in searching a house under it – – – 49

Witness – a gardien not competent, on action of the Sheriff for loss of goods under a seizure – 1

——— release to an interested how to be proved. – 140

Will – made by answers to the Interrogations of the Notary 233

Will – holograph – must be signed by the Testator – 327

Witness – a notary's clerk not admissible on an acte passé before his master, – 439